

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION JAPONAISE
AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

« Quand une nation a un but politique, elle le con-
« çoit en dehors du droit, non pas nécessairement con-
« taire au droit mais seulement en dehors de lui, confor-
« mément à sa sécurité, à ses besoins économiques et aux
« sentiments des grandes idées qui doivent inspirer toute
« nation digne de ce nom. Mais c'est seulement quand le
« but politique s'est ainsi formé en dehors des concep-
« tions juridiques, que le droit intervient pour permettre
« à cette idée politique de se réaliser. »

A. de Lapradelle

à son cours 1922-23.

Présentée et soutenue le Mercredi 4 Juin 1924, à 2 h. 1/2

par

PREW SAVOY

(A.B., J.D. Université de Chicago)

E. DE BOCCARD, Éditeur

1, Rue de Medicis. — PARIS

— 1924 —

Thèse Paris

1924.

LA
QUESTION JAPONAISE
AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

« Quand une nation a un but politique, elle le con-
« çoit en dehors du droit, non pas nécessairement con-
« traire au droit mais seulement en dehors de lui, con-
« formément à sa sécurité, à ses besoins économiques
« et aux sentiments des grandes idées qui doivent inspi-
« rer toute nation digne de ce nom. Mais c'est seulement
« quand le but politique s'est ainsi formé en dehors des
« conceptions juridiques, que le droit intervient pour
« permettre à cette idée politique de se réaliser. »

A. de Lapradelle

à son cours 1922-23.

Présentée et soutenue le Mercredi 4 Juin 1924, à 2 h. 1/2

PAR

PREW SAVOY

(A.B., J.D. UNIVERSITÉ DE CHICAGO)

Président : M. de LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
OUALID, Chargé de Cours

E. DE BOCCARD, Éditeur

1, Rue de Medicis. — PARIS

—1924—



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552831_0078



QUESTION JAPONAISE 1.

**La Question Japonaise
aux États-Unis**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
QUESTION JAPONAISE
AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

« Quand une nation a un but politique, elle le con-
« çoit en dehors du droit, non pas nécessairement con-
« taire au droit mais seulement en dehors de lui, confor-
« mément à sa sécurité, à ses besoins économiques et aux
« sentiments des grandes idées qui doivent inspirer toute
« nation digne de ce nom. Mais c'est seulement quand le
« but politique s'est ainsi formé en dehors des concep-
« tions juridiques, que le droit intervient pour permettre
« à cette idée politique de se réaliser. »

A. de Lapradelle

à son cours 1922-23.

Présentée et soutenue le Mercredi 4 Juin 1924, à 2 h. 1/2

par

PREW SAVOY

(A.B., J. D. Université de Chicago)

E. DE BOCCARD, Éditeur

1, Rue de Medicis. — PARIS

— 1924 —



INTRODUCTION

Les Etats-Unis d'Amérique sont un Etat, une unité. Il n'y a pas 5 parties distinctes avec des districts délimités, les séparant les unes des autres. Il n'y a pas un Est, un Ouest, un Nord, un Sud, un Centre-Ouest ayant chacun ses propres problèmes à résoudre par lui-même. En vérité, étant donnée la grandeur du pays, il y a des problèmes intérieurs qui affectent particulièrement l'Ouest ou le Sud, et ceux-ci au début ne sont peut-être pas ressentis en Nouvelle Angleterre. Mais quand une fois ils deviennent une question nationale ou internationale, alors la nation entière est obligée d'y prendre part. Il cesse d'être une question locale. Le problème Nègre, au début question locale, avec Lincoln, devint un problème national comprenant même les bûcherons du Maine. Et maintenant apparaît la question des Japonais, également d'une énorme importance, car elle ne se localise pas seulement aux Etats-Unis, mais elle entraîne une autre grande puissance, le Japon, et si la guerre en résulte, elle s'étendra au monde entier. La dernière guerre si elle ne servit pas d'autre leçon,

nous apprend du moins que la guerre d'aujourd'hui est une guerre mondiale.

Mais est-il besoin d'en appeler au monde entier pour résoudre cette question ? Il est difficile de dire et de déterminer si les diplomates peuvent la résoudre une fois pour toutes, ou si la puissance des forces et la lutte pour la vie de millions d'Asiatiques, avec leur mécontentement économique et social dans leurs pays surpeuplés, est trop intense, trop forte pour être résolue et contrôlée par la décision des hommes. Il est certain que nous nous devons au moins de le faire ; si alors les forces sur lesquelles nous n'avons aucun pouvoir sont victorieuses, il n'y aura aucune honte dans la défaite.

Les Etats-Unis doivent formuler et adopter une police orientale déterminée et une fois adoptée elle doit être maintenue. Mais qui le fera ? Chaque Etat doit-il adopter sa propre procédure, ses propres méthodes pour traiter la question, ou cela doit-il être la tâche du Pouvoir Exécutif ou du Pouvoir Législatif ?

La Cour Suprême des Etats-Unis a fait le premier pas vers une police déterminée quand en novembre 1923 elle maintenait la validité des « Alien Land Laws* » en Californie (1), ses lois limitant la propriété de la terre aux étrangers éligibles à devenir citoyens. Le Congrès a un projet de loi qui va encore plus loin puisque le

(1) Partie II, Chap. II et Appendice G.

* L'astérisque renvoie au glossaire.

projet propose de limiter toute immigration aux Etrangers éligibles à la nationalisation (2). Mais quelle doit être la décision finale ? Sera-ce l'expulsion des Etrangers ou leur admission avec restrictions de droits de propriété ? Si vous autorisez un homme à entrer dans votre librairie, il faut au moins lui permettre de regarder un livre. Refuserons-nous aux travailleurs que nous laisserons entrer le fruit de leur travail ? Les Cours ont décidé que ceci peut se faire. Nous étions alors obligés de le faire pour faire face à une situation spéciale. Continuerons-nous d'agir ainsi, ou expulserons-nous les Asiatiques ? Maintenant les législateurs ont l'air de répondre en proposant d'exclure les Japonais sur la même base, et par le fait de leur impossibilité à être élus citoyens. Mais le Japon considère cela comme une trop forte atteinte aux droits de ses citoyens, sans consulter le Japon lui-même.

Il est vrai que le Congrès et la Cour Suprême, se sont tous deux occupés de problèmes entrant dans le cadre de leur activité, déterminés par la Constitution. Mais la blessure faite à l'orgueil du Japon, en tant que nation, est plus profonde que la lettre du texte. Et ici les susceptibilités doivent être respectées, sans toutefois sacrifier nos propres principes. Le pas a été fait et maintenant le Pouvoir Exécutif doit agir. Les représentants diplomatiques doivent arriver à un accord basé sur un état de faits franc et honnête. Cette police, une fois

(2) Voir Appendice M.

déterminée, doit être maintenue. Le « Gentlemen's Agreement* » (3) a simplement repoussé la question jusqu'à un accord définitif et l'expérience nous a montré son insuffisance. A la Conférence de Washington, les Etats-Unis ont prouvé qu'ils étaient absolument opposés à la vieille méthode de diplomatie; et que toutes les nations devaient jouer cartes sur table. Il faut qu'ils continuent ici cette même police. C'est le seul moyen d'en sortir.

L'importance de cette question m'est apparue pour la première fois, quand j'eus la bonne fortune d'étudier avec un fervent Californien. Comme habitant de l'Est, cela ne m'avait jamais semblé une question nationale vitale, mais plus j'approfondissais la question, plus je trouvais qu'elle était d'une importance capitale.

Sur le terrain de la propagande en tant qu'œuvres d'art, tous les « jingles » américains, qui ont ingénieusement joué avec les statistiques, et le nombre de volumes se rapportant à la question, rendaient la tâche plus ardue mais non moins intéressante.

La première question qui me fut posée à mon arrivée en France fut la question concernant les Japonais en Amérique. Bien souvent depuis, on m'a demandé d'expliquer quel était le problème et quelle était l'attitude de l'Amérique à cet égard. De par la gravité de la question aujourd'hui même, ce travail peut être encore d'un plus grand intérêt. Et c'est dans le désir de répondre

(3) Voir Appendice D.

à ces questions que j'ai puisé l'inspiration de présenter une thèse sur « la QUESTION JAPONAISE AUX ÉTATS-UNIS ».

Malheureusement, il n'y a pas, et il ne peut y avoir une seule opinion. Je regrette de ne pas pouvoir exposer la question sous toutes ses phases. Il faudrait des volumes pour expliquer les opinions américaines en conflit quant à l'attitude des deux Contrées l'une envers l'autre, la possibilité d'une guerre et toutes les autres phases, et si je ne peux que donner un rapport fidèle de l'opinion américaine, qui a déterminé notre sévère législation, et les faits sur lesquels elle est basée, enfin réfuter la propagande étroite, exagérée et pas toujours assez sincère du professeur Poultney Bigelow et Kawakami, je n'aurai pas peu fait. Il faut que je limite mon sujet et, comme étudiant de droit, voici le plan que j'ai adopté.

Je donnerai d'abord un aperçu général des relations entre le Japon et l'Amérique nationalement et internationalement. Ensuite, j'examinerai en détail les questions de droit posées, celles des conflits entre les États et le Gouvernement Fédéral, la question de naturalisation et les questions amenées par l'« Alien Land Law » et récemment déterminées par la Cour. Et je consacrerai la troisième et dernière partie à un examen critique des bases de l'opinion américaine.

Je désire remercier tous ceux qui m'ont aidé à réunir des documents pour ma thèse et mentionner tout spécialement MM. le Professeur Leverett S. Lyon, John Dufault, et mes deux collègues A.-F. Shafesky et L.

Dana Latham, qui m'ont, au jour le jour, tenu au courant des nouveaux textes et des nouvelles décisions venus en mon absence.

Et je désire remercier également Miss Suzanne Stone et Mme J. Chandler pour leur aide amicale et matérielle dans la révision de ce travail.

PREW SAVOY

Paris, le 29 avril 1924.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>Historique</i>	17
CHAPITRE. I - Des Premiers Temps au xx ^e Siècle	17
CHAPITRE II. — Immigration et Relations entre l'Amérique et le Japon.....	33

DEUXIÈME PARTIE

<i>Questions Judiciaires</i>	47
CHAPITRE I. — Les Japonais et la Naturalisation des Etrangers aux Etats-Unis.....	47
CHAPITRE II. — Les « Alien Land Laws. ».....	58
<i>Section 1.</i> — Les « Alien Land Laws » sont- elles une violation du Traité de 1911 ?....	59
<i>Section 2.</i> — Les « Alien Land Laws » violent- elles le xiv ^e Amendement ?.....	63

Section 3. — Décisions de la Cour Suprême des Etats-Unis des 12 et 19 novembre 1923.	69
CHAPITRE III. — Le Pouvoir de Conclure des Trai- tés et l' « Alien Land Law »	100

TROISIÈME PARTIE

<i>Examen Critique des Bases Sociales et Eco- nomiques.</i>	115
CHAPITRE I. — Economique.	115
Section 1. — Population et le « Gentlemen's Agreement ».	117
Section 2. — Possessions Japonaises et Pou- voir Economique.	130
CHAPITRE II. — Assimilation.	142
CHAPITRE III. — Conclusion.....	163
APPENDICE A. — Extraits du Traité de 1854....	175
APPENDICE B. — Extraits du Traité de 1858....	178
APPENDICE C. — Extraits du Traité de 1894....	182
APPENDICE D. — « Gentlemen's Agreement »....	185
APPENDICE E. — Extraits du Traité de 1911....	188
APPENDICE F. — « Alien Land Law » de 1913 (Cal.).	192

APPENDICE G. — « Alien Land Law » 1920 (Cal.).	196
APPENDICE H. — Autres Etats ayant de telles lois.	206
APPENDICE I. — Extraits de la Constitution....	207
APPENDICE J. — Nationalité	212
APPENDICE K. — Expatriation au Japon.....	213
APPENDICE L. — Tableaux statistiques.....	215
APPENDICE M. — « Bill » d'Immigration de 1924.	223
Glossaire	225
Bibliographie.	229

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE I

Des Premiers Temps au XX^{eme} Siècle

Il est indispensable de connaître les événements historiques pour étudier une question comme celle qui nous occupe. Et si nous voulons comprendre les événements des temps actuels, nous devons nous appuyer sur une base historique pour former notre conclusion et expliquer, au moins partiellement, les sources des sentiments entre l'Est et l'Ouest et les raisons des mesures ultra-sévères prises d'abord par la Californie, peu après par d'autres Etats.

La date exacte à laquelle les Américains et les Japonais se sont rencontrés pour la première fois, est assez difficile à déterminer. On a avancé la théorie que les ancêtres des Indiens étaient des Japonais (1). La croyance

(1) Davis, H., « Japanese Wrecks in American Waters », *The Overland Monthly*, Sept. 1872, 353-60.

de cet auteur est que des barques de pêche furent poussées par des tempêtes et vinrent s'échouer sur les côtes du Pacifique, où leurs équipages s'installèrent. Théorie qui, en général, n'est pas acceptée, car l'opinion de la plupart des écrivains est que les Japonais sont venus en contact avec l'Ouest vers le XVI^e siècle (2). Vers 1542 on trouve M. Pinto et deux autres marchands portugais débarquant à Tanegashima, petite île près de la côte de Kiou-Siou. Ils visitèrent la Province de Bungo, où ils offrirent au Prince une arquebuse, la première qui devait atteindre le Japon.

Lors de leur deuxième voyage en 1549, ils ramenèrent quelques Japonais à Macao, où Saint François-Xavier leur enseigna les doctrines chrétiennes.

En 1549, le père Xavier s'embarqua pour le Japon, accompagné de ses prosélytes, pour entreprendre son œuvre de missionnaire, qui, après sa mort, devait se terminer de si désastreuse façon. Les Japonais écoutèrent très patiemment ces sermons religieux et tant que le mot de Chrétienté n'impliqua que l'idée de religion, elle eut le support du Shogun*. Le commerce suivit bientôt l'arrivée des missionnaires et le Capitaine Brinkley affirme que pendant presque un siècle le Japon fit des affaires avec plus de vingt marchés (3). Et c'est

(2) Davis, F. H., *The Nations' Histories*, Japan, p. 151 et s. ; Porter, R. P., Japan, *The Rise of a Modern Power*, p. 27 et s.

(3) Brinkley, F., Japan, *Its History, Arts, and Literature*, vol. 3, p. 129.

* L'astérisque renvoie au glossaire.

par l'intermédiaire du commerce que nous rencontrons pour la première fois les Japonais sur nos côtes Ouest (du moins si nous en croyons les statistiques) (4). Dans les premières années du XVII^e siècle, les marchands japonais arrivèrent au Mexique, alors colonie espagnole. Ils désiraient vivement faire du commerce avec l'étranger et tous deux, l'Espagne et le Japon, les encouragèrent dans leurs entreprises transpacifiques. Mais cela ne devait pas durer longtemps, car, en 1636, un changement se produisit dans la police étrangère japonaise, changement complet, qui coupa toute espèce de communications avec le Mexique.

Le premier mouvement contre les missionnaires se produisit en 1587. (5) Hideyoshi, alors Shogun, expulsa les Jésuites de Kiou-Siou. Cette mesure cependant ne fut pas ponctuellement suivie et bientôt après arrivèrent des Franciscains et des Dominicains pour continuer le travail avec les Jésuites qui étaient restés.

Cet arrêt d'expulsion avait été dirigé beaucoup plus contre les missionnaires que contre les marchands, et était dû en grande partie à la réconciliation de Hideyoshi avec les Bouddhistes. Alors se produisit un néfaste événement (6). En 1596, le *San Felipe* faisant le commerce entre Manila et Acapulco, au Mexique, aborda sur les côtes japonaises. Craignant quelques difficul-

(4) Nuttall, Z., *Earliest Historical Relations between Mexico and Japan*, (Univ. Cal. Publications of Arch. & Eth.), IV, p. 1-47, 1906.

(5) Porter, p. 45.

(6) Idem, p. 52, Davis, p. 175.

tés, et espérant gagner le respect en convainquant les Japonais de la puissance de l'Espagne, le capitaine leur montra une carte de ses possessions. Et lorsqu'on lui demanda comment l'Espagne avait pu acquérir et gouverner un si grand territoire, étant donnée la petitesse de son propre pays, il répondit qu'elle avait d'abord envoyé des missionnaires. Plus tard elle envoya des troupes qui s'appuyèrent sur les prosélytes, pour obtenir ainsi le contrôle du pays.

Ceci fut assez, pour prévenir le Japon de ce qui se passait sur son territoire, et c'est réellement de cette époque què datent les persécutions des chrétiens et les siècles de séclusion japonaise. Si les missionnaires n'étaient pas les propagateurs religieux qu'ils professaient d'être, mais des agents politiques, ils devaient être expulsés. Et Hideyoshi donna l'ordre de la première persécution. Missionnaires et prosélytes furent arrêtés, torturés et tués, et leurs églises furent brûlées à ras du sol.

Iyeyasu (7) qui succéda à Hideyoshi fut d'abord plus tolérant; désireux d'obtenir plus d'informations et surtout par sa propre observation, il dépêcha en Europe un représentant qui prétendait être un Chrétien. Celui-ci revint rapportant que le plus horrible fanatisme régnait en Europe, l'histoire étant confirmée par l'Anglais Will Adams, qui venait d'arriver au Japon. Et le Shogun fit le tableau de ce que seraient les résultats de cet enseignement chrétien.

(7) Porter, p. 59.

(8) Comme en 1599-1600, plus de 70.000 Japonais avaient été convertis, il était temps d'agir. En 1607, il fit paraître un édit que les prosélytes rétractèrent stipulant qu'il n'y aurait pas de nouvelle conversion. En 1617 un édit expulsa les Chrétiens. Les prêtres et les frères furent déportés à Manila et à Macao, et le successeur d'Iyeyasu, Hidetada, continua encore plus rigoureusement les persécutions. En 1636, commença la Révolte d'Arima. C'était la première et la dernière tentative de résistance de la part des Chrétiens. Après leur défaite de 1637 et la chute du château de Shimabara suivit un massacre et un règne d'effroyables tortures qui furent le coup de mort du Christianisme au Japon.

De nombreuses forces avaient lutté pour cette fin. Pendant les premières années, quand la Chrétienté était à la mode, de nombreux Bouddhistes avaient été bien inutilement persécutés. En 1587, sous le règne d'Hideyoshi, ils avaient regagné un peu de crédit, et quand l'opinion se modifia ils étaient prépondérants dans le mouvement contre les missionnaires et la Chrétienté. Les Hollandais jouèrent aussi un rôle, mais un rôle beaucoup trop grand pour une persécution contre leurs frères chrétiens. Ils ne mêlèrent pas commerce et religion comme le firent les Espagnols et les Portugais, et ils pensèrent que s'ils pouvaient brouiller leurs concurrents avec les Japonais, les marchands seraient expulsés avec les missionnaires et ils auraient ainsi le

(8) Davis, p. 206-217.

champ libre. Mais ils s'étaient trompés, car les Japonais découvrirent leur petitesse. Et quand, en 1636, le Shogun Iyemitsu fit paraître l'édit qui fermait le Japon à tout commerce, les Hollandais furent expulsés, leurs usines détruites à Hirado, et ils furent internés à Deshima, petite île de 1600 mètres carrés au large de Nagasaki. Le Japon fut fermé à tous les étrangers, et il fut interdit aux Japonais de sortir de leurs pays.

(9) En 1640, malgré cet édit, un bateau de Macao aborda à Nagasaki. Tous les hommes, sauf treize, furent mis à mort, et les survivants furent renvoyés porteurs de ce message : (10) « Tant que le soleil réchauffera la terre, qu'aucun chrétien ne soit assez fou pour venir au Japon, et que le monde entier sache bien que si le Roi d'Espagne, ou le Dieu des Chrétiens, ou même le Grand Dieu de tous violait cet ordre, il le paierait de sa tête ».

(11) Cependant, de leur île de Deshima, les Hollandais faisaient un commerce profitable, sujets à beaucoup de conditions inférieures et à des humiliations répétées. D'abord, on leur accorda 7 à 10 vaisseaux par an. Mais ce chiffre fut réduit à un en 1790. On leur imposa 5 0/0 de droits de douane, 195 livres d'argent de loyer par an, et on leur interdit d'exporter plus de 350 tonnes de cuivre annuellement. (12) C'est seulement par

(9) Davis, p. 219.

(10) Cary, Otis, *History of Christianity in Japan*, (F. H. Revell Company), vol. I, p. 231.

(11) Porter, p. 78.

(12) Kikuchi, Baron, « Introduction of Western Learning into Japan », *Japan Advertiser*, March 4-5, 1915.

leur intermédiaire que le Japon resta en contact avec l'Occident, mais ce préjudice était si grand que ce contact intellectuel fut peu répandu.

(13) Alors l'Ouest commença à avoir besoin du Japon, et cela, pour de nombreuses raisons. La Chine avait été ouverte au commerce et nos vaisseaux avaient besoin d'une escale pour leur charbon, entre Hong Kong et San Francisco. Il nous fallait aussi assurer un traitement humain à nos marins naufragés. Souvent des tempêtes avaient entraîné nos vaisseaux de pêche à la baleine, des eaux du Pacifique, près des ports japonais, où nos marins avaient été maltraités. De plus, nous voulions échanger certaines marchandises.

(14) En 1846, le Commodore Biddle, sur un navire de guerre américain de 90 canons, ancrâ près d'Uraga et demanda la permission de faire du commerce. Le Japon refusa. Et à son retour en Amérique, le Gouvernement Américain envoya aux Etats d'Europe un memorandum justifiant une expédition au Japon.

En 1847, (14) le Roi de Hollande envoya à Yedo*, un nombre de livres et une carte du monde, et en 1849, il informa les Japonais qu'une flotte américaine allait venir pour demander la permission de faire du commerce, et qu'un refus de la part du Japon entraînerait la guerre.

Le 7 juillet 1853, (15) le Commodore Perry arriva

(13) McLaren, W. W., *A Political History of Japan during the Meiji Era*, p. 38.

(14) Porter, p. 94. Davis, p. 233-5.

(15) Davis, p. 233-5.

dans la baie de Yedo avec la flotte promise, composée de deux vaisseaux de guerre et de deux corvettes. Dans une boîte d'or, il portait une lettre du Président Fillimore à l'Empereur du Japon, premier message de l'Ouest à l'Est. Le Gouverneur, d'abord, resta sourd et l'envoya à Nagasaki, où là, et là seulement, les étrangers pouvaient opérer des transactions marchandes. Perry refusa et envoya un ultimatum. Le 14 juillet, la lettre fut remise au représentant du Shogun à Kurihama, à deux milles au sud d'Uraga. Alors Perry partit, leur disant qu'il reviendrait chercher la réponse.

(16) Perry tint sa promesse, et le 13 février 1854, il ancrant devant Yokohama, amenant cette fois une flotte de dix vaisseaux, quatre corvettes, trois frégates à vapeur, et deux bateaux de munitions.

Mais il apportait aussi avec lui, de nombreux présents du Gouvernement Américain, présentant un grand intérêt scientifique pour les Japonais : outils agricoles, une locomotive, un tender, un wagon, le tout réduit au quart, et un mile* de fils télégraphiques.

(17) Après de nombreuses Sessions, le Shogun signa (18), le 31 mars 1854, la réponse que Perry était venu chercher. Elle était conçue en forme de traité et ouvrait au commerce américain Shimoda et Hakodate, ouvrant aussi ces ports en asiles aux bateaux, et stipulait qu'un consul serait envoyé à Shimoda dans un délai de

(16) Idem, p. 239.

(17) McLaren, p. 52.

(18) Voir Appendice A.

18 mois. Cet homme fut (19) Townsend Harris. Et c'est grâce à ses efforts, à son travail patient et victorieux que fut signé (20) le 29 juillet 1858, un Traité de Commerce avec tous les privilèges accordés. Là encore, ce fut le Shogun qui signa, et non l'Empereur Komei. Et ce fait fut avantageusement exploité en vue de l'expulsion des étrangers (21). Par ce Traité, outre l'ouverture de ports nouveaux, le Gouvernement Japonais garantissait le droit d'extraterritorialité et acceptait un tarif minimum sur les marchandises américaines comme l'imposait Harris. Le Traité contenait aussi la clause de la « nation la plus favorisée ». Ainsi se trouvaient abolis deux privilèges d'un Etat indépendant. Et là dernière clause allait leur causer beaucoup d'ennuis et de difficultés dans leurs batailles diplomatiques pour la révision de ceci et des Traités suivants avec les Puissances européennes. Pour les Daimyos* et leurs vassaux les Samurai*, ce Traité était très humiliant et ils n'hésitèrent pas à montrer leur indignation. Toute leur énergie, dès lors, fut portée à abroger le Traité avec l'espoir d'éloigner l'Etranger de leurs côtes.

En 1860, sans consulter l'Empereur, le Shogun envoya une ambassade composée des Princes du plus haut rang pour ratifier le Traité de 1858 avec les Etats-Unis.

(19) Griffis, W. E., Townsend Harris : *First American Envoy to Japan*, chap. 13-15.

(20) Voir Appendice B.

(21) McGowan, « Japanese Foreign Relations », *The Continental Monthly*, vol. IV, p. 338, 1863.

(22) La ville de San Francisco donna une forte somme pour les recevoir, et des officiels de la Ville, et les principaux citoyens leur firent un accueil des plus enthousiastes. La réception ne fut pas moins chaleureuse (23) à Washington, où ils furent reçus avec tous les honneurs dus à leur rang élevé, honneurs dus à des Princes remplissant une importante mission commerciale et nationale. Leur visite dans l'Est fut un véritable succès, et se termina par le grand bal de l'Hôtel Métropolitain à New-York, le 25 juin (24).

Mais ces hôtes distingués furent reçus avec autant de courtoisie par les représentants officiels, qu'ils furent mal vus et mal traités par le peuple. (25) Le ridicule et les sarcasmes, le langage « grossier et brutal » ne connurent pas de bornes, surtout dans les quartiers populeux. La foule les considérait comme des hommes d'une race absolument inférieure en civilisation. Ils acceptèrent les insultes stoïquement et philosophiquement, montrant que, comme gentilshommes et comme diplomates, ils avaient peu à apprendre. Cette attitude de la part du peuple est d'un intérêt particulier à cause de l'attitude hostile de certaines parties de l'Amérique aujourd'hui.

En 1860, il était une puissance inconnue. Nous jetions sur eux notre premier regard et nous nous sentions très supérieurs à eux. Aujourd'hui ce sentiment de supériorité n'est pas, à loin près, général. Mais à celui-

(22) *Harper's Weekly*, April 28, 1860.

(23) *Leslie's Illustrated Newspaper*, June 2, 1860.

(24) *Idem*, July 7, 1860.

(25) *Harper's Weekly*, June 23, 1860.

ci s'est substitué un sentiment de suspicion et d'amère antipathie — peut-être de crainte — basé sur leur puissance compétitive, antipathie qui, bien souvent, a dégénéré en actes de violences.

Tout cela n'existait pas en 1860, et il semblait que le pont entre l'Est et l'Ouest avait été jeté. Peu après le retour de l'ambassade au Japon, deux événements malheureux vinrent interrompre, pour peu de temps d'ailleurs, les relations pacifiques entre les deux pays.

En 1862 (26) un Anglais essaya de briser les rangs de l'escorte du Seigneur de Satsuma. Il fut tué. Et sur le refus d'une indemnité, la capitale du Satsuma, Kegoshima, fut bombardée en 1863.

Et peu après (26), se produisit l'affaire de Shimoneseki. La date du 2 mai 1863 avait été fixée pour commencer à procéder à l'expulsion des étrangers. Avant la date fixée, le Seigneur de Choshu fit feu sur un navire traversant les détroits de Shimoneseki. Et on refusa de payer l'indemnité demandée. Sur ces entrefaites, une flotte composée de navires américains, français, anglais et hollandais, bombardâ et décima leurs batteries. Le Shogun, alors, se décida à payer une indemnité de 3.000.000 de dollars, à diviser entre les quatre Puissances.

(27) En 1866, fut signée, à Yedo, une Convention des tarifs, révisant les tarifs de Harris et les droits de douane, et réduisant sur une base de 5 p. 100 les

(26) Porter, p. 107.

(27) McLaren, p. 54 ; 14 Stat. 665.

droits d'importation. La Grande-Bretagne offrit de rendre sa part de l'indemnité de Shimoneseki, soit 750.000 dollars pour cette réduction. Le Japon accepta sans suspicion, et fut forcé de voir ce tarif appliqué à toutes les nations sous « la clause de la nation la plus favorisée ».

(28) En se rendant compte que leur Traité les avait mis dans une situation humiliante et, qu'il devait être révisé, les Japonais firent leurs plans en vue de la réalisation de ce changement. Ils devaient d'abord gagner la faveur des étrangers et ils essayèrent de l'obtenir en adoptant la civilisation de l'Ouest. (29) On fit venir des professeurs étrangers. On fonda des Institutions européennes. On adopta leur idéal et leur mode de vie sociale, on songea même un moment à adopter la Chrétienté et à faire baptiser l'Empereur (30).

C'est au milieu de cette folie pour les choses étrangères, que se produisit la grande transformation dans l'organisation politique et sociale du Japon (31). Le Shogun en 1867 perdit son pouvoir et l'Empereur retrouva sa Toute Puissance. Enfin en 1871, fut aboli le régime féodal. Ce changement complet nécessitait un autre changement dans le genre de vie de l'aristocratie féodale et « pour s'assurer l'acquiescement des classes « militaires, on offrit des pensions à perpétuité, ou

(28) Steiner, J. F., : *The Japanese Invasion*, p. 25.

(29) Porter, p. 112.

(30) Clement, E. W. : *Christianity in Modern Japan*, p. 240.

(31) McLaren, p. 90.

« pour une ou deux vies ». Cela fut reçu en toute bonne foi pour la plus grande satisfaction des deux parties concernées. Deux ans plus tard, le Gouvernement ne comprit pas le sens de « à perpétuité » ou « pour une ou deux vies » et en 1876, les Samuraï ne reçurent plus aucune pension. (Ceci semblerait jeter quelque lumière sur la question des garanties de terre aux Puissances Etrangères « à perpétuité » du Japon. (32) Ces terrains étaient exemptés de tout impôt et les loyers étaient nominaux. Après l'abrogation des Traités de 1898, les baux perpétuels sont restés valides. Le Japon a voulu imposer une taxe sur les bâtiments érigés sur ces terrains. On a refusé de payer ces taxes et ne pouvant arriver à aucune conclusion, la question a été portée devant le Tribunal de la Haye en 1904. La décision a été en faveur de la thèse européenne. Kawakami, un des leaders propagandistes du Japon en Amérique se plaint de l'injustice de cette décision disant que le Japon n'a jamais eu l'intention d'étendre l'exemption aux bâtiments. De plus, il dit à plusieurs reprises, et c'est là que la question présente un certain intérêt, que le Japon ne comprenait pas ce que voulait dire « à perpétuité ». Ils savaient, sans aucun doute, ce que cela voulait dire en 1871, quand ils eurent à faire aux Samuraï et aussi quand ils ne voulurent pas tenir leur promesse en 1876. La conclusion à laquelle ils essayaient d'arriver, était la même dans les deux cas. On se demande naturellement si le Japon n'est pas affligé d'une

(32) Kawakami : *Japan and World Peace*, p. 57-9.

incapacité à comprendre le sens de certains mots, quand il est contre son intérêt de les comprendre). Pendant le débat des affaires intérieures du Japon, son peuple faisait tout son possible pour imiter l'Ouest; et ses hommes d'Etat luttèrent pour la révision des Traités. (33) En 1871, le Ministre des Affaires Etrangères, le Prince de Iwakura rendit visite à l'Amérique et à l'Europe avec l'espoir d'en obtenir un nouveau Traité. L'Amérique consentait à apporter le changement désiré, mais la Grande-Bretagne, dont le commerce florissait magnifiquement grâce aux tarifs avec le Japon, refusa platement. (34) En 1886, le Comte Inoye essaya encore de négocier. Mais le mieux qu'il put faire, fut d'obtenir la substitution d'une Cour Collégiale à la Juridiction Consulaire dans les cas concernant les Etrangers. Mais les juges étrangers devaient être nommés par les diplomates européens, devaient constituer une majorité et contrôler les règles de la procédure.

Quand les faits furent connus, il y eut une grande indignation publique. On abandonna toutes les choses étrangères et on réadopta les coutumes nationales, les vêtements et la religion. Et le ressentiment anti-étranger fut plus fort que jamais. Le Comte Okusa remplaça le Comte Inoye, mais lui aussi tomba pour n'avoir pas abouti à obtenir les concessions désirées de la Grande-Bretagne.

(33) Abbott, J. F. : *Japanese Expansion and American Policies*, p. 33.

(34) *Idem*, 39-40.

En 1895, la victoire du Japon sur la Chine lui donna le prestige dont elle avait besoin pour continuer les négociations et entreprendre la révision des Traités, et en 1898-99 (35) de nombreux Traités entrèrent en vigueur abolissant la juridiction extra-territoriale (36). Toutefois la Grande-Bretagne reçut son *quid pro quo** pour ses droits abandonnés. Le tarif sur les importations fut porté à environ 7 1/2 0/0 et devait rester en vigueur pendant une période de 17 ans. De même les Traités avec les autres Puissances avantageaient leurs exportations principales.

Mais (37) bien que le Japon fût alors reconnu comme une Puissance, l'attitude des étrangers au Japon perpétua leur sentiment d'antipathie pour l'Ouest. Ces étrangers habitaient de plus belles maisons, pour le même travail, ils étaient payés davantage, et ils continuaient à sentir qu'ils étaient sur un plan supérieur à celui des Japonais. (38) Dans ces conditions, ceux-ci haïrent franchement les habitants de l'Ouest. Et leur antipathie pour tous les étrangers était très prononcée.

Leur opinion de l'Ouest aujourd'hui, n'est pas très haute, quoique basée sur d'autres considérations. Que ce soit à cause de la législation, ou parce que l'Ouest a, en partie, entravé leur action dans l'Est, en tout cas l'antagonisme est très fort. Depuis la déclaration de la

(35) Voir Appendice C. (modèle des Traités).

(36) McLaren, p. 237.

(37) Ladd, G. T. « Mental Characteristics of the Japanese », *Scribner's Magazine*, 17, 85.

(38) Gulick, S. L. : *Evolution of the Japanese*, p. 365.

dernière guerre, de nombreux articles anti-étrangers ont paru dans les journaux japonais. La guerre elle-même, bien souvent en fut le thème (39). Pour le journaliste Noguchi, la guerre signifiait la chute de la civilisation et la désillusion de l'Est à l'égard de la Chrétienté. Et il exprima son dégoût en des mots qui n'avaient rien d'incertain. Les leaders japonais ont essayé de contrecarrer ces affirmations, mais ils ne peuvent les empêcher d'influencer l'opinion publique. Et aujourd'hui l'opinion publique est anti-étrangère.

(39) Noguchi : « The Downfall of Western Civilization », *The Nation*, October 8, 1914, p. 432.

CHAPITRE II

Immigration et Relations entre l'Amérique et le Japon

Ce ne fut pas immédiatement après que Perry eut ouvert le Japon au commerce du Monde, que ses citoyens commencèrent à émigrer en Amérique, mais quelque quinze ans plus tard (40). Deux ans après la chute du Shogun et la Restauration de l'Empereur en 1867, des émigrants du Japon commencèrent à arriver sur nos côtes. Mais leur nombre était trop petit pour beaucoup attirer l'attention. C'était des paysans et des « coolies* » consentant à accepter des situations serviles, mais ambitieux de s'élever — ambition qui les distinguait des Chinois — ambition qui éveilla une nouvelle haine dans l'Ouest des Etats-Unis.

Cependant cette haine n'exista pas les premiers temps. Au contraire on les considérait d'un œil favorable, dit un écrivain dans *Bradstreet's* en 1884 (41) :

« Il semble que l'émigration du Japon aux Etats-

(40) Voir Appendice L, Tableau 1.

(41) *Bradstreet's*, October 25, 1884, p. 268.

« Unis a enfin commencé. Et il faut féliciter l'Amérique
« de ces additions à l'industrie de l'Ouest. Les paysans
« japonais sont aussi travailleurs qu'ils ont de fruga-
« lité, qu'ils sont sobres et habiles en agriculture. »

Pendant des années, l'Amérique avait eu un Problème oriental, l'immigration Chinoise, mais les Japonais n'en n'avaient pas fait partie. A cause du nombre des « coolies » chinois qui envahissaient l'Ouest, une exclusion absolue semblait impérieuse. (42) En 1882, le Gouvernement Fédéral fut convaincu de la gravité du problème et on fit paraître un Acte d'Exclusion. Les employeurs trouvèrent alors grande difficulté à réunir un nombre suffisant de travailleurs, et ils considérèrent les immigrants japonais comme étant d'une beaucoup plus grande valeur. Jusqu'en 1890, la situation demeura la même. Mais, quand en 1891, et au cours des années suivantes, les Japonais commencèrent à arriver en nombre chaque jour plus grand (43), ils devinrent très impopulaires dans les régions où ils se massaient. En 1890, il n'y avait que 2.530 Japonais en Amérique, en 1895 il y en avait 9.625, augmentation soudaine, quoique n'étant pas d'un grand nombre. Mais ils étaient concentrés dans quelques districts et à ces quelques Japonais s'était attachée la haine qu'on avait eue déjà pour les Chinois.

Puis en 1895, le Japon battait la Chine et, avec leur victoire, renaissait le vieil orgueil de leur race. (44) Le

(42) *Chinese Restriction Act*, 22, Stat. 58, Chap. 126, sect. 4.

(43) Voir Appendice L., (Tableau 1).

(44) Gulick, *Evolution of the Japanese*.

peuple devint pénétré de l'idée de sa propre importance. Et son orgueil national se réfléchit naturellement chez les immigrants et dans le Gouvernement qui surveillait leurs propres intérêts. C'était une encouragement ajouté à leur ambition naturelle et sans aucun doute cela les rendait encore plus antipathiques.

Malgré cette antipathie le nombre des immigrants s'éleva encore, et en 1900 il atteignit 12.626, ce qui portait le chiffre total à 30.512. Les autorités japonaises essayèrent de restreindre cette émigration, mais n'obtinrent aucun résultat. Hawaï et la Californie avaient besoin de travailleurs. Les entrepreneurs les encouragèrent à venir à Hawaï. Arrivés là, le Japon ne pouvait plus exercer aucun contrôle sur eux, et ils purent passer en Californie où le travail était moins difficile et les salaires plus élevés. Le problème n'aurait peut-être pas été soulevé s'il n'y avait pas eu cette migration de Hawaï, en tous cas, pas aussitôt. Les 6 ou 7.000 Japonais arrivant de Hawaï ajoutés aux 4 ou 5.000 arrivant directement du Japon, firent une différence appréciable. Et tout aussi importante était leur concentration dans une si petite partie de l'Ouest et particulièrement en Californie, où plus de 60 0/0 s'étaient fixés dans quelques villes et quelques districts de la campagne. C'est cela qui provoqua la friction, et nécessairement la concurrence s'ensuivit. Les leaders travaillistes et les politiciens saisirent cette occasion, et bien que leur propre problème — particulièrement à cette époque — fut principalement économique, ils augmentèrent le préjudice

existant par des arguments basés sur des différences de races.

En 1905, le Japon vainquit la Russie. Et la même année commença dans le (45) *San Francisco Chronicle* la campagne contre le « Péril Jaune ». Le 7 mai 1905, une Convention anti-japonaise se tint à San Francisco, au cours de laquelle on adopta une résolution de protestation contre la politique nationale concernant l'immigration japonaise. Les lois de la Californie (46), dès 1885, avaient donné un pouvoir à la Direction locale des écoles pour fonder des écoles séparées pour les enfants de parents mongols ou chinois, à condition que lorsque de telles écoles seraient fondées, les enfants mongols et chinois ne seraient admis dans aucun autre établissement scolaire. Ainsi qu'il a été établi, les Japonais alors n'entraient pas dans notre problème oriental. En 1905 ils y étaient entrés. La Direction scolaire de San Francisco émit un acte ayant pour effet qu'il serait nécessaire de séparer les écoliers japonais des écoliers blancs dans les écoles publiques. Et, bien que la « Japanese Exclusion League »* pressât cette mesure d'entrer en vigueur, la Direction ne crut pas sage (47) d'agir ainsi sur le moment. L'Est, absolument ignorant du problème existant en Californie, s'indigna, et condamna durement une telle attitude (48). En Décembre 1905, le

(45) Cité dans le *Literary Digest*, March 25, 1905, p. 420-1

(46) Baldwin, S. E. : *Col. Law Review*, Feb. 1907, p. 85.

(47) Kawakami, *American Japanese Relations*, p. 305-6.

(48) Congressional Record, 59th Congress, 2nd session
Senate Document 144.

Président Roosevelt, dans son Message au Congrès, répudia le mouvement d'exclusion et dans un Message spécial, dénonça l'injustice d'un tel discrédit jeté sur les écoliers japonais. Cela ne produisit aucun changement effectif en Californie et ne fit que retarder l'application des mesures prises.

Puis, le 18 avril 1906, un tremblement de terre ravagea San Francisco et 36 sur 75 des écoles de cette ville furent détruites. (49) Agissant de par l'autorité de la loi de 1885 et arguant que les arrangements scolaires nécessitaient cette action, la Direction des Ecoles de San Francisco fonda une école séparée pour les enfants mongols et, en octobre 1906, passa la loi d'après laquelle tous les enfants de cette race devaient suivre les cours de cette école. Cependant, son action était assez difficile à justifier (50).

L'indignation fut telle chez les Japonais frappés par cette mesure qu'ils refusèrent d'envoyer leurs enfants dans l'Ecole Orientale. Et le Gouvernement Japonais lui-même, très offensé, protesta contre une mesure qui, disait-il, était une violation du Traité.

Enfin le Gouvernement Fédéral et les autorités scolaires de San Francisco aboutirent à un compromis (51). Celles-ci retirèrent cette mesure et adoptèrent de nouvelles règles, fixant les limites de l'âge pendant lequel les écoliers étrangers pouvaient suivre les différentes

(49) Voir note 46.

(50) Kennan, G. : « Japanese in San Francisco Schools » Outlook 86, 246.

(51) Cf. note 46.

classes des écoles publiques et le Gouvernement Fédéral décida de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'émigration des travailleurs. Au cours de ces négociations le ressentiment fut très vif à San Francisco et, dans bien des cas, il se manifesta par des actes de violence contre les Japonais et leur commerce. (52) En février 1907, le Congrès incorpora dans l'Acte d'Immigration une clause aidant cet acte à limiter l'immigration des Japonais, spécialement de ceux arrivant de Hawaï. On donna au Président pleins pouvoirs pour refuser l'entrée des Etats-Unis continentaux aux citoyens d'Etats délivrant des passeports pour les Possessions Insulaires, le Canal Zone*, et les pays avoisinants et qui devaient être employés, pour entrer aux Etats-Unis (52). Le 14 mars 1907, conformément à cette règle, le Président émit une proclamation excluant des Etats-Unis continentaux « les travailleurs japonais ou « Coréens, artisans ou non artisans, à qui on a délivré « des passeports pour aller au Mexique, au Canada, à « Hawaï, et qui de là viennent aux Etats-Unis ».

Cependant ceci n'empêcha pas le Gouvernement Japonais de délivrer des passeports pour les Etats-Unis directement. Le Japon redouta alors un acte direct d'exclusion comme, en 1882, il avait été fait pour la Chine; mais, d'autre part, il ne pouvait sacrifier son orgueil national. Après un échange de notes, les Japonais adoptèrent une réglementation satisfaisant les deux pays. Cette réglementation contenue seulement dans les notes

(52) Voir Appendice D.

échangées, et non dans un texte, est connue sous le nom de « Gentlemen's Agreement ». Cet accord limite la délivrance des passeports aux non-travailleurs, aux Japonais qui avaient déjà été en Amérique, à ceux qui y étaient établis agriculteurs et à ceux venant rejoindre leurs parents, femmes et enfants résidant aux Etats-Unis*. Quand, en 1911, le Japon et l'Amérique négocièrent de nouveaux Traités, la Californie demanda qu'une Clause d'Exclusion y figurât. Le Gouvernement Fédéral refusa. Et les représentants Japonais ajoutèrent au Traité la déclaration suivante :

(53) « En procédant ce jour à la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et les Etats-Unis, le soussigné, Ambassadeur du Japon à Washington, dûment autorisé par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer que le Gouvernement Impérial Japonais est entièrement préparé à maintenir avec les mêmes résultats effectifs la limitation et le contrôle que, au cours des trois dernières années, ils ont exercé dans la réglementation de l'immigration des travailleurs aux Etats-Unis. »

Ce texte n'éloigne des Etats-Unis que les Japonais travailleurs qui voudraient y venir. Que cela ait réussi ou non, que cela ait mieux ou plus mal réussi que l'Acte d'Exclusion Chinoise, en tout cas ces lois ont soulevé bien des discussions. (54) M. Walter Pitkin pense qu'aucun « Gentlemen's Agreement » ne peut contrôler une

(53) Voir Appendice E.

(54) Pitkin, W. E. : *Must We Fight Japan ?* p. 362.

augmentation annuelle de 6 à 700.000 Japonais. Mais quant au passé, la mesure a-t-elle réussi? Ceux qui disent oui, se basent sur le petit nombre de travailleurs qui sont entrés en Amérique depuis que l'accord est entré en vigueur. Ceux qui disent non, se basent sur le nombre total d'immigrants et, avec justesse, soulignent le fait que le nombre total augmente chaque année, et qu'il est entré plus de Japonais (55) en 1920 qu'en 1907 lorsque la question atteignit la crise. Il est encore un fait, c'est qu'un grand nombre d'immigrants, non classés comme travailleurs, ont pris du travail après leur arrivée en Amérique. De plus, enfin, un grand nombre d'immigrants étaient des femmes, qui, elles-mêmes, sont devenues des travailleurs, et elles augmentent singulièrement la population par les naissances — ce qui n'est pas la moins importante partie de la police japonaise d'une pénétration pacifique. Nous pouvons dire, à juste titre, qu'une partie de l'accord ne fut pas un succès. Quand on considère que, au moins, 70 p. 100 du nombre total est en Californie et que ces Japonais sont concentrés seulement dans quelques districts, on comprend pourquoi les Californiens considèrent le « Gentlemen's Agreement » comme un fiasco complet. Quelques années après cet accord, la Californie, mécontente des résultats, vota de nouvelles lois anti-étrangères. Ainsi qu'il a déjà été dit, les Japonais s'étaient concentrés dans quelques districts. De plus,

(55) Voir Appendice L, (Tableau 1).

ils étaient ambitieux et peu satisfaits de demeurer des travailleurs.

Qu'ils aient ou non expulsé les Américains, qu'ils aient acheté de la bonne ou de la mauvaise terre, enfin, qu'ils aient ou non occupé une partie appréciable de la Californie, tout cela ne doit pas entrer en considération. Le fait est celui-ci : ils ont acheté de la terre et sont entrés dans le champ de la concurrence en producteurs. Et, bientôt, ils ont été capables de surproduire leurs concurrents.

Et c'est pour enrayer ce nouveau développement que le Corps Législatif de Californie promulgua, en 1913, l'« Alien Land Law », la première de cette espèce (56). Cette loi stipulait que, seuls, les étrangers éligibles à la nationalisation, pouvaient acquérir une propriété foncière ou un intérêt dans la propriété pour l'agriculture, pouvaient louer des propriétés à bail, pour une fin agricole, et pour une période n'excédant pas trois ans, excepté dans les cas stipulés dans les traités déjà existants. Les mêmes lois s'appliquaient aux corporations possédées ou contrôlées par des étrangers inelligibles. En cas de violation de la loi, les biens ou intérêts revenaient à l'Etat.

Cette loi ressuscita le ressentiment anti-américain au Japon comme étant un acte d'évidente hostilité, disant que cet acte les visait directement. Pour eux, le « Gentlemen's Agreement » avait été observé. Du

(56) Voir Appendice F.

moins, ils le dirent. En forme, il l'a été. Le nombre des travailleurs émigrants a été réduit. En substance, il ne l'a certainement pas été, l'immigration continue à augmenter, et ce n'est rien moins que la surpopulation japonaise. Mais ils considèrent cela comme une question de plus grande importance qu'un simple débouché de la surpopulation.

L'honneur et le prestige du Japon étaient compromis, son prestige, comme Puissance Mondiale, et tout aussi important, son prestige en Asie. Ainsi qu'en témoigne le Docteur Masao Kobe, professeur à l'Université Impériale à Kyoto (57); « si nous laissons le
« mouvement anti-japonais en Californie au point
« actuel, cela signifie simplement un surcroît d'in-
« jures à la dignité de notre pays. Si notre Gouver-
« nement ne peut voir la loi anti-étrangère annulée
« et les droits de naturalisation affirmés par le peu-
« ple américain, s'il y a un seul signe de faiblesse
« dans les négociations diplomatiques avec les États-
« Unis, la Chine pourra commencer à se moquer de
« nous et les Coréens pourront devenir désobéissants
« aux règles de l'Administration Japonaise. La posi-
« tion du Japon alors est plus terrible que la défaite
« des vaincus après une grande guerre. Le Japon,
« tel qu'il est actuellement, n'est pas autre chose
« qu'une nation battue par les Américains, et le
« peuple américain nous dit que si une guerre écla-
« tait entre les deux pays, le Japon serait vaincu.

(57) *New-York Japan Review*, Sept. 1913, p. 163.

« Mais il nous ont déjà battus. Ainsi, le Japon n'est
« ni vainqueur, ni vaincu, qu'il entre ou non en
« guerre avec l'Amérique et soit vaincu comme ils le
« prédisent. Voilà pourquoi il peut tout aussi bien
« déclarer la guerre. Nous n'aimons et ne voulons pas
« la guerre, naturellement, mais les Américains
« savent-ils ce qu'ils nous font ?

« Si les Japonais ont moins de droits humains dans
« le fond et dans la forme, s'ils doivent moins jouir
« de la vie et de la propriété que toute Puissance
« de premier ordre au monde, le Japon perd son
« prestige en Asie, et la situation présente corres-
« pond à une défaite totale s'il osait entrer en
« guerre. »

Autre chose encore. Ce n'est pas la question du droit des étrangers de posséder la terre qu'on soulève, mais ils se dressent contre ce qu'ils appellent un discrédit contre une classe spéciale d'Etrangers : les Japonais. Cette loi souleva un sentiment de grave hostilité au Japon et, lorsque la Presse américaine en 1914 montra sa sympathie pour la Chine et exprima sa désapprobation de la police japonaise, leur colère n'eut plus de bornes (58). « Les journaux com-
« mencèrent à publier des articles belliqueux, et même
« le grand sujet de conversation du peuple dans les
« rues était la guerre avec l'Amérique. »

(59) Cependant, les Japonais résidant en Amérique

(58), Steiner, *The Japanese Invasion*, p. 61.

(59) *State Board of Control — California and the Oriental*, p. 68.

ne mirent pas longtemps à trouver le moyen d'échapper aux lois. Ils achetèrent la terre au nom de leurs enfants nés en Amérique et, de ce fait, les étrangers acquirent un contrôle absolu de la terre. La plupart des enfants n'ayant pas l'âge légal nécessitèrent un tuteur. Et, pendant un certain temps, l'étranger non éligible fut autorisé à servir de tuteur à son enfant mineur. Mais, alors, intervint la Cour Supérieure qui refusa d'accorder de telles pétitions se basant sur ce terrain, à savoir qu'ils échappaient ainsi à la loi (60). Alors, les étrangers non éligibles eurent recours à un autre subterfuge. Ils formèrent des corporations, et 51 p. 100 des stocks* (majorité exigée par la loi) fut donnée à un citoyen américain comme « trustee »* du propriétaire réel. L'acquisition, l'opération et le contrôle étaient ainsi réunis entre les mains de l'étranger non éligible, comme si la loi n'avait jamais été promulguée.

Alors (61), pour arrêter ces nouvelles infractions à la loi, une autre y fut substituée par initiative et approuvée par les électeurs, le 2 novembre 1920. Telle est l'« Alien Land Law » actuellement en vigueur en Californie et elle a servi de modèle à des lois similaires promulguées depuis dans d'autres Etats (62).

(60) Voir : *In re Yano*, Partie II, Chap. II, pour une décision de la Cour Suprême de Californie dans le sens contraire.

(61) Voir Appendice G.

(62) Voir Appendice H.

En plus des restrictions contenues dans la loi de 1913, aucun étranger inéligible, aucune corporation possédée ou contrôlée par de tels étrangers, ne peut être nommée « trustee » des biens d'un enfant mineur, consistant en propriétés que l'étranger ou la corporation ne peut acquérir de par la loi. De même, de tels étrangers ne peuvent posséder aucun stock dans les corporations possédant des terres. Et, pour rendre ces mesures plus fortes, de sévères punitions en contrôlent la non-exécution.

Les mêmes objections qui furent soulevées par la loi de 1913, furent soulevées à la promulgation de cet acte, avec, en supplément, la question de la confiscation sous le 14^e Amendement. Par application de cette loi, plusieurs confiscations furent effectuées, et elles furent maintenues par les Cours de Californie et de Washington.

Finalement, la question fut posée en appel devant la Cour Suprême des Etats-Unis et, le 12 novembre 1913, ladite Cour maintint la constitutionnalité de l'« Alien Land Law ».

Une nouvelle vague d'indignation accueillit et suivit ces décisions et elles amenèrent de nouvelles protestations diplomatiques.

Tandis que tous ces faits étaient encore fraîchement présents à l'esprit de tous, un « Bill* » fut présenté au Congrès pour limiter l'immigration à 2 p. 100 des habitants de chaque pays, résidant en Amérique en 1890, au lieu de 5 p. 100 basé sur 1910. Et, à ce nouveau projet, est attachée la clause de

l'exclusion des étrangers non éligibles à la nationalisation (63). Le Japon renouvela ses protestations et réorganisa la bande fidèle de ses propagateurs pour combattre ce nouveau projet.

Le Congrès a voté cette loi et, aujourd'hui, c'est au président à approuver ou à opposer son veto sur la mesure. A la note que le Japon vient d'envoyer à l'Amérique, note d'avertissement des « graves conséquences » qui pourraient suivre la promulgation de la loi de l'immigration, peut être attribuée cette promulgation hâtive.

Ainsi, la question a été brusquement remise devant les yeux du public américain. Nous sommes actuellement arrivés à un point d'arrêt attendant une décision finale.

Mais, une fois cette décision prise, où cela nous mènera-t-il ?

Prophétie difficile à faire.

(63) Voir Appendice M.

DEUXIEME PARTIE

QUESTIONS JUDICIAIRES

CHAPITRE I

**Les Japonais et la Naturalisation
des Étrangers aux États-Unis**

La naturalisation est un acte par lequel un Etranger devient citoyen des Etats-Unis d'Amérique (1) ou, comme le juge Fuller le définit dans le cas de *Boyd V Nebraska* (2), la naturalisation est l'action d'adopter un Etranger et de l'investir des privilèges d'un citoyen natif.

Ce privilège du citoyen n'est nullement un droit adhérent. C'est seulement sous la Constitution (3) et d'après les lois du Congrès qu'une personne peut devenir citoyen.

(1) *Bouvier's Law Dictionary* (1897), p. 469.

(2) 123 U. S. 135, 162.

(3) Voir Appendice I.

De plus, ce n'est qu'en se conformant à la procédure et aux règlements imposés par ces lois qu'un Etranger qui le désire peut acquérir le droit de citoyen, et aucun Etat ne peut conférer ces droits sans cette soumission (4). Le droit des étrangers à ce privilège est donc purement réglementaire (5). Les Japonais sont-ils éligibles à ce droit de citoyens ?

Un enfant né de parents japonais aux Etats-Unis est un citoyen natif du pays. Ce fait est maintenant définitivement établi et reconnu sous le 14^e Amendement, Section I (6), « toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis et sujette à leur juridiction » est, de ce fait, citoyen des Etats-Unis et de l'Etat « où il réside ».

La question a été soulevée plusieurs fois et c'est seulement en 1898, dans le cas de *U.S. v. Wong Kim Ark* (7), qu'elle a été définitivement établie. Tout Japonais né aux Etats-Unis en est citoyen de par l'Amendement mentionné ci-dessus. Mais un Japonais né au Japon ou dans tout autre pays que les Etats-Unis peut-il en devenir citoyen par la naturalisation ?

Les lois qui gouvernent ce point ont subi fort peu de changements et, en tous cas, aucun qui semble pouvoir agir sur le statut* des Japonais.

En 1790 (8), le privilège de naturalisation était

(4) *Scott v. Sansford*, 19 How, 393.

(5) *Zartarian v. Billings*, 204, U.S. 170.

(6) Voir Appendice I.

(7) 169 U.S. 649.

(8) 1 Stat. (1790) 103, chap. 3.

limité aux « blancs libres ». Mais, en 1870, ce privilège a été étendu à la race africaine, section 2169, titre XXX des Statuts Revisés sous l'en-tête de « Naturalisation » incorporant ce changement et qui se lit ainsi :

« Les dispositions du présent titre s'appliqueront
« aux étrangers (entièrement blancs, aux étrangers)
« (9) de naissance africaine et aux personnes de descendance africaine. »

L'exécution actuelle des exigences et règlements par le Département de l'Immigration laissait beaucoup à désirer, à cause des actes frauduleux et d'un manque d'uniformité. C'est en vue de remédier à cet état de choses, que le Congrès a passé l'Acte du 29 juin 1906. Cet Acte s'intitule « Acte pour établir un Bureau « Uniforme d'Immigration et de Naturalisation et « pour établir des Règles uniformes pour la Naturalisation des Etrangers aux Etats-Unis (10) ». Cet Acte traite principalement des règlements à accomplir par les Etrangers, la juridiction, la procédure et les amendes. La section 26, cependant, traite avec les statuts précédents et déclare que « sections 2165, 67, « 68, 73 des Statuts Revisés des Etats-Unis d'Amérique, et Section 39 du Chapitre 1012 « Statutes « at Large »* des Etats-Unis pour l'année 19 et tous « les Actes ou parties d'Actes incompatibles ou répu-

(9) Partie en parenthèses omise par erreur en 1873, corrigée en 1875, 18. Stat. 316,318.

(10) 34 Stat. 596.

« gnant aux décisions de cet Acte sont, de ce fait,
« abrogés. »

Les Japonais ont immédiatement revendiqué que cet Acte révoquait la Section 2169 des Statuts Révisés, et qu'ils avaient droit à la naturalisation s'ils se soumettaient à ses conditions. Cette réclamation souleva de nombreux litiges dans les Cours de Districts, et, presque à l'unanimité des décisions, le tribunal décida que les sujets Japonais ne pouvaient être naturalisés dans les Etats-Unis (11).

Dans le cas *U.S.v. Balsara* (12), le Tribunal dit :

« Pour des raisons pratiques, il n'y a aucune difficulté à dire que les Chinois, les Japonais, les Malais
« et les Indiens américains n'appartiennent pas à la
« race blanche. »

De même, dans *In re Young* (13), décidé en 1912, M. le juge Cushman dit :

« Il est tout à fait certain que considérant les
« Japonais comme appartenant soit aux Mongols,
« soit aux Malais, ils ne sont pas inclus dans la race
« communément appelée et considérée comme la race
« blanche. »

Mais nonobstant le fait que la grande majorité des Tribunaux Fédéraux des Etats-Unis ont suivi ce rai-

(11) *In re Saito*, 62 Fed 126; *In re Buntaro Kumagai*, 163 Fed 922; *Bessho v. U.S.*, 178 Fed 245; *U.S. v. Balsara*, 180 Fed 694; *In re Young*, 198 Fed 715; *Ex parte Shahid*, 205 Fed 812; *In re Yamashita*, 30 Wash. 234 (90 Pac. 482).

(12) Cf. note 11.

(13) Cf. note 11.

sonnement, il n'y avait pas uniformité absolue, car, dans les rapports du recensement de 1910, nous trouvons qu'il y a plus de quatre cents Japonais naturalisés aux Etats-Unis (14), et ce n'est qu'en 1922 que la question a été portée devant la Cour Suprême des Etats-Unis pour une solution finale.

L'affaire qui règle définitivement cette controverse fut le cas de *Ozawa v. les Etats-Unis* (15). Les faits étaient les suivants :

Ozawa, de race japonaise, demanda, le 16 octobre 1914, à la Cour de District des Etats-Unis, pour le territoire de Hawaï, qu'on le reçoive comme citoyen des Etats-Unis. La demande reçut opposition par l'Attorney du District des Etats-Unis. Y compris la période de sa résidence à Hawaï, Ozawa avait habité les Etats-Unis pendant plus de vingt ans. Il était diplômé de l'Ecole supérieure de Berkley et avait passé presque trois ans à l'Université de Californie. Ses enfants allaient dans les écoles américaines et la langue parlée chez eux était l'anglais. Il fut reconnu par le Tribunal de District qu'il était parfaitement qualifié par le caractère et l'éducation pour devenir citoyen américain, mais le Tribunal de Hawaï rejeta sa demande, déclarant qu'il n'était pas éligible sous la Section 2169 des Statuts Révisés, et quand l'appelant porta le cas devant la Cour de Circuit pour le 9^e District, cette Cour posa à la Cour Suprême des Etats-Unis les trois questions suivantes :

(14) Recensement (Census) de 1910, vol. 1, p. 1070.

(15) 260 U.S. 178.

1° La loi du 29 juin 1906 (34 Stat. at Large, p. 596) instituant des règles uniformes pour la naturalisation des Etrangers se suffit-elle à elle-même ou est-elle limitée par la Section 2169 des Statuts Révisés » ?

2° Un individu de race japonaise, et né au Japon, est-il apte à devenir citoyen des Etats-Unis en vertu des lois sur la naturalisation ?

3° Si la loi du 29 juin 1906 est limitée par la Section 2169 et si la naturalisation est limitée aux Etrangers qui sont entièrement blancs et aux Etrangers d'origine africaine et aux individus de descendance africaine, un individu de race japonaise né au Japon, est-il, dans ces conditions, apte à être naturalisé ?

M. le juge Sutherland donna l'opinion du Tribunal et répondit d'abord à la première question. Il établit nettement que la loi de 1906 traitait avant tout des questions de procédure, qu'il n'y avait rien dans la Section 2169 en opposition avec la loi et qu'aucune subrogation implicite de la section n'existait.

Mais l'appelant soutenait que la Section 2169 ne visait que les dispositions des sections non abrogées du Titre XXX, et que la loi de 1906 s'appliquait en ce qui concerne les autres Etrangers, sans autres restrictions que celles qui se trouvent dans la loi elle-même.

La loi de 1906 conférait le privilège de la nationalité sans limitation de race, à cause des termes de l'introduction générale : « Un Etranger peut être

« admis à devenir un citoyen des Etats-Unis de la manière suivante et non autrement. »

« Ces derniers mots », remarque le juge, « ne se réfèrent pas à l'aptitude, mais aux modes de procédure. » Il continue : « L'argument suivant lequel, parce que la Section 2169 est dans ces termes rendue applicable, seulement au titre dans lequel elle se trouve, elle doit être limitée aux articles non abrogés de ce titre, n'est nullement convaincant. Les personnes ayant droit à la naturalisation, en vertu de ces sections non abrogées, comprennent seulement les soldats et les marins honorablement libérés ayant servi trois ans à bord d'un navire américain, et qui avaient droit, depuis le début, à être admis à des conditions plus larges que celles accordées aux autres Etrangers. Il n'est pas concevable que le Congrès ait, de propos délibéré, laissé subsister des limitations de race pour les soldats et marins auxquels la loi avait accordé une faveur spéciale, et les ait écartées pour tous les autres alliés. Une telle interprétation ne peut être adoptée que si elle est inévitable.

« Les mots, *le présent titre*, ont été employés pour identifier cette disposition, mais c'est la disposition elle-même qui a été restreinte. Cette disposition ayant été amendée et incorporée dans la loi de 1906, la Section 2169 était maintenue intacte et non abrogée. Il faut quelque chose de plus décisif qu'une lecture étroitement littérale des mots d'identification, — le présent titre, — pour justifier cette

« conclusion que le Congrès a voulu que la restriction
« ne soit plus applicable à la disposition. On nous
« demande de conclure que le Congrès, sans l'examen
« ou la recommandation d'une commission, sans sug-
« gestion à cet effet, ou sans un mot aux débats sur
« l'opportunité d'un changement aussi fondamental,
« néanmoins, en ne modifiant pas les mots d'identi-
« fication de l'Article 2169, — et nous pouvons penser
« que cet article a été maintenu pour de sérieuses
« raisons, — a radicalement changé une loi toujours
« maintenue et considérée comme de grande impor-
« tance.

« Il est inconcevable qu'une règle en vigueur,
« depuis l'établissement du Gouvernement, faisant
« partie de notre histoire comme de notre droit,
« maintenue dans la structure de notre politique
« nationale par un siècle d'actes administratifs et
« législatifs, et de décisions judiciaires, dût perdre
« toute vigueur d'une façon si douteuse et si hasar-
« deuse.

« Nous sommes donc tenus de décider que la loi
« de 1906 est limitée par les dispositions de l'Article
« 2169 des Statuts Révisés. »

L'appelant prétendit que les mots « personnes
entièrement blanches » n'ont été employés en 1790
que pour exclure les Nègres et les Indiens et devaient
encore avoir la même signification.

A cette prétention, le juge répondit :

« La disposition ne dit pas que les Nègres et les
« Indiens seront exclus. Mais elle porte effectivement

« que les « personnes blanches » seront seules com-
« prises. L'intention du législateur était de conférer
« les droits de citoyen à cette catégorie de personnes
« que leurs ancêtres tenaient pour blanches, et de
« les refuser à tous ceux qui ne pouvaient être ainsi
« classés. Il ne suffit pas de dire que les rédacteurs
« n'avaient pas pensé aux races brunes et jaunes
« d'Asie, il est nécessaire d'aller plus loin, et de dire
« que ces races particulières qui avaient inspiré les
« termes de la loi auraient été assez diverses... pour
« les comprendre dans ces privilèges. »

Citant l'éminent juge Marshall dans un cas de construction constitutionnelle, cas de Dartmouth Collège v. Woodward (9 Wheat 618.644),

« Il ne suffit pas de dire que ce cas particulier
« n'était pas dans l'idée de la Convention, quand
« l'Article a été formé, ni dans celle du peuple amé-
« ricain quand on l'a adoptée.

« Il est nécessaire d'aller plus loin et de dire que,
« si l'on avait suggéré ce cas-là, le langage aurait
« été tellement varié pour l'inclure, ou on en aurait
« fait une exception.

« Le cas étant compris dans les termes de la règle,
« il doit l'être aussi dans son exécution, à moins
« qu'il n'y ait quelque chose dans son interprétation
« si visiblement absurbe ou grotesque ou répugnant
« à l'idée générale de l'instrument pour justifier ceux
« qui exposent la Constitution en faisant une excep-
« tion. »

Quelles sont les personnes « entièrement blanches » ?

Se référant aux autorités (16), il dit :

« Il suffit de noter le fait que ces décisions disent
« en substance, que les mots comportent un crité-
« rium général, non individuel, et avec cette conclusion
« fortifiée comme elle l'est par la version et l'autorité
« nous sommes parfaitement d'accord.

« ... Commencant avec la décision du Juge de Cir-
« cuit Sawyer, in re Ah Yup (5 Sawy, 455-478),
« les Tribunaux Fédéraux et d'Etats, sur une ligne
« presque sans brisures (17) ont décidé que les mots
« personnes blanches » voulaient désigner seulement
« une personne de la race populairement connue
« comme la race caucasique.

« Nous n'avons aucune raison pour nous écarter de
« la conclusion à laquelle on est arrivé dans ces nom-
« breuses décisions. De plus, cette conclusion est si
« bien établie par l'accord des Pouvoirs Judiciaires
« et Exécutifs, et l'assentiment du Législatif, que nous
« ne nous sentirions pas libres de la modifier aujour-
« d'hui sans avoir des raisons beaucoup plus déci-
« ves que celles qui ont été suggérées. »

Il concluait :

« Les notes déposées au nom de l'appelant se réfé-
« raient en termes complémentaires à la culture et à
« l'éducation des Japonais ; sur ce point, nous ne
« sommes nullement en désaccord. »

(16) Cf. note 11.

(17) Cf. note 11 et 14.

« Mais ce sont là des questions que nous ne pouvons examiner dans le procès actuel. Nous n'avons qu'à rechercher la volonté du Congrès et à la déclarer. »

« Naturellement, cela n'implique, soit dans la législation, soit dans notre interprétation, l'idée d'aucune indignité individuelle, ni d'une infériorité de race. Ces considérations n'y figurent en aucune manière. »

Aux questions soumises, la Cour répondit de la manière suivante :

Question 1. — La loi du 29 juin 1906 ne se suffit pas à elle-même, mais elle est limitée par la Section 2169 des Statuts Révisés des Etats-Unis.

Questions 2 et 3. — Non.

Pour conclure, nous pouvons dire que bien que la Constitution et les lois du Congrès ne fassent aucune mention spéciale des Japonais, un Japonais né à l'étranger ne peut pas devenir un citoyen des Etats-Unis d'après les lois actuelles.

CHAPITRE II

Les " Alien Land Laws " *

Comme il le fut observé dans un précédent chapitre, les lois empêchant des étrangers inéligibles de posséder tout intérêt dans la terre, furent promulguées pour résoudre un problème économique. Au moyen de ces lois, la Californie et les Etats qui ont suivi son exemple, espèrent qu'ils peuvent empêcher leurs citoyens d'être éliminés par les Japonais et, éventuellement, supplantés dans la lutte pour la vie. Les Japonais ont énergiquement combattu ces lois, leur lutte ayant pris fin avec les décisions de la Cour Suprême des 12 et 19 novembre 1923. Autant que la question est considérée d'un point de vue national, elle est maintenant résolue. Et ces lois sont tenues pour valides sous la Constitution.

A cause des objections nombreuses et répétées du Japon à ces lois, il est judicieux que nous revoyions la question et la division suivante semble naturelle :

1. — Les « Alien Land Laws » sont-elles une violation du Traité de 1911 ?

2. — Les « Alien Land Laws » violent-elles le 14^e Amendement ?

3. — Exposition des décisions des 12 et 19 novembre 1923.

SECTION I

**Les « Alien Land Laws » sont-elles une violation
du Traité de 1911 ?**

Le Japon maintient que ces lois sont une violation directe de son Traité avec nous, en forme et en substance.

L'article 1 se lit comme suit (1) :

« Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes
« Parties Contractantes auront la liberté d'entrer, de
« voyager et de résider dans le territoire de l'autre
« Partie, d'y faire du commerce en gros ou en détail,
« de posséder ou de louer par baux les maisons,
« manufactures, entrepôts et magasins, et d'employer
« les agents de leur choix, de louer par baux la terre
« pour y faire du commerce ou y résider et, d'une
« façon générale, d'y faire tout ce qui incidemment
« ou par nécessité se rapporte au commerce, sur le
« même pied que les sujets ou citoyens indigènes, se
« soumettant aux règles et aux lois y établies.....
« Les sujets et les citoyens de chacune des deux
« Hautes Parties Contractantes jouiront dans les ter-

(1) Voir Appendice E.

« ritoires de l'autre de la protection la plus cons-
« tante et de la sécurité de leurs personnes et de
« leurs biens, et jouiront, sous ce rapport, des mê-
« mes droits et privilèges accordés, ou qui pourront
« l'être, aux sujets et citoyens indigènes à condition
« qu'ils se soumettent aux mêmes conditions que
« celles imposées aux sujets et citoyens indigènes. »

Certainement, le droit de propriété d'une terre fer-
mière n'est pas incidente au droit sous le Traité
« d'entrer, voyager ou résider ». Mais est-elle inci-
dente au droit « d'y faire du commerce en gros, ou
« en détail, de posséder, louer, occuper des maisons,
« des manufactures, des entrepôts, des magasins,
« etc., de louer la terre dans des buts commerciaux
« ou résidentiels et généralement d'y faire tout ce
« qui est incidente ou nécessaire au commerce dans
« les mêmes termes que les citoyens ou sujets indi-
« gènes ? »

Ceci paraît être une interprétation de la clause,
cherchée bien loin, et la Cour en décida ainsi dans le
cas de Terrace v. Thompson (2) 274 Fed 841/6,
disant :

« Dans la construction la plus libérale de ce lan-
« gage, qui peut y être contenue, on ne peut pas plus
« dire avec justesse que la production des petits légu-
« mes est incidente au commerce... des produits
« d'une ferme, que d'entretenir une bergerie ou de

(2) Porté en appel devant la Cour Suprême, voir Section
2 du chapitre.

« faire pousser un mûrier est incident à la merce-
« rie. »

Cet Acte n'est en aucune manière la confiscation, puisqu'il n'affecte aucun droit investi, « la protection « et la sauvegarde la plus constante » protégeant seulement la propriété acquise.

Le Traité de 1871 (3) avec l'Italie stipulait que les sujets du Roi d'Italie résidant aux Etats-Unis jouiraient des mêmes droits et privilèges à l'égard de leur personne et de leurs biens que ceux protégés pour les citoyens des Etats-Unis y résidant. La Cour a maintenu que la législation d'Etat excluant les étrangers de l'emploi ou du travail publics est, néanmoins, valide sous un tel traité (4). De même, une loi le rendant illégal pour un étranger non naturalisé de tuer aucun oiseau ou animal sauf pour la défense de sa personne ou de sa propriété, par conséquent illégal de porter un fusil ou une carabine, était tenu pour être non incompatible avec, et une violation du Traité (5). Alors, s'élève la question : Est-ce un acte de discrédit tel, qu'il viole la clause garantissant le traitement de la nation la plus favorisée dans tout ce qui concerne le commerce et la navigation sous l'Article XIV (6) ?

« Sauf dans les cas où il serait autrement et expressement stipulé dans ce Traité, les Hautes Parties

(3) Cf. 17 Stat. 845.

(4) Heim v. McCall 239 U.S. 175.

(5) Patsone v. Pennsylvania 232 U.S. 138.

(6) Voir Appendice E.

« Contractantes sont d'accord que pour tout ce qui
« concerne le Commerce et la Navigation, tout pri-
« vilège, faveur ou immunité qu'une des deux Par-
« ties Contractantes a définitivement garanti, ou peut
« ci-après garantir aux sujets ou citoyens de tout
« autre Etat, s'étendra aux sujets et citoyens de
« l'autre Partie Contractante sur des conditions sem-
« blables et équivalentes. »

En réponse à cette demande, nous pouvons dire que le Gouvernement a rendu très clair que ceci est un Traité de Commerce et de Navigation et ne s'applique pas, par extension, aux privilèges civils et politiques. Dans sa correspondance avec le Gouvernement Japonais, le Gouvernement Fédéral de même assertait que toutes les fois que les Etats-Unis avaient désiré accorder le traitement de la nation la plus favorisée, à l'égard de la propriété foncière, ils l'avaient fait ainsi par traité spécial (7). Nous pouvons ajouter que le Baron Uchida, lui-même, dans une note au Secrétaire Knox, le 21 février 1911, a admis que le Traité ne couvrait pas la tenure de la terre en question quand il disait :

« En retour des droits de propriété à la terre, qui
« sont accordés par les lois des différents Etats, le
« Gouvernement Impérial pourra, par une interpréta-
« tion libérale des lois, être préparé à accorder le
« droit de propriété de la terre aux citoyens améri-

(7) Cf. 6 *Moore's Digest of International Law*, 702 (Affaire du Mexique de 1879 à l'égard du Traité de 1831, 8 Stat. 410).

« cains de tous les Etats, réservant cependant pour
« l'avenir le droit de maintenir la condition de réci-
« procité à l'égard des différents Etats (8). »

Ceci semble être assez clair, et nous pouvons dire
que le Traité de 1911 n'empiète pas sur le pouvoir
ordinairement réservé aux Etats à l'égard de la pos-
session de la propriété foncière, et que l' « Alien
Land Law » ne peut donc pas le violer.

SECTION II

Les "Alien Land Laws" violent-elles le 14^{eme} Amendement ?

La Section I du 14^e Amendement se lit comme
suit (9) :

« Toute personne née ou naturalisée aux Etats-
« Unis et sujette à leur juridiction est, de ce fait,
« citoyen des Etats-Unis et de l'Etat où elle réside.
« Aucun Etat n'aura le droit de voter ni d'appliquer
« de loi qui limite les privilèges et les droits d'un
« citoyen des Etats-Unis. Aucun Etat n'aura le droit
« d'enlever à une personne la vie, la liberté, ses biens,
« sans « due process of law », ni dans sa juridiction
« la priver de la protection égale des lois. »

Quelles sont les personnes sous le coup de cet arti-

(8) Cf. *U.S. Foreing Relations*, 1913, p. 643.

(9) Voir Appendice I.

cle ? La Cour dans une longue ligne de décisions a maintenu que le terme « personne » est tout inclusif, n'étant pas limité aux citoyens, mais comprenant tous les étrangers — et ceci, qu'ils soient ou non éligibles à la nationalisation (10). De la même manière, les corporations sont considérées comme « personnes » suivant le sens de cette clause (11). Et les Japonais sont également des « personnes » sous cette clause.

Puisque les Japonais viennent sous l'opération de cet Amendement, il nous faut déterminer si oui ou non, les lois en question abrogent leurs droits sous lui, si oui ou non « due process of law » et l'égale protection de la loi, leur sont par cela même refusés.

Examinons d'abord la clause « due process of law ». Que veut dire « due process of law » ? Les juges renoncent à résumer le contenu de cette expression dans une formule (12). Cependant, on peut dire que cette protection se résout à ceci : personne, sur le territoire, ne peut se voir retirer un droit de propriété sans avoir eu la possibilité de présenter une

(10) Ex parte Virginia, 100 U.S. 339 ; Missouri v. Lewis 101 U.S. 22 ; Pace v. Alabama, 106 U.S. 583 ; Yick Wo v. Hopkins, 118 U.S. 356 ; Lau Ow Ben v. U.S., 144 U.S. 47 ; Lem Moon Sing v. U.S., 158 U.S. 538, U.S. v. Wong Kim Ark, 169 U.S. 649

(11) Pembina Mining Co v. Penna 125 U.S. 181 ; Santa Clara County v. Pac R. Co 118 U.S. 394.

(12) Twining v. New Jersey, 211 U.S. 78.

défense orale dans des conditions d'équité, à un juge impartial chargé de statuer sur la question (13).

Mais, pour soulever cette question et pour amener ce cas sous l'opération de cette clause, il faut que le plaignant ait d'abord un droit investi de propriété, dont il est privé sans « due process of law ». Maintenant, l'« Alien Land Law » ne s'applique pas à la propriété acquise avant la promulgation de la loi, mais seulement à l'acquisition future de propriétés ; par conséquent, la question s'élèvera seulement à l'égard de la propriété acquise après que la loi lui aura expressément défendu de le faire. Si alors la propriété acquise est tenue d'échoir à l'Etat, il ne peut certainement pas invoquer la loi pour protéger une acquisition illégale. S'il a le droit d'acquérir un intérêt dans une propriété foncière sous la clause qui lui garantit protection égale, alors la question peut être soulevée. Mais si les lois sont valides sous l'Amendement à l'égard de la protection égale, les Cours n'entretiendront certainement pas l'objection qu'il n'y a pas eu « due process of law ».

Dans le cas de *Hauenstein V. Lynham* (14), la Cour a maintenu qu'une loi s'appliquant à tous les étrangers également, qui leur enlevait le droit de propriété, n'allait pas jusqu'à une privation de la propriété contraire à la clause « due process of law ».

La même chose s'appliquerait certainement ici à

(13) *Meyers v. Shields* 61 Fed. 713.

(14) 100 U. S. 483.

condition que la Cour maintienne que la classification des étrangers, ceux éligibles à la nationalisation et ceux inéligibles à la nationalisation, n'est ni arbitraire, ni déraisonnable. Cela nous amène aux décisions de la Cour à ce sujet, à la question de l'égale protection des lois.

Dans le cas de *Yick Wo V. Hopkins* (15), la Cour a clairement établi le principe qu'il est absolument interdit à un Etat de jeter un discrédit sur une classe de personnes en faveur d'une autre. Ici, une ordonnance de la ville de San Francisco stipulait une manière d'exécution qui permettait le discrédit contre les Chinois.

En déclarant l'ordonnance non valide, la Cour est allée au delà de la lettre de la loi et a considéré son but réel, qui était d'enlever aux Chinois le commerce du blanchissage. Par l'opinion de la Cour, p. 369 :

« Le 14^e Amendement à la Constitution n'est pas
« confiné à la protection des citoyens. Il dit : « Au-
« cun Etat ne pourra enlever à une personne la vie,
« la liberté, ou ses biens sans « due process of law »,
« ni, dans sa juridiction, la priver de l'égale protec-
« tion des lois. » Ces dispositions sont universelles
« dans leur application à toute personne dans les
« limites de la juridiction territoriale, sans considé-
« ration d'aucune différence de race, de couleur ou
« de nationalité, et l'égale protection des lois est une
« garantie de la protection de lois égales. »

(15) 118 U. S. 356.

D'un autre côté, l'Etat a le pouvoir de classer les personnes si cette classification est raisonnable (16). Dans le cas de *Barbier v. Connolly* (17), à la page 31, M. le Juge Fields dit, dans une opinion citée souvent depuis : « Mais ni l'Amendement large et
« compréhensible comme il l'est, ni tout autre Amendement n'était désigné comme pouvant interférer
« avec les Pouvoirs de l'Etat, quelquefois définis
« comme son pouvoir de police, prescrire des règles,
« développer la santé, la paix, la morale, l'éducation
« et le bon ordre du peuple, et promulguer des lois
« de façon à augmenter les industries de l'Etat,
« développer ses ressources et augmenter sa prospérité et sa richesse.

« Quoique, dans bien des cas, nécessairement spéciaux dans ce rapport, ils ne fournissent un juste terrain de plaintes, s'ils opèrent de même sur toutes les personnes et toutes les propriétés dans les mêmes conditions et les mêmes circonstances. « La législation de classe discréditant contre quelques-uns et en favorisant d'autres, est défendue, « mais la législation qui, en entraînant un but public, « est limitée dans son application, si dans la sphère

(16) *Barbier v. Connolly*, 113 U. S. 27 ; *Bell's Gap R. Co. v. Penna.*, 134 U. S. 232 ; *Walston v. Nevin*, 128 U. S. 578 ; *Mo. Pac. R. Co. v. Mackey*, 127 U. S. 205 ; *Home Ins. Co. v. New-York State*, 134 U. S. 594 ; *Gulf etc. R. Co. v. Ellis*, 165 U. S. 150 ; *Clark v. Kansas City*, 176 U. S. 114 ; *St. John v. New-York*, 201 U. S. 633 ; *Soon Hing v. Crowley*, 113 U. S. 703.

(17) Cf. note 16.

« de ses opérations, elle affecte toutes les personnes
« d'une situation similaire, n'est pas sous l'Amende-
« ment. » Ce principe est bien déterminé ; mais la
présente classification est-elle raisonnable ?

Considérons d'abord une classification dans laquelle nous distinguons les Etrangers des Citoyens. Dans *Southern Ry Co V. Green* (18), où un statut d'Alabama essaya de classer les corporations faisant du commerce dans l'Etat en corporations étrangères et corporations domestiques, imposant certaines charges aux premiers et non aux derniers, la Cour a maintenu la classification pour déraisonnable et déclaré le statut non valable, disant à la page 414 :

« Tandis qu'une classification raisonnable est per-
« mise, sans faire violence à l'égale protection des
« lois, une telle classification doit être basée sur une
« distinction réelle et substantielle, ayant quelque
« relation juste et raisonnable avec les choses à
« l'égard desquelles telle classification est faite, et la
« classification ne peut être faite arbitrairement sans
« une base substantielle. »

Mais quand on en est arrivé à la question de l'acquisition de la propriété, il n'a jamais été question de raison dans la distinction entre Citoyens et Etrangers (19). En l'absence de stipulations de traité du contraire, chaque Etat a un pouvoir absolu d'interdire

(18) 216 U. S. 400.

(19) *Terrace v. Corrigan*, 257 U. S. 312.

aux étrangers le droit de posséder de la terre dans l'intérieur de ses frontières (20).

Si nous pouvons ainsi classer les étrangers et les citoyens, pouvons-nous aussi classer les étrangers en ceux éligibles à la naturalisation et ceux inéligibles ?

Ceci est-il juste un pas plus loin, où nous conduit-il dans l'arbitraire ? Nous laissons la discussion de cette question à la section suivante.

SECTION 3

Décisions de la Cour Suprême des États-Unis des 12 et 19 Novembre 1923 (21)

Les quatre cas sur lesquels la Cour s'est prononcée sont les cas :

Terrace et al. V. Thompson ;

Porterfield V. Webb ;

Webb V. O'Brien et Inoye ;

Frick et Satow, V. Webb et Brady,

le premier mentionné venant en appel d'une décision basée sur la Constitution et les lois de Washington et, les autres, les lois de Californie. Le cas de Terrace V. Thompson fut décidé le premier et, dans ce cas, la Cour exposa les principes sur lesquels les

(20) Hauenstein v. Lynham, 100 U. S. 483 ; Blythe v. Hinkle, 180 U. S. 333 ; Sullivan v. Kidd, 254 U. S. 433 ; Toop v. Ulysses Land Co., 237 U. S. 580.

(21) *Adv. Decisions*, October, Term 1923.

décisions dans les cas qui suivirent furent basées. En conséquence, il nous faut exposer complètement ce premier cas avant d'entrer dans les autres.

Terrace et Als v. Thompson (22)

Ceci était un procès pour empêcher l'Attorney Général de Washington d'exécuter l' « Anti-Alien Land Law » de cet Etat (chapitre 50, Lois 1921), sur le terrain qu'elle était en conflit avec la clause de « due process » et d'égale protection du 14^e Amendement, et avec le Traité entre les Etats-Unis et le Japon, et avec certaines provisions de la Constitution de l'Etat.

Les Terrace étaient citoyens des Etats-Unis et de Washington, Nakatsuki était citoyen du Japon. Les Terrace possédaient certaine terre agricole à Washington qu'ils désiraient louer par bail à Nakatsuki pour une période de cinq ans.

Il fut allégué que le défendeur avait menacé d'exécuter les statuts contre les appelants, de forfaire le bail et de les poursuivre pour délits, et que les pénalités pour infraction étaient si grandes, que les appelants ne pouvaient faire un bail même pour prouver la constitutionnalité de l'Acte et que, à moins que la Cour ne détermine sa validité dans ce procès, les appelants seraient obligés de s'y soumettre, et ainsi seraient dépossédés de leurs biens sans « due process of law ». L'Attorney Général présenta une motion pour

(22) Voir note 21.

rejeter la plainte, sur le terrain qu'il ne statuait aucune matière en conflit qui donnait aux appelants le droit de recours. La Cour de District accorda la motion du défendeur et promulgua un décret en accord avec ladite motion.

Et l'on fit appel à la Cour Suprême des Etats-Unis.

La Section 33 de l'Article II de la Constitution de Washington interdisait la possession de la propriété foncière aux Etrangers autres que ceux qui, en bonne foi, avaient déclaré leur intention de devenir Citoyens des Etats-Unis, excepté dans certains cas non inclus ici. La Section 1 de l' « Anti-Alien Land Law » de Washington stipule :

« 1° a) ETRANGER ne comporte pas un étranger
« qui a, en bonne foi, déclaré son intention de devenir un citoyen des Etats-Unis, mais comporte tous
« les autres étrangers, et toute corporation, et tout
« groupe organisé de personnes dont la majorité des
« membres sont des étrangers. »

« b) TERRE ne comprend pas les terres contenant des
« dépôts de valeur de minerais, métaux, fer, charbon ou argile, ou la terre nécessaire pour les usines et la machinerie devant être employés dans le
« développement ci-dessus, et la manufacture des
« produits qui en proviennent, mais comprend toute
« espèce d'autre terre et intérêts ci-dedans, et le droit
« de contrôle, possession, usage, jouissance, prix de
« loyer, revenus, et produits de ceci. »

« d) POSSÉDER signifie avoir le « title* » légal ou

« équitable de, ou le droit de tout le bénéfice de... »

« e) TITLE signifie toute espèce de droit légal ou équitable à la propriété. »

« Section 2. — Un Etranger ne détiendra aucune terre ou ne prendra, ou ne possédera aucun droit à la terre. Aucune personne ne prendra ou ne possédera le « title » à la terre pour un étranger. La terre actuellement possédée par ou pour les étrangers en violation de la Constitution de l'Etat est forfaite et déclarée être la propriété de l'Etat. La terre ci-après acquise par ou pour l'usage des étrangers en violation de la Constitution de cet Etat sera par ceci forfaite et deviendra la propriété de l'Etat. »

Le Statut en fait aussi un grave délit pour un étranger de prendre, avoir ou posséder aucun droit à la propriété légale ou équitable, ou droit à aucun bénéfice de toute terre décrite dans cet acte; et aussi un grave délit de transmettre à un tel étranger un intérêt dans la terre. L'Attorney Général et les Procureurs des différents comtés sont chargés de l'exécution de cet acte.

L'Attorney Général questionna la juridiction de la Cour Suprême pour garantir un recours équitable, même si le statut de Washington était inconstitutionnel. La Cour statua que l'équité interviendrait là où les statuts d'Etat priveraient un individu de tout droit conforme à la loi, et là où il n'avait aucun recours adéquat à la loi, et spécialement là où la pénalité était si grande qu'elle empêcherait la consommation du contrat proposé qui prouverait lui-même la validité du statut. La Cour dit à ce sujet :

« Ils ne sont pas obligés de courir le risque de la
« poursuite, amendes et emprisonnement, et perte de
« propriété afin de sauvegarder l'adjudication de
« leurs droits. La plainte présente un cas dans lequel
« le recours en « Equity* » peut être obtenu si la loi
« dont on se plaint est prouvée être en contradiction
« avec la Constitution Fédérale. »

La Cour alors procéda à la discussion de la thèse des appelants, que l'Acte violait la clause de la protection égale du 14^e Amendement en ce que les Etrangers étaient divisés en deux classes : ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas devenir Citoyens, une classe ayant l'autorisation de posséder la terre ainsi qu'il a été défini, l'autre classe étant interdite de la posséder.

La Cour, après avoir statué que les Etrangers habitant le pays pouvaient invoquer la protection de la clause de « due process of law » ou la clause d'égale protection du 14^e Amendement, et statuant que les possesseurs de terre étaient protégés contre une action injustement discriminatoire de l'Etat, dit que le 14^e Amendement ne prive pas l'Etat des pouvoirs qui lui étaient réservés à l'époque de l'adoption de la Constitution, que, dans l'exercice de tels pouvoirs, l'Etat a toute latitude pour déterminer sa propre police, et quelles sont les mesures nécessaires à sa propre protection, et convenablement déterminer la sûreté, paix et ordre de son peuple.

La Cour alors continua en disant que chaque Etat, en l'absence de tout traité ou décision contraire,

avait un pouvoir absolu pour défendre aux étrangers le droit de posséder la terre dans ses frontières, citant *Hauenstein V. Lynham* 100 U.S. 483/484, et déclara que la législation de l'Etat s'appliquant de même et également à tous les Etrangers, leur retenant le droit de posséder la terre, ne pouvait être appelée capricieuse, ou atteindre à une privation arbitraire de la propriété contrairement à la clause de « due process of law ».

La Cour alors continua en considérant la thèse précise des appelants que le statut violait la clause d'égale protection. La Cour dit que, tandis que cette clause garantissait une protection égale pour tous, dans la jouissance de leurs droits, sous les mêmes circonstances, cela ne défendait pas la distinction dans la loi d'un Etat entre Citoyens et Etrangers y résidant, citant *Terrace v. Corrigan*, 257 U.S. 313/317, où la Cour dit :

« En rendant la législation conforme aux besoins
« du peuple d'un Etat, la Législature a toute latitude, et cela peut être pleinement concédé qu'une
« parfaite uniformité de traitement pour toutes les
« personnes n'est ni pratique, ni désirable, qu'une
« classification de personnes est certainement nécessaire... La classification est le plus vieux procédé
« dans les procédés de raisonnement. Nous pouvons
« à peine penser ou parler sans pratiquer consciemment ou inconsciemment ce procédé. Cela doit, par
« conséquent, obtenir et déterminer la législation,
« mais cela doit considérer des ressemblances réel-

« les et de réelles différences entre les choses et les
« personnes et les classer suivant leur pertinence au
« but en mains. »

La Cour alors continua en statuant que les droits et les devoirs des Etrangers déclarants diffèrent substantiellement de ceux des non déclarants, exactement comme les droits, privilèges et devoirs des Etrangers diffèrent grandement de ceux des Citoyens, et statua que tous deux, les Etats et les Etats-Unis, avaient reconnu cette différence en donnant quelquefois aux déclarants le droit de vote, mais en ne l'accordant pas aux non déclarants et que, tandis que le Congrès avait obligé les déclarants au service militaire, il n'y avait pas obligé les non déclarants.

La Cour dit :

« Qu'un Etranger déclare formellement son inten-
« tion *bona fide* de renoncer par conséquent à toute
« allégeance et fidélité à la Souveraineté dont il était
« autrefois le sujet et de devenir un Citoyen des Etats-
« Unis où il résidera en permanence, ceci infaillible-
« ment le distingue d'un Citoyen non éligible ou d'un
« Citoyen éligible, qui n'a pas fait une telle déclara-
« tion. »

La Cour, après avoir fait ressortir que la loi de Washington limite le droit à la propriété aux Etrangers qui ont déclaré leur intention de devenir Citoyens, fit ressortir que la classe prohibée, c'est-à-dire celle des Etrangers qui n'ont pas déclaré leur intention de devenir Citoyens, doit nécessairement comporter ceux qui n'étaient pas éligibles à devenir Citoyens, mais

même l'inclusion de ceux des Etrangers de la classe prohibée n'interdisait pas à de tels Etrangers l'égale protection des lois.

La Cour dit :

« Les étrangers éligibles sont des personnes blanches libres et des personnes de naissance ou de descendance africaine. Le Congrès n'est pas lié et il peut accorder ou refuser le privilège de naturalisation sur tout terrain, ou sans aucune raison, qu'il juge nécessaire, mais il ne doit pas être supposé que ces actes interdisant l'éligibilité sont arbitraires ou non supportés par une considération raisonnable de police publique. L'Etat peut bien supposer que les considérations sur lesquelles le Congrès a fait telle classification sont substantielles et raisonnables.

« En général, les personnes nées en Europe sont éligibles, les Japonais, les Malais, les Chinois ne le sont pas. La thèse des appelants que l'Acte d'Etat juge d'une façon arbitraire entre Nakatsuki et les autres inéligibles étrangers à cause de leur race et de leur couleur est absolument sans fondement. Il est interdit à toutes les personnes quelle que soit leur race ou leur couleur, qui n'ont pas déclaré leur intention, en bonne foi, de devenir Citoyens, de posséder ainsi des terres agricoles. Deux classes d'Etrangers inévitablement résultent des lois de naturalisation ; ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas devenir Citoyens. La règle établie à ce sujet par le Congrès de par elle-

« même fournit une base raisonnable pour la classification dans une loi d'Etat refusant aux Etrangers le privilège de la propriété de la terre ainsi qu'il est défini dans cet acte. Et nous pensons qu'il est clairement dans le pouvoir de l'Etat de comprendre dans la même classe prohibée les Etrangers éligibles non déclarants et les Etrangers inéligibles. Les raisons appuyant le discrédit contre les Etrangers qui peuvent mais qui ne veulent pas se faire naturaliser, sont évidentes. »

La Cour alors continua disant que le Statut en question n'était pas similaire au Statut d'Arizona compris dans *Truax v. Raich*, qui interdisait à un employeur employant plus de cinq travailleurs à n'importe quel temps, d'employer moins de 80 p. 100 des citoyens nés aux Etats-Unis, en ce que le Statut dans l'affaire *Truax* interdisait le droit de travailler pour vivre, dans une commune occupation, tandis que le Statut de Washington défendait une chose toute différente, le privilège de posséder ou de contrôler une terre agricole dans les limites du Statut, et que la qualité et l'allégeance de ceux qui possèdent, occupent et emploient des terres de fermage dans les frontières d'un Etat, était une question de la plus haute importance et affectait la sécurité et le pouvoir de l'Etat lui-même.

La Cour alors continua en maintenant que les Terraces qui étaient des Citoyens de Washington, n'avaient, d'après le 14^e Amendement, pas le droit de louer leurs terres à des Etrangers auxquels, de par

la loi, il était défendu de prendre ou faire de tels baux, et que le Statut d'Etat ne contrevenait point les dispositions du 14^e Amendement.

La Cour alors maintint que le Statut d'Etat n'était pas en conflit avec le Traité entre les Etats-Unis et le Japon, et que Nakatsuki, quoique engagé dans un commerce de gros et de détail de produits fermiers et expéditions intra-Etats et inter-Etats et à l'étranger, n'était pas engagé dans le commerce comme incident au commerce comme stipulé par l'article 1 du Traité entre les Etats-Unis et le Japon.

La Cour dit :

« Chaque Etat en l'absence de tout traité ou déci-
« sion conférant le droit, peut promulguer des lois
« interdisant aux Etrangers de posséder la terre à
« l'intérieur de ses frontières. A moins que le droit
« de posséder ou de louer la terre ne soit accordé
« par traité, aucun sujet de conflit ne peut s'élever.
« Nous pensons que le Traité non seulement ne con-
« tient aucune disposition donnant aux Japonais le
« droit de posséder ou de louer la terre pour des fins
« agricoles, mais quand il est vu à la lumière des
« circonstances conduisant à sa consommation, le lan-
« gage montre que les Hautes Parties Contractantes,
« respectivement, avaient l'intention de refuser l'ac-
« cord de ce droit par traité, aux citoyens ou sujets
« de l'une ou de l'autre Partie. Le droit de faire du
« commerce, ou de posséder, ou louer des maisons,
« manufactures, entrepôts et magasins, ou de louer
« du terrain, pour des fins résidentielles ou commer-

« ciales, ou de faire toute chose incidente à ou néces-
« saire au commerce, ne peut être dit contenir le droit
« de posséder ou louer ou avoir aucun droit à ou
« intérêt dans la terre dans un but agricole. Le
« droit de posséder ou de louer la terre dans des buts
« spécifiés nie implicitement le droit de posséder, ou
« de louer la terre dans ces buts. Une lecture soi-
« gneuse de ce Traité dans notre opinion sert à nier
« les réclamations présentées par les appelants qu'il
« est en conflit avec l'Acte d'Etat. »

La Cour alors continua disant que la lettre du Secrétaire d'Etat Bryan au Vicomte Chinda, le 16 juillet 1913, montrait que le droit de posséder la terre n'était pas conféré, et que le droit de louer la terre pour tout autre but que commercial ou résidentiel était délibérément refusé par la substitution des mots du Traité :

... « louer la terre dans des buts résidentiels et commerciaux », pour une clause plus compréhensible contenue dans un projet antérieur de l'instrument, à savoir :

«...« pour louer la terre dans des buts résidentiels, commerciaux, industriels, manufacturants, et tout autre but légal. »

La Cour alors continua maintenant que le Statut d'Etat ne contrevenait pas la Constitution de l'Etat de Washington.

La Constitution de Washington stipulait que le droit de propriété de la terre par des Etrangers était prohibé. Les appelants alléguèrent que le bail proposé, pour cinq ans, n'était pas le droit de propriété et

qu'à cet égard le Statut était défendu par la Constitution de l'Etat. La Cour refusa de considérer la requête des appelants parce que dans *State v. O'Connell*, 121 Washington 542, la Cour Suprême de Washington avait très spécialement soutenu que le statut interdisant la location de la terre aux Etrangers n'était pas contraire à la Constitution de Washington et que la Cour Suprême des Etats-Unis ne ferait aucune enquête sur une question où la Cour Suprême d'Etat avait déjà passé.

M. le Juge Mc Reynolds et M. le Juge Brandeis pensent qu'aucune question justiciable n'est contenue et que le cas aurait dû être renvoyé sur ce terrain.

M. le Juge Sutherland ne prit aucune part dans la considération ou la décision du cas.

Porterfield v. Webb (23)

Dans *Porterfield v. Webb*, décidé le même jour, les faits étaient presque identiques à ceux du cas précédent, sauf qu'ils relevaient des lois de Californie au lieu de relever des lois de Washington. La Cour base ses décisions sur les principes du cas de *Terrace v. Thompson*. Les faits du cas sont les suivants :

Porterfield, citoyen des Etats-Unis et résidant en Californie, et Mazuno, sujet de l'Empereur du Japon

(23) Voir note 21.

et résidant en Californie, introduisirent une action pour empêcher l'Attorney Général de Californie, et l'Attorney de District du Comté de Los Angeles d'intervenir auprès, et d'empêcher Porterfield de louer 80 acres* de terrain fermier dans Los Angeles, dont il était le propriétaire, à Mazuno pour cinq ans.

Il fut allégué que l'Acte était si sévère qu'il ne leur était pas possible de faire un bail dans le but d'éprouver sa constitutionnalité, et ils firent une motion pour une « temporary injunction* » pour défendre à l'Attorney Général et à l'Attorney de District pendant la pendance du procès d'apporter ou de permettre d'être apporté aucun procès dans le but d'exécuter l'Acte contre les appelants... Cette motion fut entendue par trois juges comme il est stipulé dans la section 266 du Code Judiciaire, et la motion fut repoussée.

La Cour Suprême affirma l'ordre de la Cour de District, et après avoir cité les Sections 1 et 2 de l'« Alien Land Law » (24) de Californie et statué sur l'objection des appelants que la loi en question refuse à un Etranger inéligible la protection égale de la loi, et prive Porterfield du droit de faire des contrats de location de cette espèce, contrairement au 14^e Amendement, statue que le Traité entre les Etats-Unis et le Japon, ne conférait pas aux sujets Japonais le privilège d'acquérir ou de louer la terre dans un but agricole.

(24) Appendice G.

Citant Terrace et al. v. Thompson (*supra*), la Cour alors continua :

« Ce cas est semblable à celui de Terrace et al. v. Thompson. Dans ce cas, les bases sur lesquelles l'« Alien Land Law » de Washington fut attaquée sont celles pour lesquelles fut attaquée la loi de Californie dans ce cas-ci.

« Là, la classe prohibée était faite d'Etrangers qui n'avaient pas, en bonne foi, déclaré leur intention de devenir des Citoyens. La classe nécessairement comporte tous les Etrangers inéligibles et, en addition à ceux-ci, tous les Etrangers éligibles qui ont failli à se déclarer ainsi. Dans le cas actuellement devant nous, la classe prohibée comprend seulement les Etrangers inéligibles. En matière de classification, les Etats ont toute latitude. Chacun a ses propres problèmes dépendant des circonstances existant dans le pays. Il n'est pas toujours pratique ni désirable que la législation soit la même dans des Etats différents. Nous ne pouvons pas dire que le fait que la Législature de Californie n'a pas étendu la classe prohibée aussi loin qu'elle comprenne les Etrangers éligibles qui manquent de déclarer leur intention de devenir Citoyens des Etats-Unis, soit arbitraire ou déraisonnable. Notre décision dans Terrace et al. v. Thompson (*supra*) contrôle la décision sur toutes les questions soulevées ici. »

M. le Juge Mc Reynolds et M. le Juge Brandeis pensent qu'aucune question justiciable n'est compro-

mise et que l'appel devait être refusé sur ces bases.

D'après ces cas, il est définitivement établi que sous la Constitution des Etats-Unis et plus spécialement sous le 14^e Amendement, la garantie de l'égale protection et « due process of law », les « Alien Land Laws » sont valides.

Depuis le passage de ces lois, cependant, de nombreuses manières d'y échapper et de multiplier leurs opérations ont été trouvées. Même maintenant que nous avons maintenu leur constitutionnalité le subterfuge est essayé, et l'effet légal des lois dépend de ceci: Comment les Cours interpréteront-elles les lois à ce sujet? Les trois méthodes les plus communes de subterfuges sont: le fait d'être tuteur de la propriété d'un mineur né aux Etats-Unis de parents inéligibles; le passage de contrats fermiers et l'organisation de compagnies terriennes dont on vend les stocks aux Etrangers.

Pendant un certain temps, les Etrangers inéligibles avaient le droit d'agir comme « trustee* » pour leurs enfants mineurs (25). Mais quand on s'aperçut que ceci n'était qu'un moyen d'échapper à la loi, la Cour refusa d'accorder l'autorisation, à moins qu'il ne fût clairement établi que cela avait été fait de bonne foi.

Les Japonais alors eurent recours aux corporations qui agissaient comme « trustee ». La loi de 1920 en

(25) *California and the Oriental*; *State Board of Control*. 12, 68-9, 147.

Californie établit maintenant un contrôle des « trustee » et la Section IV de la loi de Californie (26) interdit aux Etrangers inéligibles d'agir de cette manière. Mais la question demeure encore de savoir si oui ou non, la loi peut légalement interdire aux parents d'agir comme « trustee », même quand cela est évidemment pour contrevenir la loi.

Récemment, le cas vint devant la Cour Suprême de Californie dans le cas *In re Estate and Guardianship* of Yano* (27). La Cour déclara cette provision inconstitutionnelle disant :

« Il n'y a besoin d'aucun argument pour démontrer
« que ce qui donne à une personne le droit et pri-
« vilège de devenir le tuteur de son enfant et l'en-
« lève d'une autre, les deux étant de même compé-
« tence sous tous égards, n'est pas égal entre les
« deux personnes. La personne à qui ce droit est
« refusé, n'a pas, dans un tel cas, le droit accordé
« de l'égale protection de la loi. Dans ce cas, l'Acte
« d'Initiative de 1920 est clairement une violation,
« par cet Etat, de la garantie contenue dans le 14^e
« Amendement, qu'aucun Etat ne défendra à aucune
« personne, le droit égal de protection des lois. Le
« droit et privilège d'un père d'être gardien de ses
« enfants mineurs ne dépend en aucune façon de la
« question de sa nationalité ou de son éligibilité à
« la nationalisation dans ce pays. »

(26) Voir Appendice G.

(27) *California Decisions*, n° 3348, p. 592, May 5, 1922.

M. le Juge Lawlor s'opposa à ceci, maintenant qu'une telle classification était raisonnable, car si le Japonais pouvait devenir tuteur et acquérir la terre au nom de ses enfants, l'« Alien Land Law » serait circonvenue. Il dit :

« Maintenir que sous la garantie fédérale de l'égal protection de la loi, l'Etat est impuissant à empêcher l'évasion de la loi qu'il avait l'autorité de promulguer est, en effet, déclarer qu'il ne peut pas, par exercice de sa souveraine volonté, effectuer les buts de la législation originale. »

A ceci, la Cour a répondu cela :

« Un tuteur n'acquiert, possède, jouit de la propriété appartenant au mineur, en aucun sens exact ou légal de ces termes. Il la contrôle seulement en tant que « trustee », et il est tenu de faire pour l'enfant une stricte comptabilité des bénéfices provenant de son usage. »

Peut-être ceci n'est-il pas une évasion, du point de vue légal, mais du point de vue pratique c'est exactement comme si la loi n'existait pas.

Sous une telle réglementation, la loi perd une grande partie de sa force et de son effet, et est impuissante, dans bien des cas, à interdire la chose même pour laquelle elle fut passée.

La seule protection de l'Etat semble être d'exiger de telles formalités pour les parents agissant comme « trustees », qu'il sera presque impossible aux parents d'échapper à la loi de cette façon. Mais ceci exige un sévère contrôle individuel, difficile en lui-

même, et ouvre de nouvelles portes à la corruption. De même cela nous conduit à l'arbitraire. Et ceci paraît être une funeste décision si nous devons atteindre une police définie.

Une autre méthode est celle des contrats de fermage*. Sous cette forme de contrat, le propriétaire de la terre, généralement, consent à fournir les semences ou toutes choses nécessaires, tels que outils de ferme, chevaux, pour la culture des semences, et il promet même souvent d'amener les produits jusqu'au point final. Les contrats stipulent spécifiquement que le paysan ne possède aucun intérêt dans la terre. Mais le propriétaire consent à lui donner un certain montant des produits comme salaire (généralement $1/2$). D'autre part le cultivateur consent à entretenir la propriété mobilière et à la rendre au propriétaire à l'expiration du contrat. Il promet aussi de conserver la terre en bon état, de maintenir les fossés irrigateurs, de moissonner et rentrer les céréales. Finalement le propriétaire promet de ne pas vendre ou hypothéquer la propriété sans le consentement du cultivateur (28).

La question s'élève, quant à la légalité de l'interdiction des contrats de fermage, dans le cas de *Webb v. O'Brien et Inoye*, décidé par la Cour suprême le 19 novembre 1923. A cause de l'opinion de nombreux juristes que la légalité de l'« Alien Land Law » en interdisant de tels contrats ne serait de toute proba-

(28) Buell, R. L., vol. 17, A. J. L., p. 45.

bilité pas maintenue, nous exposerons le cas et nous verrons aussi le cas de *In re Okahara*, cas décidé par la Cour Suprême de Californie et comprenant de même un contrat de fermage.

Webb v. O'Brien et Inoye (29)

Ceci est un cas amené par les intimés, pour empêcher l'Attorney Général de Californie et l'Attorney de District du Comté de Santa Clara de commencer aucun procès pour exécuter l' « Alien Land Law » de Californie contre eux.

O'Brien est citoyen et résident de Californie, et il possède dix acres* de terre agricole dans le comté de Santa Clara. Inoye est un fermier capable et un sujet japonais habitant en Californie. O'Brien et Inoye désirent signer un contrat de fermage concernant la plantation, la culture et la récolte des produits poussant sur le terrain. Ils allèguent que l'exécution d'un tel contrat est nécessaire, pour que le propriétaire reçoive le revenu de la terre le plus élevé et pour que l'étranger puisse en recevoir la compensation, que l'Attorney Général et l'Attorney de District ont menacé de, et qu'ils veulent exécuter l'Acte contre eux, s'ils signent le contrat et forfairont ou tenteront de forfaire la terre, par un procès d'échoit* et les poursuivront comme coupables de violation de cet acte. Ils avèrent que l'Acte est si sévère et les

(29) Voir note 21.

pénalités entraînées par sa violation si grandes, que ni l'un ni l'autre ne peuvent exécuter ledit contrat même dans le but d'en éprouver la validité, et son application là-dessus, — et à moins que la Cour ne détermine la validité de l'Acte et de son application — ils seront obligés de s'y soumettre, qu'il soit valide ou non valide, et à l'interprétation des appelants de cela et ainsi être dépossédés de leur propriété sans « due process of law » et se voir refuser la protection égale des lois, en contravention au 14^e Amendement. Les intimés introduisirent et demandèrent une « interlocutory injunction* ». La cause fut entendue par trois juges, comme il est stipulé dans la Section 266 du Code Judiciaire. L'injonction fut accordée; l'Attorney Général et l'Attorney de District en appelèrent.

O'Brien qui est un Citoyen, n'a aucun droit légal à signer le contrat proposé avec Inoye, qui est Japonais, étranger inéligible, à moins que ce dernier n'obtienne, de la loi, l'autorisation de faire et d'exécuter un tel contrat. Par « common law* » quoique les étrangers n'aient pas permission d'entrer en possession de la terre par opération de la loi, ils peuvent entrer en cette possession par l'acte des parties, mais ils n'ont aucune capacité pour la posséder contre la volonté de l'Etat, et la terre ainsi prise peut échoir à l'Etat. (Voir *Farfax's Devisee v. Hunter's Lessee*, 7 Cranch, 603, 9, 19, 20; *Gouverneur's Heirs v. Robertson*, 2 Wheaton 332-335; *Philipps v. Moore*, 100 U. S. 208-212; *Atlantic Pacific Rd v. Mingus*, 165 U. S. 443-434.) En l'absence d'un traité stipulant le con-

traire, l'Etat a le pouvoir de refuser aux Etrangers le droit de posséder la terre à l'intérieur de ses frontières. (Terrace et al. v. Thompson *supra*, Hauenstein v. Lynham 100 U.S. 483, 484, 488.) En ce qui concerne In re Okahara, décidé par la Cour Suprême de la Californie; les dispositions de l'Acte qui limite le privilège des étrangers inéligibles à acquérir toute propriété foncière ou tout intérêt y adhérent à ceux décrits par le Traité ne sont pas en conflit avec le 14^e Amendement (Terrace et al. v. Thompson, *supra*, Porterfield v. Webb), en ce qui concerne In re Okahara *supra*. Le Traité entre les Etats-Unis et le Japon ne confère pas aux Citoyens ou sujets de chaque... le droit d'acquies, posséder, jouir de la terre pour les fins agricoles (Terrace et al. v. Thompson *supra*).

Par le contrat de fermage, proposé, le droit est accordé à Inoye de planter, cultiver et récolter les produits de la terre pendant quatre ans et d'être libre d'interférence par le propriétaire, qui consent à le protéger pendant la période contre l'interférence de toute autre personne. Il a le droit d'avoir sa propre maison et on lui accorde le droit d'employer d'autres ouvriers pour travailler la terre, et de leur donner libre entrée et sortie, et le droit de venir habiter la terre. Il a droit à la moitié de tous les produits venus sur la terre pendant la période du contrat, à être divisés après avoir été récoltés et avant d'être enlevés de la terre, et enfin on lui donne un temps raisonnable après l'opération du terme pour enlever sa part de produits. Il doit accepter sa part des pro-

duits en remboursement des dépenses faites pour la marche des opérations fermières et cela est son seul retour de l'entreprise. Présument que l'arrangement proposé n'atteint pas une location à bail ou un transfert d'intérêt dans une propriété foncière, et que cela comporte les éléments d'un contrat d'emploi comme dans le cas de In re Okahara, *supra*, notre opinion est que c'est plus qu'un contrat d'emploi et que, s'il est exécuté, il donnera à Inoye le droit d'usage, ou d'avoir, ou de partager les bénéfices de la terre pour des fins agricoles, et ceci est ainsi, nonobstant d'autres clauses du contrat à effet que la possession générale de la terre est réservée au propriétaire, que le cultivateur n'aura aucun intérêt dans la terre, qu'on lui donne la moitié de tous les produits venus, en compensation de son travail et de ses services, et que le partage des produits doit être fait après qu'ils ont été récoltés, mais avant qu'ils soient enlevés de la terre.

Le Traité accorde la liberté de posséder ou louer et occuper des maisons, manufactures, entrepôts et magasins et de louer la terre pour des fins résidentielles et commerciales (30).

La section II de l'Acte (31) étend le privilège, à acquérir, posséder et jouir de la propriété foncière ou de tout intérêt y compris, seulement de la manière et dans les limites et dans les buts prescrits par le Traité. Le Traité ne donne aucunement la permission

(30) Texte Appendice G.

(31) *Ibid.*

de jouir, user ou avoir le bénéfice de la terre pour des fins agricoles. Les privilèges accordés par l'Acte sont soigneusement limités à ceux prescrits par le Traité. L'Acte, dans l'ensemble, montre avec évidence l'intention législative que les Etrangers inéligibles n'aient pas la permission d'avoir, de jouir de, aucun privilège concernant l'usage ou le bénéfice de la terre pour des fins agricoles et ce point de vue est appuyé par les circonstances et négociations conduisant à la signature du Traité. (Voir Terrace et al. v. Thompson *supra* et 274 Fed, 844.)

S'appliquant à ce cas, l'Acte peut être lu ainsi :

« Les étrangers inéligibles peuvent posséder ou
« louer des maisons, des manufactures, des entrepôts
« et des magasins, et peuvent louer la terre pour des
« fins résidentielles. Ces faits, mais ni la possession, ni la jouissance de la terre autrement, ne sont
« permis. »

Les termes du contrat proposé, les mesures de contrôle et de domination sur la terre qui sont nécessairement comprises dans l'accomplissement d'un tel contrat, le droit de l'agriculteur d'avoir une maison à lui-même, d'avoir ses propres employés vivant sur la terre et son obligation d'accepter la moitié des produits comme seul paiement pour cultiver la terre, distingue clairement cet arrangement de celui de simple emploi. Le cas diffère de Truax v. Raich 239 U. S. 33. Dans ce cas, le Statut d'Arizona faisant une offense délictueuse à un employeur de plus de cinq ouvriers, sans distinction du genre de travail ou du

sexe des ouvriers d'employer moins de 80 p. 100 de citoyens nés aux Etats-Unis fut tenu pour une infraction au droit garanti par le 14^e Amendement, droit d'un étranger résidant dans le pays de travailler à une occupation commune, faire la cuisine dans un restaurant ; le droit de faire et d'exécuter des contrats de corporation, tel que celui qui est devant nous, n'est pas sauvegardé aux Etrangers inéligibles par la Constitution. Mais son refus de faire cela ne lui enlève pas les moyens ordinaires de gagner sa vie, ni le droit de travailler pour vivre. Le résultat probable d'un tel contrat est que le cultivateur a l'usage, le contrôle et le bénéfice de la terre pour un but agricole, similaire en substance à celui garanti par un bail. Il est concevable que, par l'usage de tels contrats, la population vivant sur, et cultivant les terres des fermes se trouvera formée pour la plus grande partie de Citoyens inéligibles.

L'allégeance des fermiers à l'Etat fixe directement sa force et sa sécurité. (Terrace et al. v. Thompson, *supra*.) Nous pensons qu'il est dans les limites du pouvoir de l'Etat, de refuser aux Citoyens inéligibles le privilège d'employer ainsi les terres agricoles à l'intérieur de ses frontières.

La décision de la Cour Suprême de Californie au sujet de *In re Okahara supra*, cas de « *habeas corpus* », ne comporte pas les objections des intimés. Dans ce cas, un Japonais inéligible fut accusé de conspiration ayant pour but le transfert d'une propriété foncière en violation de la Section X de

l' « Alien Land Law ». La charge fut que Okahara, pour avancer la conspiration, avait exécuté un contrat avec un autre, par lequel, ce dernier, lui transférerait, pour une période de cinq ans, un intérêt dans vingt acres de terres agricoles. La seule question devant la Cour dans ce cas était de savoir si le contrat atteignait un transfert de propriété foncière, ou un intérêt y inclus, en violation de la Section X. La Cour maintint que le contrat ne violait pas la Section X et acquitta Okahara. Le contrat, dans ce cas, diffère par des particularités importantes de celui qui est devant nous, — mais au point de vue duquel nous considérons ce cas, — il ne nous est pas nécessaire de déterminer si, suivant la signification de l'Acte, le contrat entre O'Brien et Inoye, s'il était exécuté, effectuerait le transfert d'un intérêt de la propriété foncière. La question dans ce cas n'est pas de savoir si le contrat proposé est défendu par la Section X, mais si les intimés ont montré qu'ils ont un droit sous la Constitution ou le Traité de faire et d'exécuter le contrat et ont le droit d'avoir une « interlocutory injunction » contre les officiers de l'Etat. Il faut donner une réponse négative.

Le privilège de faire et d'exécuter le contrat de fermage proposé, ou d'avoir le droit de possession, jouissance ou bénéfice de la terre dans un but agricole comme promulgué et stipulé ici, n'est pas donné à un sujet Japonais par le Traité. Aucun droit constitutionnel d'un Etranger n'est infracté. En consé-

quence, il s'ensuit que l'injonction aurait dû être refusée.

Et l'ordre, en appel, est renversé.

M. le Juge Mc Reynolds et M. le Juge Brandeis pensent qu'aucune question justiciable ne se trouve impliquée et que le cas aurait dû être rejeté sur ce terrain.

In re Okahara (32)

Okahara, Etranger inéligible, signa un contrat de fermage dont la durée devait être de cinq ans. En conséquence, on lança contre lui un mandat d'arrêt où il fut accusé de conspiration ayant pour but le transfert de la propriété foncière en violation de la Section X de l' « Alien Land Law », qui se lit comme suit (33) :

« Section 10. — Si deux ou plusieurs personnes
« conspirent en vue de transférer la propriété fon-
« cière, ou un intérêt y compris, en violation des
« stipulations ci-indiquées, elles sont passibles d'em-
« prisonnement, dans la prison du Comté ou dans la
« Maison Pénitentiaire d'Etat, n'excédant pas deux
« ans, ou d'une amende n'excédant pas cinq mille
« dollars, ou des deux. »

La Cour maintint que les dispositions de l'Acte limitant le privilège des étrangers inéligibles d'acquérir la propriété foncière ou tout autre intérêt y com-

(32) *California Decisions*, June 28, 1923.

(33) Appendice G.

pris à ceux décrits par le Traité, ne sont pas en conflit avec le 14^e Amendement.

Mais à la question de savoir si oui ou non ce contrat atteint le transfert de la propriété foncière ou l'intérêt y compris, la Cour maintint que cet arrangement n'allait pas jusqu'à une location à bail ou jusqu'au transfert d'un intérêt de la propriété foncière et qu'il comportait des éléments d'un contrat d'emploi disant :

« L'Instrument devant nous ne peut être caractérisé
« comme bail ou transfert d'un intérêt dans la pro-
« priété foncière parce qu'il lui manque beaucoup des
« points essentiels d'un bail, tandis que, d'autre part,
« il porte toutes les caractéristiques d'une location. »

Et la Cour acquitta Okahara, sur le terrain que le contrat ne violait pas la Section X.

D'après les opinions de ces deux cas, nous pouvons établir ceci: dans *Webb V. O'Brien*, la Cour maintint que les résultats probables d'un contrat de fermage sont que l'agriculteur a l'emploi, le contrôle et le bénéfice d'une terre pour des fins agricoles similaires en substance à ceux accordés par un bail, que le Traité de 1911 ne donne pas au Japonais le privilège de faire de tels contrats, et que, par conséquent, l'« Alien Land Law » interdit de faire un contrat de fermage entre un Citoyen et un Japonais, Etranger. In ré *Okahara* maintient qu'un contrat de fermage n'atteint pas un transfert de la propriété foncière ou d'un intérêt y compris et, par conséquent, ne viole pas la Section X.

Les principes qui ont décidé la Cour à statuer que les Etrangers inéligibles pouvaient agir comme gardiens de leurs enfants mineurs n'existent pas pour empêcher la Cour de chercher derrière la lettre du contrat et d'examiner l'esprit dans lequel il fut fait. Si l' « Alien Land Law » va atteindre quelque chose, si elle va avoir aucun effet à empêcher ce que la Cour Suprême maintient qu'elle peut prohiber, la possession de la terre par des Etrangers inéligibles pour des fins agricoles, de telles évasions ne peuvent être tolérées.

Le quatrième cas sur lequel la Cour Suprême statua fut celui dans lequel un Citoyen transféra des parts de stock dans une corporation possédant une ferme à un Etranger inéligible, comme moyens d'échapper à la loi.

Frick et Satow v. Webb et Brady (34)

Ceci est un cas amené par les appelants pour empêcher l'Attorney Général ci-dessus mentionné et l'Attorney de District d'exécuter l' « Alien Land Law » de Californie soumise par initiative et approuvée par les électeurs le 2 novembre 1920, sur les terrains qu'elle est en conflit avec la clause de « due process » et de l'égale protection du 14^e Amendement et avec le Traité entre les Etats-Unis et le Japon.

Les appelants sont résidents de Californie. Frick

(34) Voir note 21.

est un citoyen des Etats-Unis et de Californie. Satow est né au Japon de parents japonais et il est un sujet de l'Empereur du Japon. Frick est le propriétaire de vingt parts de capital stock de la Merced Farm Company, corporation organisée sous les lois de l'Etat de Californie qui possède 2.200 acres de terre fermière dans cet Etat. Frick désire vendre des parts à Satow et Satow désire les acheter. Par le plaignant, il est allégué en substance que les intimés ont menacé de et veulent faire exécuter l'Acte contre les appelants, si Frick vend tel stock à Satow, et veulent instituer un procès pour faire échoir telles parts à l'Etat comme stipulé dans cet Acte, que, n'étaient les décisions de l'Acte et les menaces, Frick vendrait et Satow achèterait le stock. Il est avéré que l'Acte est si sévère et les pénalités attachées à sa violation sont si grandes que les appelants sont empêchés d'exécuter la vente et que, à moins que la Cour ne détermine sa validité dans ce procès, les appelants seront obligés de s'y soumettre, qu'il soit valide ou non.

Les appelants demandèrent une « interlocutory injunction » pour empêcher les intimés durant la pendance de ce procès, d'instituer aucun procès pour exécuter l'Acte contre les appelants. L'application fut entendue par trois juges comme stipulé dans la Section 266 du Code Judiciaire. La motion fut repoussée et le cas en est là, en appel de cet ordre.

Dans *Porterfield v. Webb* et *Webb v. O'Brien*, décidé ce jour, nous avons maintenu que l'Acte n'est pas en conflit avec le 14^e Amendement ou avec le

Traité entre les Etats-Unis et le Japon. Dans le premier cas mentionné, nous avons maintenu que l'Acte interdit la location de terre agricole aux citoyens des Etats-Unis à un Etranger japonais et, dans ce dernier, qu'il interdit de faire un contrat de fermage entre un Citoyen et un Etranger japonais.

Le Traité n'accorde pas aux citoyens et aux sujets de l'une ou l'autre Partie, le droit de posséder, louer, user ou avoir un bénéfice d'une terre pour des fins agricoles, et quand il est lu à la lumière des circonstances et des négociations conduisant à sa consommation, le langage montre que les parties avaient respectivement l'intention de refuser l'accord de ce privilège par traité (Terrace v. Thompson *supra* et 274 Fed 241). La disposition applicable de la Section III de l'Acte est ci-après que « tous les étrangers « inéligibles peuvent... acquérir des parts de stock « dans toute corporation à qui il est permis d'acquérir, posséder, jouir de, et transmettre la terre « agricole de la manière et dans les limites et « pour les buts prescrits par tout traité... et non « autrement ».

Les provisions de cet Acte étaient limitées et comprises pour une application générale, et limitent les privilèges de tous les Etrangers inéligibles à ceux prescrits par le Traité entre les Etats-Unis et la nation ou le pays dont tels Etrangers sont Citoyens ou sujets. L'Etat a le pouvoir et l'acte met en évidence son intention de refuser aux Etrangers inéligibles la permission de posséder, louer, user ou avoir le béné-

ficé d'une terre dans les limites de ses frontières pour des fins agricoles. (Webb v. O'Brien, *supra*.)

« Comme l'Etat a le pouvoir d'interdire, il peut
« adopter telles mesures qui sont raisonnables, appro-
« priées ou nécessaires pour rendre l'exercice de ce
« pouvoir effectif. Il peut interdire le droit de pro-
« priété ou de contrôle de terre agricole direct
« ou indirect aux étrangers inéligibles. Le droit de
« *faire du commerce* donné par le Traité ne donne
« pas le privilège d'acquérir les stocks ci-dessus
« décrits. Permettre aux Etrangers inéligibles d'ac-
« quérir tels stocks serait inconsistant avec les
« intentions et les buts des parties. Nous maintenons
« que la provision de la Section III ci-dessus men-
« tionnée n'est pas en conflit avec le 14^e Amendement
« ou avec le Traité, et l'ordre en appel est confir-
« mé. »

M. le Juge McReynolds, M. le Juge Brandeis pensent qu'aucune question justiciable n'est compromise et que le cas aurait dû être repoussé sur ces bases.

De ces décisions, nous pouvons alors dire que, de l'opinion de la Cour Suprême, l'« Alien Land Law » ne contrevient pas le Traité de Commerce et de Navigation avec le Japon et aussi ne viole pas le 14^e Amendement garantissant à tous l'égalité de protection des lois, et les Etrangers inéligibles peuvent se voir refuser la permission de posséder, louer, user, ou avoir le bénéfice de terres pour fins agricoles par tout Etat.

CHAPITRE III

Le pouvoir de conclure des traités et “l’Alien Land Law”

A ce sujet, la question qu’on se pose tout d’abord est celle-ci :

Le Pouvoir qui conclut les Traités peut-il surpasser l’ « Alien Land Law » ?

La Californie a évité la possibilité de toute friction entre ses lois et les traités existants en déclarant dans la Section II que (1) :

« Tous Etrangers autres que ceux mentionnés dans
« la Section I de cet Acte peuvent acquérir, possé-
« der, jouir de, et transmettre la propriété foncière,
« ou tout intérêt y compris, dans cet Etat, de la ma-
« nière et dans les limites et dans les buts prescrits
« par tout traité maintenant existant entre le Gouver-
« nement des Etats-Unis et la nation ou le pays dont
« un tel étranger est citoyen ou sujet, et non autre-
« ment. »

Aucune stipulation n’a été faite concernant les trai-

(1) Voir Appendice G.

tés à faire à l'avenir, toutefois nous pouvons alors demander : le Pouvoir qui conclut les Traités a-t-il le pouvoir de faire un traité avec le Japon ou toute autre nation dont les citoyens sont inéligibles à la nationalisation, leur donnant le privilège d'acquérir la propriété pour des fins qui leur sont défendues par les lois des Etats ?

Premièrement, qu'est-ce qu'un traité ?

Dans un des premiers cas, Foster et al. v. Neilson (2), la Cour a défini le mot traité ainsi :

« Un traité est un contrat entre deux nations et non un acte législatif. Un traité n'affecte généralement pas lui-même le but à accomplir, en tant que son opération infra-territoriale, mais il est exécuté par le Pouvoir Souverain des partis respectifs. »

Qui est investi aux Etats-Unis du pouvoir de faire pareil contrat, et quelles limites, s'il y en a, sont imposées à ce Pouvoir ?

Certainement, personne ne niera que le Pouvoir de conclure des Traités est un des attributs de la Souveraineté indispensable pour le maintien des relations étrangères. Si cela est, qui doit l'exercer ?

Avant la Révolution de 1775, le pouvoir était exercé par la Grande-Bretagne pour et au profit des colonies. Puis les colonies déclarèrent leur indépendance. Pas un instant, elles ne pensèrent à permettre à chaque Etat de traiter séparément avec les pays étrangers, mais elles délèguèrent le pouvoir à une

(2) 2 Peters 253 (1829).

autorité centrale. Les Articles de Confédération (3) qui établissent ce point, nullement douteux, se lisent comme suit :

« *Article 6.* — Aucun Etat, sans le consentement
« des Etats-Unis assemblés en Congrès, n'enverra une
« ambassade à, ou ne recevra une ambassade de, ou
« n'entrera en accord, alliance, ou traité avec aucun
« Roi, Prince ou Etat... »

« *Article 9.* — Les Etats-Unis assemblés en Congrès ont le droit exclusif et le pouvoir de déterminer
« la paix ou la guerre (sauf dans les cas mentionnés à
« l'article 6), d'envoyer ou de recevoir les Ambassadeurs ou de faire des Traités ou Alliances... »

L'article 2 déclare que tous pouvoirs non délégués sont retenus par les Etats.

Ceci signifie, certainement, que certains pouvoirs ont été délégués et articles 6 et 9 certainement établissent qu'un des pouvoirs ainsi délégué est le pouvoir de conclure les traités. La Constitution des Etats-Unis n'a pas non plus changé le statut du Gouvernement fédéral en ce qui concerne le pouvoir de conclure des traités. »

Quoique le pouvoir ait été délégué au Président et au Sénat au lieu d'être donné au Congrès, les Etats n'ont pas présumé un seul instant que ce soit pour investir d'autres qu'une des branches du Gouvernement Fédéral. Dans la Constitution (4), nous trouvons

(3) Le 15 novembre 1777.

(4) Voir Appendice I.

les mêmes données que dans les Articles de Confédération.

L'Article 1 Section 10 défend aux Etats d'entrer en Traité, Alliance ou Confédération, et l'Article 2 Section 2, paragraphe 2, délègue cette fois le pouvoir au Président qui doit faire les traités avec les conseils et le consentement du Sénat.

Nous pouvons alors conclure que le pouvoir de conclure les traités dans les Etats-Unis est dans le Gouvernement Fédéral, d'abord comme un attribut indispensable de la Souveraineté et ensuite comme un pouvoir expressément délégué par les Etats dans la Constitution. La question que nous devons maintenant considérer est ceci : est-il un pouvoir absolu, ou y a-t-il des restrictions, et, s'il y en a, les droits des Etats affectant la propriété foncière sont-ils inclus dans ces restrictions, ou sont-ils matière propre à conclure des traités ?

Que le pouvoir de conclure des traités soit restreint par le droit international, ceci est indubitable. Un traité fait en infraction de ses principes et polices est certainement un excès de pouvoir et illégal. Il y a aussi les restrictions constitutionnelles. La Cour déclare, dans *The Cherokee Tobacco* (5) :

« Un traité ne peut pas changer la Constitution, ou
« être tenu pour valide s'il est en violation de cet
« instrument. Ceci provient de la nature et des prin-
« cipes fondamentaux de notre Gouvernement. »

(5) II Wall. 616, 620.

Mais avec l'exception de ces deux hypothèses, dont le monde, je crois, voudra bien convenir, n'y a-t-il pas des restrictions ?

Les Etats ont réservé pour eux et pour le peuple tous les pouvoirs non délégués aux Etats-Unis.

Y a-t-il des restrictions provenant de et à cause de ces pouvoirs réservés aux Etats ? Les Etats ont délégué au Gouvernement Fédéral, la juridiction exclusive de toute affaire internationale, — ils se sont réservés à eux-mêmes le droit de pourvoir au bien-être public et d'exécuter leurs pouvoirs de police.

Ce pouvoir réservé est-il une restriction de pouvoir, du pouvoir de conclure les traités ?

Le cas de *Ware v. Hylton* (6) a été la première affaire importante dans laquelle ait été impliqué un conflit entre un traité et une loi d'un Etat.

Article 4. — Du Traité de Paix avec la Grande-Bretagne stipulait que « les créanciers de chaque côté « ne trouveront aucun empêchement légal aux recouvrements de dettes. »

Un Statut en Virginie, établi antérieurement au Traité, et non révoqué, fit provision pour la confiscation des dettes, dues à des sujets britanniques, comme mesure de guerre.

Un sujet britannique fit un procès à un citoyen de Virginie pour une dette contractée antérieurement à la guerre et le débiteur invoqua le Statut ci-dessus pour sa défense.

(6) 3 Dall. 199 (1796).

Le plaignant répondit que le Statut était « un obstacle légal » et, par conséquent, une violation du Traité, et la Cour fut du même avis.

Depuis lors, un sujet de nombreux litiges a été la question du droit des étrangers à hériter sous un Traité, lorsqu'une loi d'Etat le leur défendait (7).

La plupart des Etats ont, ou ont eu, des lois interdisant aux étrangers d'hériter. D'autre part, le Gouvernement Fédéral a conclu plusieurs traités qui permettent aux étrangers d'hériter et de vendre les biens, et d'en retirer les profits.

Un des cas qui a soulevé cette discussion a été le cas de *People v. Gerke and Clarke* (8).

Ce cas est de grande importance parce que pour la première fois le pouvoir du Gouvernement Fédéral de conclure un tel Traité a été contesté. Les faits du procès sont ceux-ci : En 1828, les Etats-Unis et l'Empire de Prusse ont signé une Convention dont l'Article 14 est comme suit :

« A la mort de toute personne possédant des biens
« dans le territoire d'une des parties, si tels biens
« étaient par les lois du pays adjugés à un citoyen
« ou à un sujet de l'autre partie s'il n'était pas dis-
« qualifié par aliénation, tel citoyen ou sujet aurait

(7) *Chirac v. Chirac*, 2 Wheat. 259 ; *Orr v. Hodgson*, 4 Wheat. 453 ; *Society for the Propagation of the Gospel v. New Haven*, 8 Wheat. 465 ; *Hughes v. Edwards*, 9 Wheat. 489 ; *Carneal v. Bank*, 10 Wheat. 181.

(8) 5 Cal. 381 (1855).

« le droit de vendre ces biens et d'en retirer les profits sans être molesté. »

Le 23 août 1853, Auguste Decke, citoyen de Prusse, est mort sans testament à San-Francisco, laissant une quantité considérable de propriétés foncières. Le 14 septembre, la Cour accorda des lettres d'administration à Gerke qui vendit une grande partie de ces biens pour les héritiers absents. Clarke était un négociant. D'après les lois de Californie, ces biens devaient revenir à l'Etat et l'Avocat Général intenta un procès devant la Cour de District, citant les défendeurs à prouver pourquoi les biens du décédé ne devraient pas revenir à l'Etat. La Cour rendit un jugement pour le peuple et les défendeurs firent appel.

En déclarant que le Traité de 1826 était valide et que les étrangers, sujets de Prusse, étaient couverts par ces dispositions, la Cour déclare :

« Le langage qui donne le pouvoir de conclure des traités ne contient aucun mot de restriction. Il ne s'ensuit pas que ce pouvoir soit illimité. Mais on peut présumer qu'en dehors des prohibitions de la Constitution sur les pouvoirs du Gouvernement Fédéral, le pouvoir de conclure les traités a été donné sans le confiner à un objet particulier, sous une forme aussi plénipotentiaire que celle d'un Souverain dans toute autre société. Je ne vois aucun danger qui puisse résulter du fait de donner au Gouvernement Fédéral les pleins pouvoirs qu'il peut réclamer d'après les mots mêmes, l'intention et le sens de la concession. »

Pour une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis concluant dans le même sens que la Cour de Californie, nous pouvons citer le cas de *Geoffroy v. Riggs* (9). M. le Juge Fields, qui émit l'opinion de la Cour, déclara que le Traité de 1800 avec la France suspendait les opérations des deux statuts de Maryland, qui interdisaient l'héritage des propriétés ou biens, disant à la page 266-7 :

« Le pouvoir de conclure des traités des Etats-
« Unis s'étend à tous les sujets propres à négocier
« entre notre Gouvernement et les Gouvernements des
« autres nations. Et il est évident que la protection
« qui doit être accordée aux citoyens d'un pays
« ayant des biens dans un autre et la manière dont
« ces biens peuvent être transférés ou hérités, sont
« des sujets propres à négociation et règlement par
« consentement mutuel entre les deux pays. En même
« temps que les rapports entre deux pays différents
« augmentent, la résidence des citoyens d'un autre
« pays dans l'autre s'ensuit naturellement, et la sup-
« pression de leur incapacité à cause de leur titre
« d'étranger à tenir, transférer ou hériter des biens,
« dans tels cas, tend à provoquer des relations ami-
« cales. Cette modification a été, depuis le commen-
« cement du siècle présent, un sujet fréquent d'en-
« tente dans les traités.

« Le pouvoir de conclure des traités mentionné
« dans la Constitution est en termes illimités excepté

(9) 133 U. S. 258 (1890).

« pour les restrictions qui sont formées dans cet instrument contre l'action du Gouvernement ou des départements, et celles qui proviennent de la nature du Gouvernement lui-même et de celle des Etats. Il ne sera pas prétendu que cela s'étend jusqu'à autoriser ce que la Constitution Fédérale interdit, ni un changement dans le caractère du Gouvernement ou celui de l'un des Etats ou la cession d'une portion du territoire de ce dernier, sans son consentement. (Fort Leavenworth Railroad Co v. Lowe, 114 U.S. 525.544.)

« Mais, avec ces exceptions, on n'aperçoit pas qu'il y ait une limite aux questions qui peuvent être ajustées concernant toute matière qui est le sujet propre de négociations avec un pays étranger. »

De par ces décisions de Cours d'Etat et de la Cour Suprême, les Etrangers peuvent, par traité, disposer de leurs biens sans égard des Statuts d'Etat interdisant telle action.

Récemment, une situation intéressante surgit, concernant les oiseaux qui émigrent entre le Canada et les Etats-Unis. Le Gouvernement Fédéral comprit que, s'ils n'étaient pas protégés, ces oiseaux migrateurs seraient bientôt exterminés. Ne pouvant obtenir la coopération des Etats, le Congrès, le 4 mars 1913 (10), passa un Acte déclarant que les oiseaux migrateurs « seront désormais considérés comme étant sous la

(10) 37 Stat. 847.

« protection du Gouvernement des Etats-Unis et ne
« seront ni pris ni détruits contrairement aux règle-
« ments qui seront institués. » Par proclamation du
16 août (11), le Président autorisa et ordonna au
Département d'Agriculture d'adopter les règlements
nécessaires pour donner effet à cette disposition. Les
Cours pourtant déclarèrent cet Acte comme non cons-
titutionnel (12), basant leurs décisions sur le cas de
Geer v. Connecticut (13), qui déclare que les Etats
possèdent les oiseaux migrateurs de par leur pouvoir
souverain pour le peuple.

Le 16 août 1916, une Convention fut signée par les
Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour la protection
des oiseaux migrateurs dans les Etats-Unis et le
Canada et proclamée par le Président, le 8 décembre
1916 (14). La Convention déclara que de nombreuses
espèces d'oiseaux dans leurs migrations annuelles
traversent certaines parties des Etats-Unis et du
Canada, qu'ils ont une grande valeur en tant que
nourriture et pour détruire les insectes qui nuisent à
la végétation, mais qu'ils sont menacés d'extermina-
tion n'étant pas protégés, et qu'il fallait pourvoir à
cette protection en instituant des saisons fermées et
autres mesures de protection, et les deux Pouvoirs

(11) 39 Stat. 1792.

(12) *U. S. v. Shauver*, 214 Fed. 154 ; *U. S. v. McCullagh*,
221 Fed. 288.

(13) 161 U. S. 519.

(14) 39 Stat. 1702.

furent d'accord pour prendre les mesures nécessaires à l'exécution de ce Traité.

Le Congrès (15), conformément à cet accord, passa ce qu'on appelle « Acte pour le Traité des Oiseaux Migrateurs », et il autorisa et ordonna au Secrétaire de l'Agriculture d'adopter les règlements nécessaires pour l'exécution de cet Acte.

Le cas de *Missouri v. Holland* (16) (garde-chasse des Etats-Unis) vient contester la validité de cet Acte. Une action fut intentée devant la Cour d'Equity pour empêcher le garde-chasse des Etats-Unis d'exécuter les règlements du Secrétaire de l'Agriculture en accord avec l'Acte ci-dessus par la raison que l'acte était anti-constitutionnel parce qu'il empiétait sur les droits réservés aux Etats-Unis par le 10^e Amendement, que l'acte des défendants usurpait les droits souverains de l'Etat, et que l'Etat avait un intérêt pécuniaire comme propriétaire d'oiseaux sauvages dans son territoire. La Cour déclara que l'Article 11, section 2, paragraphe 2, déléguait le pouvoir de conclure des traités expressément, et déclarait qu'ils étaient la loi suprême du pays et dit que si le traité est valide, l'Acte l'est aussi par l'article 1, section 8 de la Constitution.

A la réclamation des Etats que ce qu'un acte de Congrès ne pouvait faire seul, en dérogation aux pouvoirs réservés aux Etats, on ne pouvait faire par traité, la Cour dit à la page 433 :

(15) 40 Stat. 755, Chap. 128.

(16) 252 U. S. 416.

« Soit que les deux cas cités (v. note 12) aient été
« décidés comme il faut, ou non, ils ne peuvent être
« acceptés comme témoignage de pouvoir du Pouvoir
« de conclure des traités. Les Actes du Congrès sont
« la suprême loi de l'État, mais seulement lorsqu'ils
« sont faits selon la Constitution, tandis que les
« traités sont déclarés ainsi, lorsqu'ils sont conclus
« sous l'autorité des États-Unis.

« Nous ne voulons pas insinuer qu'il n'y a pas de
« qualification au pouvoir de conclure des traités,
« mais qu'elle doit être constatée d'une façon diffé-
« rente.

« Le Traité en question ne contrevient aucun mot
« prohibitioire trouvé dans la Constitution. »

La Cour termine en disant que ceci est un intérêt national de grande importance qui ne peut être protégé que par une action nationale avec un autre Pouvoir et qu'il n'y a rien dans la Constitution pour l'empêcher. Le Traité et les Statuts ont été maintenus.

Nous disons pour conclure que bien qu'aucun tel traité n'existe à présent, le Gouvernement Fédéral a le droit de négocier un traité qui donnerait aux Japonais le pouvoir de posséder des terres pour des fins agricoles en Californie, ou tout autre État de l'Union et, par conséquent, peut surmonter l'« Alien Land Law » (17).

(17) Boyd, J. H. proteste contre cette opinion ; 6 *Cal. Law Review*, 279. — Note : Pour d'autres procès non cités et ayant une certaine importance, voir : *Parrott's Chinese*

Si tel Traité est conclu et si l' « Alien Land Law » est, malgré tout, exécuté, il y a deux possibilités.

Le Gouvernement Fédéral peut dire que le Traité a été violé en forme et en substance et réproucher l'Etat, ou il peut dire qu'on l'a violé en esprit seulement, se soumettre aux Statuts, assumer la responsabilité et arriver à un arrangement avec le Japon.

De toutes façons, la situation serait embarrassante assurément. Les Etats ont une obligation morale de ne pas promulguer de législation qui brouillerait le Gouvernement Fédéral avec d'autres nations et de maintenir notre honneur, quand il est engagé par traité.

L' « Alien Land Law » a été la cause d'une situation diplomatique difficile à débrouiller. Mais qu'elle n'ait causé aucune violation de notre bonne foi envers le Japon, ceci est l'opinion de la Cour Suprême.

Avant d'abandonner la question, nous voulons parler de l'obligation morale du Gouvernement Fédéral, l'une d'elles étant la contre-partie de celle des Etats.

Le Gouvernement Fédéral a l'obligation morale de ne pas conclure de traité qui puisse causer de graves dissensions dans notre Etat. Le traité que veut le Japon en causerait.

Case, 6 Sawy. 349, U. S. v. Iuonq Woo, 7 Sawy. 526; *In re Turner's Estate*, 196 Pac. 837; *Wunderle v. Wunderle* 144 Ill. 40; *Cornet v. Winton*, 2 Yerger 143 (Tenn.); *Maiden v. Ingersol*, 6 Mich. 373; *Fairfax v. Hunter*, 7 Cranch. 627; *Soon Hing v. Crowley*, 113 U. S. 703; *Blythe v. Hinckley*, (127 Cal. 431) 180 U. S. 333.

Le Gouvernement Fédéral a le pouvoir de conclure un tel traité. Qu'il trouve bon de se servir de ce pouvoir dans un avenir immédiat est peu probable.



TROISIEME PARTIE

EXAMEN CRITIQUE DES BASES SOCIALES & ÉCONOMIQUES

CHAPITRE I^{er}

Economique

Une étude des lois contre les étrangers inéligibles et des questions légales s'élevant ci-dessus, nous conduit à demander quelles sont les causes économiques, dissimulées derrière ce mouvement dans l'Ouest et, finalement, à la question de l'Assimilation. D'une question purement Californienne, cela s'est étendu à plusieurs autres Etats et a atteint une importance exigeant une étude des causes sociales et économiques, parce qu'essentiels pour bien comprendre la question.

Il y a probablement plus d'opinions en conflit sur cette phase de la question que sur toute autre, ou même sur toutes celles étudiées jusqu'ici. Il y a des chiffres et des graphiques si nombreux, employés

pour illustrer les points amenés que, à l'examen, cela étonne de voir ce qu'on peut arriver à faire dire aux chiffres. Presque tous les chiffres peuvent être employés par un antagoniste pour illustrer son propre point, si un fait est omis ou si un autre fait est ajouté.

En exemple, quelques écrivains indiquent le petit nombre de Japonais en Amérique, comme comparaison avec le nombre total d'habitants des Etats-Unis ou même en Californie. Cependant, ils oublient de dire où est massée la grande majorité, ce qui est le fait essentiel, le fait qui a provoqué la question. De plus, en exemple, un écrivain (1) plaint la destinée du Japon, la petitesse de son territoire et la grosse augmentation annuelle de sa population. Il indique qu'il y a assez de terre arable dans l'île de Hokaido pour nourrir 11.000.000 d'habitants de plus et, en Corée, 15.000.000 d'habitants de plus. La moyenne de l'augmentation annuelle des habitants au Japon, dans les dix dernières années, était de 400.000. Quelqu'un se servant de ces chiffres pour son propre avantage, pourrait bien démontrer qu'il y a dans ces îles assez de place pour supporter l'augmentation annuelle pendant soixante-cinq ans ou, s'il se sert du chiffre de l'augmentation annuelle d'aujourd'hui, qui est d'à peu près de 700.000 âmes, il y a encore de la place pour trente-sept ans. Alors, pourquoi s'inquiéter ? Le fait de savoir combien d'habitants par mille carré* ces chiffres peuvent stipuler, a

(1) Kawakami : *Japan in World Politics*, p. 57-59.

cependant été omis. Est-ce cent ou quatre cent cinquante ? Cela fait une différence. Et aussi, la décision est-elle prise pour l'augmentation annuelle de plus en plus grande avec chaque décade ?

C'est pour cette raison que nous éviterons le plus possible de nous servir de chiffres — les employant seulement là où ces chiffres sont indispensables à une étude approfondie et compréhensible de la matière. Là où il y a une différence importante, les chiffres des deux côtés dans la controverse peuvent être donnés, car ceci ne peut faire qu'une très petite différence dans les principes impliqués.

SECTION 1

Population et le "Gentlemen's Agreement"

La première question qui se présente est celle de la population des Japonais étrangers en Amérique, — comment elle a augmenté et où elle est massée. Pris comme fait isolé, le nombre des Japonais vivant en Amérique n'est pas très alarmant ; comparé avec la population totale de l'Amérique, il n'est même pas impressionnant. Le recensement de 1920 donne le nombre total de la population des Etats-Unis Continentaux comme étant de 105.710.670 et celui des Japonais 111.010 (2), légèrement plus que un dixième

(2). *Increase of Population in the United States*, Rossiter, p. 137.

de 1 p. 100. Si cette poignée de Japonais était disséminée à travers tous les Etats-Unis, il n'y aurait absolument aucun problème, mais ceci n'est pas le cas. Réellement, 85 p. 100 de la population totale est massée sur la côte du Pacifique et 70 p. 100 au moins en Californie. C'est ce fait qui a rendu la question d'un intérêt vital pour la Californie. Combien de Japonais contient-elle ? Le « State Board of Control » déclare qu'il y a 87.279 Japonais (3). L'Association Japonaise d'Amérique donne comme chiffre 78.628 et avec les 5.000 Japonais nés en Amérique actuellement, temporairement au Japon, pour compléter leur éducation, cela fait un total de 83.628. Le recensement des Etats-Unis de 1920 donne le nombre comme étant de 71.192 (4). Si nous y ajoutons les 5.000 ci-dessus indiqués, nous obtenons un total d'environ 76.000. Il y a une différence considérable, mais la différence est de très faible importance quand nous comparons ce nombre avec le nombre total de la population de Californie, qui, en 1920, était de 3.426.861. Quoique la proportion soit de beaucoup plus grande quand on la compare avec la population de la Californie, qu'elle ne l'est avec celle des Etats-Unis, elle n'est cependant pas telle, qu'elle doive suggérer que la situation est critique. Il est nécessaire de donner quelques renseignements de plus. En 1910, il y avait 41.356 Japonais en Californie et, en 1920, nous trou-

(3) *California and the Oriental*, p. 26.

(4) *Op. cit.*, Rossiter, W. E.

vons une augmentation de 90 à 110 p. 100, suivant les chiffres que nous employons. Même 90 p. 100 est un chiffre trop élevé quand nous considérons que le « Gentlemen's Agreement » avait fonctionné depuis trois ans quand les chiffres employés ci-dessus comme base, au recensement de 1910, étaient rapportés et que cet accord était fait dans le but de restreindre l'immigration. L'augmentation que nous venons d'indiquer est due à deux causes différentes, mais, en relation l'une avec l'autre, c'est-à-dire l'immigration et les naissances, cette dernière n'étant que la conséquence naturelle de la première. Comme forcément l'immigration précède la naissance, considérons-là, la première. Ceci, naturellement, soulève la question du « Gentlemen's Agreement » (5), puisque nous considérons l'affluence des Japonais après que cet accord entra en vigueur. Qu'est-ce exactement que le « Gentlemen's Agreement », et quel fut son effet sur l'immigration ? Ainsi que nous l'avons fait observer dans la première partie quand, en 1907, la situation atteignit un point critique en Californie, le Congrès prit les mesures nécessaires pour arrêter l'affluence des Japonais et, spécialement, de ceux venant de Hawaï. D'accord avec les dispositions de l'acte d'immigration, le Président, par une proclamation, exclut des Etats-Unis tous les Japonais et Coréens à qui on avait délivré des passeports pour aller à Hawaï, au Canada et au Mexique et qui, de là, venaient aux Etats-Unis.

(5) Voir Appendice D.

C'est alors que le Japon, comprenant qu'à moins qu'ils n'arrivent à un accord, tous les Japonais seraient exclus, comme l'avaient été les Chinois, entra en négociations par l'intermédiaire d'un échange de notes, notes non officielles, pour arriver audit accord. Ce sont ces notes qui constituent le « Gentlemen's Agreement », accord par lequel l'immigration doit être limitée aux non-travailleurs ou aux travailleurs qui, auparavant, étaient domiciliés aux Etats-Unis ou qui y étaient agriculteurs établis, ou qui y viennent y rejoindre leurs parents, leurs femmes ou leurs enfants (v. note).

Cet accord a-t-il été fidèlement observé par le Japon ? Cette question présente un grand intérêt pour de nombreuses raisons. Elle a d'abord un intérêt général du fait que plusieurs déclarent qu'un tel accord est plus effectif qu'une exclusion par la loi. Et, à ce sujet, nous pouvons bien comparer le Japon avec la Chine. En 1890 (6), il y avait environ 70.000 Chinois en Californie et, en 1920, nous n'en trouvons plus que 28.812, comme résultat de l'Acte d'Exclusion. Pendant ce même laps de temps, et particulièrement

(6) Rossiter, *op. cit.*, 2, p. 136-137.

Note. — Le texte n'a pas été publié, il y a donc un désaccord quant à la question de savoir s'il dit « pour rejoindre parent, femme, ou enfant », ou s'il permet l'entrée des parents, femmes, ou enfants. » En tous cas, il a été interprété dans le sens qui autorise la femme à rejoindre son mari.

depuis le « Gentlemen's Agreement », le nombre des Japonais a considérablement augmenté.

Pour les Californiens, de tels faits ont une certaine importance et l'argument ci-dessus en faveur du Japon, n'a pas beaucoup de poids.

Ensuite, il y en a beaucoup qui disent que si le « Bill » d'Immigration proposé est promulgué, il violera le « Gentlemen's Agreement ». Comme dans le cas de tout contrat, si le Japon n'a pas respecté sa partie de l'« Agreement », il est certain que l'Amérique n'est pas obligée d'observer la sienne. Nous devons donc faire une enquête approfondie pour savoir si oui ou non le Japon a tenu son engagement de l'accord.

D'après l'« Agreement », un rôle important était donné au Japon. Sujets aux conditions que tous les immigrants doivent remplir, c'est le Japon seul qui détermine quels sont les immigrants qui tombent sous le coup de l'« Agreement », et qui doivent être admis à entrer aux Etats-Unis. Quand le Japon a classé le pétitionnaire et lui a délivré un passeport, il est *prima facie* éligible à entrer et le fardeau des preuves démontrant qu'il n'est pas admissible, est laissé à la charge des Etats-Unis. Ceci est important au point de vue du classement du Japon. L'« Agreement » n'excluait que les travailleurs à part quelques exceptions dans cette classe. Mais que voulait-on dire par travailleur ? Les agriculteurs et les ouvriers fermiers y étaient-ils compris ? Les Japonais déclarent qu'ils ne l'étaient pas, que cela ne visait que les ouvriers. D'où

provenaient les immigrants avant 1907 ? Dès 1890, nous trouvons cet état de faits cités par le docteur Nitobe (7). ,

« Les Japonais de Californie ont généralement de 18 à 30 ans et ne représentent pas le moins du monde la classe ouvrière. »

Quelque vingt ans plus tard, les professeurs Jenks et Lauck, dans leur livre sur le *Problème de l'Immigration*, disent à la page 224 (8) :

« La grande majorité des immigrants, chez eux, « étaient, sans nul doute, de petits fermiers et des « ouvriers agricoles. »

Cet état de faits est confirmé par le rapport de la Commission d'Immigration qui dit (9) :

« Peut-être que 3/5 ou peut-être plus des Japonais « immigrants aux Etats-Unis provenaient des classes « agricoles 10,3 p. 100 des immigrants des neuf « dernières années (1901-1910) avaient été des fermiers au Japon, tandis que 43,5 p. 100 avaient « été des ouvriers agricoles. »

21,8 p. 100 étaient des femmes et des enfants, et le rapport continue ainsi :

« Un grand pourcentage étaient des femmes et des « jeunes enfants de fermiers et ouvriers agricoles, et

(7) *The Intercourse between the United States and Japan*, p. 184.

(8) *The Immigration Problem.*, Jenks, J. W. & Lauck, W. J.

(9) *Reports of Immigration Commission*, 23 : 8-9.

« devraient être ajoutés au pourcentage donné ci-dessus, afin d'obtenir une idée approximative du nombre relatif de la classe fermière émigrant du Japon. »

Grâce à cet « Agreement », on avait espéré que l'immigration serait restreinte, l'immigration comme elle existait, à cette époque. Quand les travailleurs étaient spécifiés — les faits semblaient faire ressortir qu'ils comprenaient les agriculteurs, puisqu'ils formaient le problème comme aujourd'hui. Maintenant, ceci n'est pas surprenant, quand nous considérons qu'en dépit du fait que le Japon est très montagneux, la population est principalement agricole, 65 p. 100 de la population étant des fermiers (10).

Cependant, beaucoup continuent à arguer que ce n'était pas cette classe que couvrait l' « Agreement ». Mais même s'il y a une question soulevée par ce fait, personne ne peut nier que cet accord était fait dans le but d'arrêter l'établissement en masses, où la concurrence avec nos classes ouvrières causait une amère haine de races. Alors, que s'est-il produit depuis 1907 ?

Le Japon ne classe pas les fermiers comme travailleurs. Si le demandeur cultive un morceau de terre de la grandeur d'un mouchoir, il n'est pas un ouvrier, et il ne doit pas être exclu de par l' « Agreement ». Techniquement parlant, ils ne sont probablement pas

(10) Abbott, J. F., *Japanese Expansion and American Policies*, p. 109.

des ouvriers, mais le fait demeure que la plus grande partie d'entre eux, puisqu'ils n'ont aucun fond, doivent, au moins au début, s'engager comme ouvriers, et même comme ouvriers agricoles, ils n'en sont pas moins des ouvriers.

Il y a aussi le fait que les fermiers composent un très grand pourcentage des immigrants de 1907, fait qui doit avoir un certain poids quant à la question du but de l' « Agreement » et l'interprétation du Japon.

Et, maintenant, devons-nous oublier les femmes, quand nous parlons des ouvriers ? A leur arrivée, et au moins pendant les premières années, elles aussi doivent travailler aux champs, et si elles ne sont pas des ouvrières dans ces conditions, le mot « travail » est un autre mot dont le Japon n'a pas encore saisi le sens.

Mais comment ces femmes entrent-elles sous le « Gentlemen's Agreement » ? L' « Agreement » a été interprété de telle façon qu'il permet à une femme de rejoindre son mari. Cela est absolument juste. Mais la plus grande partie de ces immigrants n'étaient pas mariés à l'époque de leur arrivée aux Etats-Unis. Comment a-t-on alors résolu le problème de cette situation ? D'après les lois du Japon, il n'est pas nécessaire qu'un homme soit présent à son mariage, puisqu'un mariage est effectué par la simple notification au greffier, notification qui peut être orale ou peut être faite par une pièce signée par les deux par-

ties et au moins deux témoins (11). C'est sous la provision de cette loi, que la pratique des « picture brides* » se développa. La procédure, ainsi que Kawakami l'expose, est la suivante (12) :

« Quand un homme vivant en Amérique désire se
« marier, mais est empêché, par diverses raisons,
« d'aller dans son pays, il écrit à ses parents, leur
« demandant de lui trouver une femme qui lui con-
« vient. Les parents, suivant les règles et les cou-
« tumes habituelles choisissent une personne conve-
« nable. Alors, ils font informer les parents de la
« jeune fille qu'ils désirent la demander en mariage
« pour leur fils habitant en Amérique. Les parents,
« des deux côtés, ne s'épargnent aucune peine pour
« enquêter sur le caractère, la position sociale, les
« relations de famille, la généalogie, la santé et l'édu-
« cation du jeune homme et de la jeune femme. Si
« cette enquête est satisfaisante à la fois aux parents
« de la jeune fille et à ceux du jeune homme, celui-ci,
« d'Amérique, envoie sa photographie à la jeune fille
« et il reçoit la sienne en échange. Cette « entrevue »
« par photographies satisfaisant les deux parties, le
« lien nuptial est formé au cours d'un dîner de céré-
« monie, dont le marié habitant en Amérique est natu-
« rellement absent, mais auquel assistent la mariée,
« les parents et les collatéraux des deux côtés. Ceci
« fait, les parents enregistrent le mariage devant les

(11) de Becker : *Elements of Japanese Law*, p. 249.

(12) Kawakami : *The Real Japanese Question*, p. 258-259.

« autorités compétentes, et ce mariage est considéré
« comme valide par les deux Gouvernements, Japo-
« nais et Américain. »

Le Gouvernement Américain a attaché une certaine validité à ce genre de mariage, ou il n'aurait pas autorisé la mariée à entrer en Amérique. Cependant, il est intéressant de remarquer qu'une cérémonie de mariage était néanmoins nécessaire pour l'admission de la mariée. Maintenant ou bien de tels mariages sont valables, ou ils ne le sont pas. Et, s'ils ne le sont pas, les mariées auraient dû être empêchées d'entrer aux Etats-Unis. S'il est valable, alors le mariage sur le dock était un acte inutile. Cette exception à la règle générale du mariage à l'étranger est importante. Mais encore plus important est le fait que, de 1912 à 1920, plus de sept mille nouvelles mariées sont entrées aux Etats-Unis dont six mille au seul port de San-Francisco (13). L'abus de cette pratique a conduit à la critique et à l'antagonisme et, finalement, le 17 décembre 1919, le Gouvernement Japonais annonça qu'il ne délivrerait plus de passeports à de telles mariées après le 25 février 1920 (14).

L'observation qu'il faut faire ici est assez évidente. Il ne semble ni exagéré, ni trop dur d'accuser le Japon de mauvaise foi dans l'exécution de sa part de l'« Agreement ». Quant au classement des ouvriers, vous ajoutez le fait qu'il a permis le dévelop-

(13) Voir Appendice L (Tableau 4).

(14) Voir *California and the Oriental*, p. 155.

pement de la pratique des « picture brides » permettant ainsi aux femmes de la même classe et qui, dans bien des cas, devaient devenir des ouvrières elles-mêmes, d'enfler le nombre des immigrants, nous pouvons du moins questionner l'exécution en esprit, sinon à la lettre de l' « Agreement ».

Les Japonais en Amérique protestèrent contre la restriction des « picture brides » de la part du Gouvernement Japonais, puisque les deux tiers d'entre eux étaient sans femme. En réponse à cet appel, il leur fut notifié qu'ils pouvaient retourner au Japon pour y prendre femme et que, alors, des concessions spéciales leur seraient faites. La loi limitant son séjour au Japon à trente jours, sans être obligé d'accomplir son service militaire, fut suspendue et pour ceux cherchant femme seulement, cette limite fut portée à trois mois. Des compagnies de navigation japonaises organisèrent des voyages spéciaux, et on établit un Bureau au Japon pour ceux qui cherchaient femme (15). En substitution de la méthode des « picture brides », l'arrangement nouveau obtint encore un plus grand succès puisque, en 1921, il entra plus de nouvelles mariées aux Etats-Unis qu'au cours de n'importe quel couple des dix années précédentes. Bien des personnes argueront que la pratique des « picture brides »

(15) Le plan est tellement récent que les détails ne sont pas connus du public. Pour quelques renseignements, voir «Shin Sekai» — Japanese New World, San Francisco, 11 novembre 1920.

était admissible, puisque la loi du Japon déclarait un tel mariage valide, et qu'il ne violait pas le « Gentlemen's Agreement ». Mais ceci est discutable comme nous l'avons remarqué. Mais que, qui que ce soit proclame que cette nouvelle évasion de la loi, soit une observation honnête de l'« Agreement », celui-là peut être accusé d'une manque de sincérité digne seulement d'un bieh naïf propagandiste. Le « Gentlemen's Agreement » donnait au Japon la chance d'arriver à une restriction proche de l'exclusion sans qu'elle lui soit imposée comme elle le fut dans le cas de la Chine, mais par un accord mutuel.

Le Japon a eu sa chance et il s'en est servi, — mais sa façon de l'interpréter commença bientôt à occasionner la même friction qu'auparavant.

Ensuite, à cause du plus grand nombre de femmes qui entraient aux Etats-Unis, le Japon pensa qu'il était dans son intérêt d'abolir cette pratique des « picture brides », admettant par ceci que cette pratique violait les buts du « Gentlemen's Agreement ». Et, maintenant, un nouveau système a supplanté ce premier, système qui double cette fois le nombre des femmes entrant aux Etats-Unis. Et on ose appeler cela l'observation de l'accord !

La grande importance de ces nouvelles mariées, outre le fait qu'elles sont souvent des ouvrières, est dans les pouvoirs reproducteurs de la race.

La rapidité des naissances est un gros facteur de

(16) Voir Appendice L (Tableau 3).

l'augmentation de la population, et de nombreuses discussions se sont élevées sur la rapidité de ces naissances japonaises particulièrement. Des faits seuls, nous pouvons déterminer si oui ou non, l'alarme qui régné en Californie est bien fondée. En 1910 (16), 719 seulement des naissances étaient japonaises, en 1917, elles dépassaient 4.000, en 1919, elles atteignaient 4.378. Non seulement est-il nécessaire de remarquer ce total, mais aussi la proportion des naissances totales; tandis qu'en 1910 elles représentaient seulement 2 1/4 0/0 du nombre total des naissances, en 1920 elles représentaient 7,75 0/0 et cependant les Japonais ne composaient que 2 1/4 0/0 de la population totale de la Californie. Mais il y a un autre fait qui est d'une importance tout aussi grande, sinon plus grande encore, fait que nous considérerons plus pleinement dans la section suivante, mais qui a quand même une certaine portée ici. Les Japonais ne sont pas répartis dans toute la Californie; ils se sont massés dans quelques villes et quelques districts fermiers, raison de plus pour laquelle la question a atteint aujourd'hui son point critique. (17) Dans les Comtés de Colusa, Fresno, Imperial, Kings, Los Angeles, Monterey, Orange, Placer, Sacramento, San Benito, San Joaquin, Santa Barbara, Santa Clara, Santa Cruz, Solano, Sutter, Yolo et Yuba, où est située la plus grande partie des propriétés japonaises, la proportion des naissances japonaises est encore plus grande.

(17) *California and the Oriental*, p. 38.

Dans ces Comtés, les naissances japonaises en 1919 variaient de 6 à 27 0/0 du nombre total des naissances, avec une moyenne d'à peu près 15 0/0, ce qui est presque le double du pourcentage basé sur toute la Californie et plus de six fois sa part sur les bases de la population comparée. Les chiffres eux-mêmes, en comparaison, peuvent paraître à la surface plus alarmants qu'ils ne doivent l'être en vue du petit nombre. Mais avant que cela ne cesse d'être le cas, et en vue de la rapidité de l'augmentation, il est sage de prendre des mesures préventives, ce que veut faire la Californie.

En concluant, nous pouvons dire que de notre exposé de l'immigration sous le « Gentlemen's Agreement » en ce qui concerne le classement des ouvriers, les mariées et les naissances, l'« Agreement » n'a pas été un grand succès, du moins au point de vue américain. Et gémir maintenant après une telle répudiation de l'« Agreement », quand l'Amérique se montre prête à renoncer à sa part, cela ne devrait pas faire une grande impression sur le monde.

SECTION 2.

Possessions japonaises et pouvoir économique

Jusqu'à présent, avec l'exception d'une allusion dans la discussion sur la rapidité des naissances, nous avons considéré seulement le fait que les Japonais ne sont pas répartis dans les Etats-Unis, mais que la plupart d'entre eux sont massés sur les Côtes du Pacifi-

que et particulièrement en Californie. Ici aussi le manque de répartition, leur concentration, ont fait une issue prématurée de la question. Etant donné que le pas important fait en Californie en 1920, affectait seulement la propriété foncière et tout intérêt y compris, à fins agricoles, nous pouvons conclure que les Japonais dans les villes n'étaient pas le grand problème, et nous n'avons besoin de considérer que ceux qui sont dans les communautés agricoles.

La question du droit de propriété de la terre est une question importante dans tout Etat, et comme les Cours l'ont observé, il y a toutes raisons pour que la terre ne soit pas entre les mains des étrangers, et spécialement dans ce cas où les étrangers ne seront jamais autre chose que des Etrangers. Il est juste de faire une telle distinction, et cela s'appliquera à l'avenir. Mais les Japonais possèdent et contrôlent déjà de la terre et de ce fait ils ont déjà acquis un certain pouvoir économique. C'est cela que nous voulons maintenant considérer. Au moyen de quelques statistiques, nous pouvons mieux observer la situation.

(18) Surface totale de la Californie.....	99.617.280	acres*
Tout n'étant pas terre agricole.....	71.685.836	»
Terre agricole	27.931.444	»
Terre agricole, non améliorée.....	16.541.559	
Améliorée.....	11.389.894	
		27.931.444
Terre améliorée, non irriguée.....	7.496.394	
Irriguée.....	3.893.500	
		11.389.394

(18) *Abstract of the 14 th Census of the United States,*

Occupée par les Orientaux

	Possédée	Sous bail ou contrat de fermage	Total
Japonais.....	74.769	383.287	458.056
Chinois.....	12.076	65.181	77.257
Hindous.....	2.099	86.340	88.439

De ces statistiques, nous pouvons observer ce qui suit : 28 0/0 seulement est terre agricole, et de cette terre, moins de la moitié est améliorée ou à peu près 11 1/2 0/0 de la surface totale de la Californie. Ce qui est plus, par cette division en terre irriguée et terre non irriguée, nous trouvons que 4 0/0 seulement du nombre total d'acres de la terre de Californie est irriguée.

Où sont les propriétés japonaises ? Dans les mêmes comtés où nous avons observé l'énorme augmentation des naissances japonaises, nous trouvons ce qui suit :

p. 585. *and Report of Federal Irrigation Manager*, (Frank Adams).

19)	Arpentage total		Propriétés japonaises (totales)	
	Comtés	irrigué	Possédées	Louées
	Colusa	70.000	145	22.290
	Fresno	575.000	14.005	15.905
	Imperial	425.000	803	33.470
	Kings	160.000	1.067	8.650
	Los Angeles	247.000	1.616	42.911
	Monterey	35.000	107	9.462
	Orange	65.000	250	15.921
	Placer	19.000	2.638	12.610
	Sacramento	80.000	1.550	46.096
	San Benito	7.000	88	63
	San Joaquin	120.000	17.796	51.884
	Santa Barbara	20.000		2.759
	Santa Clara	50.000	843	4.284
	Santa Cruz	1.500	343	
	Solano	5.000	678	10.865
	Sutter	45.000	790	16.691
	Yolo	60.000	109	7.537
	Yuba	15.000	171	10.910

Dans ces 18 Comtés et Butte Comté, qui ont un arpentage total de 35,089 miles carrés, moins du 1/3 du terrain de Californie est situé 64 0/0 de la terre appartenant aux Japonais, et 85 0/0 de la terre qu'ils louent à bail ou sous contrat de fermage.

(19) *Idem* p. 24.

La population, le nombre des naissances et le nombre d'acres possédés par les Japonais ne sont pas, en eux-mêmes suffisants pour avoir fait de la Question Japonaise, la question importante que nous trouvons aujourd'hui. Il a fallu d'autres facteurs, et l'un de ces facteurs, leur concentration dans cette petite portion du territoire, a joué un rôle important en amenant cette question à l'attention des Californiens, et maintenant de l'Amérique en général. Il est certain que répandus dans tous les Etats-Unis, les Japonais n'auraient jamais été un sujet d'observation quant à l'augmentation de leurs naissances, et sans doute pas non plus, quant à leurs biens. Mais concentrés comme ils le sont, les faits observés à l'égard des Japonais constituent un problème et non des moins importants est leur tenure de la propriété.

Quel est le pouvoir économique des Japonais, de la terre qu'ils contrôlent, si petite en arpentage ? Avant d'entrer dans cette phase du problème, il faut faire quelques observations. Contrairement à l'opinion généralement émise, ce n'est pas avec les ouvriers que les Japonais sont en concurrence, du moins pour longtemps, c'est avec les petits fermiers. Quand l'immigrant arrive, il faut au début qu'il se loue comme ouvrier, puisque, en général, il n'a pas d'argent. Bientôt, grâce à ses économies, et à l'aide que lui donnent les organisations japonaises, il est capable d'acquérir une petite pièce de terre, par location ou par contrat de fermage. Plus tard, il peut acheter. Une fois installé sur sa terre, il consent à travailler de l'aube

au coucher du soleil, à vivre dans la plus petite hutte et à manger la plus simple nourriture. S'il est marié ou s'il peut prendre femme, elle aussi va travailler aux champs ainsi que les enfants s'il y en a. Pendant sept jours de la semaine ils consentent bien à travailler ensemble, sans souci de la dureté du travail. Comparé avec le travail au Japon, ceci n'est pas pour eux un dur labeur. C'est dans ces conditions, que le fermier américain doit soutenir la concurrence, et il ne le peut pas. Le Japonais peut même payer un loyer plus élevé que le blanc, et malgré cela le surpasser (20). Son entraînement intense dans la culture, ainsi que sa volonté de supporter tout dur travail, d'endurer toutes privations, le placent comme producteur, sur un plan supérieur à celui de tout concurrent en Amérique.

Quand on remarque la petite portion de terre possédée par les Japonais, et leur énorme production, on ne s'étonne plus que le blanc ne puisse soutenir la concurrence. On s'étonne bien plus de l'énorme capacité des Japonais. En 1915 Yamato-Ichihashi, instructeur à l'Université de Stanford, présenta 2 tables montrant le contrôle de la production japonaise, de certains produits agricoles. Ils sont comme suit : (21)

(20) Iyenaga & Sato, *Japan and the California Problem*, p. 124.

(21) *Japanese Immigration*.

CHARTE I

**Pourcentage que les producteurs Japonais
représentent dans la totalité engagée.**

Baies	88 %
Betteraves à sucre.....	67
Produits pépiniéristes.....	58
Raisins	52
Légumes.....	46
Citrons	39
Autres fruits	36

CHARTE II

Pourcentage des ouvriers Japonais.

Baies (pickers*)	95 %
Légumes (pickers)	95
Céleri	94
Betteraves (pickers).....	88
Betteraves (sarcleurs).....	85
Raisins (pickers).....	74
Elagueurs.....	72
Fruits (pickers).....	58

Des données ci-dessus, le contrôle possédé par les Japonais sur certains produits, est très apparent. Cela était, il y a 9 ans, et avec l'accroissement de leurs propriétés au cours des dernières années, le pourcentage doit être encore plus grand.

En 1921, l'Association Japonaise Agricole de Californie, compila les données à l'égard des propriétés japonaises et la valeur des produits cultivés par les

Japonais. En comparaison avec l'arpentage total, on ne peut manquer de remarquer le pouvoir agricole actuel des Japonais en Californie. Les chiffres sont comme suit : (22)

Produits	Arpentage possédé par les Japonais	Pourcentage du total	Valeur des produits
Baies.....	6.100	91 0/0	\$ 3.660.000
Oignons.....	9.500	81 0/0	1.045.000
Asperges.....	10.300	65.40/0	1.854.000
Légumes verts.....	44.500	58 0/0	10.235.000
Céleri.....	3.000	53.30/0	660.000
Betteraves à sucre....	51.300	41.50/0	4.617.000
Melons.....	12.000	40 0/0	2.400.000
Tomates.....	7.500	39 0/0	525.000
Pépinières et Graines.	15.200	36.50/0	2.280.000
Riz.....	37.830	23.30/0	728.000
Pommes de terre....	18.500	19.50/0	3.237.000
Raisins, sur pied....	56.000	15.60/0	16.800.000
Haricots.....	40.000	14 0/0	480.000
Houblon.....	1.260	10.50/0	772.280
Maïs.....	8.000	8.80/0	320.000
Fruits et Noix, sur pied	47.500	6.50/0	5.937.500
Coton.....	13.000	4.30/0	637.000
Foin, Grains. etc....	350.000	0.0/0	2.025.000

Ces chiffres parlent par eux-mêmes, presque une valeur de 60.000.000 de dollars de produits essentiels, sinon indispensables à notre nourriture. La pleine importance de ce fait se montrerait à nous seulement en cas de crise. Si ces producteurs refusaient de produire afin d'exercer une pression, le sort de la Californie

(22) *Japanese Agricultural Association*, March, 1921.

serait très sérieux. L'entière importance de ceci n'a pas encore été vue, mais il n'est pas difficile de s'en former une opinion. Si les Japonais émigraient en masse aux autres Etats, comme ils ont menacé de le faire, quand les « Alien Land Laws » furent déclarées constitutionnelles, la perte pour la Californie serait, sans nul doute, très sérieuse. Une migration soudaine d'ouvriers, n'importe où, serait momentanément sérieuse. Mais il est bien meilleur pour la Californie de souffrir une perte temporaire, que d'être l'esclave d'une telle situation, bien meilleur de se débarrasser de la possibilité, que de mettre ses enfants en face de cette question plus tard, question qui sera alors pire et plus dure.

Quand un élément étranger quelconque à l'intérieur d'un pays, atteint un tel pouvoir économique, il est grand temps d'agir, et ce n'est pas une conjecture oiseuse que de dire qu'une telle condition dans un autre pays, n'aurait jamais été tolérée, et s'il s'était élevé, il aurait été, dès longtemps, déjà supprimé.

Quoique le commerce de la pêche n'ait pas encore exigé la mise en vigueur d'une stricte législation, des « bills » ont été proposés, et à cause de l'augmentation soudaine des Japonais dans cette industrie, pendant les quelques dernières années, il est bon de consacrer quelques lignes à cette industrie, comme une addition au pouvoir économique du Japon en Californie.

Sous le droit et le pouvoir de contrôler et de restreindre la pêche commerciale dans les eaux d'un

Etat, les Etats-Unis (Alaska), Washington, Oregon, Colombie Britannique, et le Mexique (23) en fait, tous, sur les côtes du Pacifique, excepté la Californie, ont promulgué des mesures législatives restrictives à ce sujet. Il est donc naturel que les Japonais qui se seraient probablement étendus le long de la côte, concentrent leur activité en Californie. Comme résultat le nombre des Japonais dans cette industrie de pêche est appréciable. La table suivante montre la naissance des trois groupes les plus importants dans le commerce de la pêche (24) :

1915-16		1917-18		1918-19	
Total	<u>2.758</u>		<u>3.752</u>		<u>4.393</u>
Italie.....	1.310	Italie.....	1.138	Japon.....	1.261
Etats-Unis...	1.094	Japon.....	998	Etats-Unis...	1.185
Japon.....	494	Etats-Unis...	970	Italie.....	1.152
1919-20					
Total	<u>5.087</u>				
Etats-Unis.....	1.482	29.10/0			
Japon.....	1.287	25.30/0			
Italie.....	1.227	24.10/0			

Le commerce de la pêche en Californie est considérable comme source de nourriture, et comme ressource naturelle, il est de grande valeur (25). Que cela ne doive pas être sous le contrôle d'aucun groupe étran-

(23) Voir Appendice L (Tableau 5).

(24) Statistiques du *California Fish and Game Commission*.

(25) Valeur en 1919, 26.417.743 de dollars.

ger, et spécialement d'un groupe qui sera toujours étranger, cela est incontestable. Quand on voit le pouvoir que les Japonais ont acquis dans cette industrie, en plus du contrôle qu'ils exercent sur de nombreux produits agricoles d'une importance vitale pour l'Etat, on ne s'étonne pas de l'attitude de la Californie, mais du fait que cette attitude ne s'est pas développée plus tôt.

En résumant, nous pouvons dire avec raison que du point de vue de la Californie, le « Gentlemen's Agreement » fut un fiasco, et s'il le fut là, il le fut à l'égard des Etats-Unis tout entiers, puisque c'était pour faire face à la situation en Californie en 1907 qu'il fut conclu.

L'interprétation du Japon, de « l'Agreement », quand au classement des fermiers, le fait qu'il permit les abus de ces lois pour l'obtention des mariées et son aide pour l'obtention des femmes, lorsque l'abolition des « picture brides » était faite spécialement pour arrêter l'affluence, sont autant d'évidences de la bonne foi qu'il déclare avoir apportée dans l'exécution de « l'Agreement ». Par le fait de non seulement permettre, mais favoriser l'établissement en masse d'un groupe ouvrier, il a amené lui-même la situation actuelle.

Ses sujets une fois ici, ne pouvaient être arrêtés par aucun préjudice contre eux; il leur était possible de gagner assez pour vivre, même de faire fortune. Le dur labeur en Amérique était presque nul comparé à celui du Japon. Ils acceptèrent d'être esclaves pour

avancer, et comme résultat, leur concurrence a été plus grande que celle que les Californiens pouvaient supporter. Ils devinrent un facteur important dans la production des produits agricoles de la Californie. Pour arrêter ceci avant que la situation ne soit devenue pire et, se reposant sur son droit comme un Souverain, droit de restreindre le droit de propriété de sa terre sur son territoire, la Californie adopta « l'Alien Land Law ». Par cette loi elle espère se sauver, garder pour elle-même et pour sa postérité, ses champs si beaux et si productifs.

CHAPITRE II

Assimilation

Et nous terminerons en abordant cette importante question, l'assimilation. Dans cette étude, nous distinguerons l'assimilation de l'amalgamation de la même manière que le professeur Commons, afin qu'il n'y ait aucune confusion. Faisant cette distinction, il dit (26) :

« Le terme amalgamation peut être employé pour indiquer ce mélange des sangs qui réunit deux races en une seule, tandis que l'assimilation est cette union de leurs esprits et de leurs volontés qui leur permet de penser et d'agir ensemble. L'amalgamation est une fusion de races, l'assimilation est une fusion de civilisation. L'amalgamation dépasse les efforts organisés du Gouvernement, mais l'assimilation peut être favorisée par les institutions sociales et les lois ».

Nous n'entrerons pas dans une discussion de l'amalgamation des races, car ceci une très petite par-

(26) *Races and Immigration in America*, p. 209. Chautauqua Press New-York, 1907.

tie de notre problème aujourd'hui. Il y a de sérieuses autorités pour supporter l'opinion des deux côtés, mais l'opinion prépondérante semble être que l'amalgamation est possible, si les individus des deux races sont de bons spécimens. Nous nous occuperons plutôt nous-même de considérer seulement les effets sociaux de tels mariages mixtes et leurs effets sur l'assimilation.

Cette question de l'assimilation est pour les Etats-Unis d'une importance vitale à cause de son extraordinaire situation quant à l'immigration. Avec les véritables troupeaux d'immigrants qui entrent aux Etats-Unis chaque année, si un ou plusieurs groupes d'étrangers ne peuvent pas être assimilés, doivent demeurer pour toujours des groupes isolés, tel groupe ou tels groupes doivent dès maintenant être exclus des Etats-Unis.

Dans le passé nous avons tellement besoin d'immigrants que la question de les assimiler tous, reçut très peu d'attention. Maintenant avec les étrangers formant une si grande partie de notre population, il nous faut considérer leur possibilité à l'assimilation, et quand nous commençons à restreindre grandement notre immigration, il est forcé que ce soit ceux qui sont inassimilables ou les moins assimilables qui soient les premiers exclus. Les Japonais tomberont-ils sous ce groupe ? Sont-ils une race assimilable ? Peuvent-ils être absorbés dans le creuset de la fonte qui est les Etats-Unis et veulent-ils l'être ?

A l'heure actuelle, à l'exception de quelques cas

individuels, il n'y a aucune tentative d'assimilation de leur part. Il n'y a aucun doute que les Japonais ne sont pas seuls en faute, mais le fait demeure le même. Race, religion, coutumes, idéals, langage, et préjugés, sont tous facteurs déterminants, empêchant l'assimilation. Nous ne devons pas non plus, oublier leurs organisations et le fait de la dualité de leur nationalité, tous éléments qui concordent à les rendre sujets plus loyaux du Mikado qu'à l'Amérique, dont ils désirent, jouir des privilèges.

En étudiant les immigrants japonais, nous devons garder présent à l'esprit la classe dont ils sont issus (27). Le Japon a deux classes très distinctes, séparées l'une de l'autre par un véritable gouffre. Les officiels et les officiers, les étudiants que nous rencontrons en Europe et dans l'Est des Etats-Unis sont presque tous Shizoku.* Les fermiers, ouvriers, coolies, et le bas peuple sont les Heimin,* et ce sont ceux-là que connaissent les Californiens puisqu'ils forment la masse des immigrants. Il est naturel que les immigrants de cette dernière classe, se réunissent en communautés de leur propre peuple, où ils peuvent conserver leur langue et leurs habitudes. Etant de pauvres linguistes, les difficultés qu'ils rencontrent à apprendre l'anglais seraient suffisantes pour les inciter à vivre en communautés formées de leur propre peuple, quand ce ne serait que par camaraderie. La langue maternelle est une base naturelle de l'association.

(27) Abbott, *op. cit.*, p. 12.

De plus, le préjugé de race a encore accentué leur tendance à s'isoler dans les deux cas d'habitation et de travail. Dans toutes les villes de l'Ouest, où il y a un nombre appréciable de Japonais, ils sont obligés de vivre dans un quartier spécial. Si quelques-uns arrivent à pénétrer dans un district habité par les blancs, ou ils sont repoussés, ou ce sont les blancs qui partent, socialement, on ne les considère pas comme égaux. Dans le cas de leurs occupations, ce n'est pas différent. Beaucoup des premiers immigrants étaient des domestiques. Plus tard quelques-uns furent capables de s'installer un petit commerce. Mais en dehors de ces deux occupations, leur champ d'action était limité à cause des préjugés qu'il y a contre eux. C'est alors que les nouveaux arrivants commencèrent le travail de la ferme, se réunissant en « gangs* » de Japonais. Comme la plus grande portion d'entre eux était entraînée aux travaux agricoles, ils pouvaient réussir dans leur travail en dépit des préjugés.

Mais en dehors de ces deux facteurs sur lesquels on peut dire qu'ils n'ont qu'un faible contrôle, il y a d'autres éléments qui les entraînent à se former en groupes séparés et sur lesquels ils ont vraiment un contrôle, éléments qui essaient même de les protéger contre l'assimilation. Le premier d'entre eux est la presse.

En Amérique, la presse japonaise est considérable en comparaison avec le nombre relativement restreint de leurs sujets.

(28) Quelques 110.000 en tout et, cependant, ils sont capables de supporter quinze publications, onze desquelles sont des quotidiens. (29) Le docteur Gulick va même assez loin pour dire qu'il n'y a pas d'autre groupe national en Amérique qui, en proportion de son nombre d'individus, supporte tant de publications. Ces journaux servent à conserver leurs intérêts pour le Japon et à conserver leur langue et leurs traditions.

Comme les événements sont relatés, comme ils sont interprétés au point de vue japonais, il est naturel que leurs vues soient également nationalistes et que leur cause commune les unisse. Le professeur Park en parlant de la presse étrangère aux Etats-Unis, dit (30) :

« En Amérique, comme en Europe, ce sont les traditions et la langue plus que l'allégeance politique, qui unissent les populations étrangères. »

Il n'y a aucun doute que les journaux japonais ont eu l'influence dont parle le professeur Park. Il est possible qu'il ait également raison en ce qui concerne la plupart des groupes d'immigrants, au sujet de l'allégeance politique, mais ici les Japonais semblent être l'exception. Leur allégeance politique accouplée avec leur religion ont eu une influence puissante pour

(28) Park, R. E. *The Immigrant Press and its Control*, p. 301.

(29) Gulick, *The American Japanese Problem*, p. 100.

(30) Park, R. E. *The Immigrant Press and its Control*, p. 5.

les unifier. La plupart des immigrants japonais sont des Bouddhistes, et les pratiquants de cette religion au Japon ont fait des efforts pour les conserver ainsi, en établissant des missions bouddhistes en Amérique. Dans la seule Californie, il y a plus de vingt temples. Et, en poursuivant leur propagande religieuse, les prédicateurs à la tête de ces missions ont fait appel au patriotisme, réunissant les deux, de telle sorte que le rejet de la religion signifierait déloyauté envers leur pays (31). Il n'est pas difficile de voir quel est celui des pays qu'il désigne. Qu'un tel appel ait eu du poids semble indiquer leurs sentiments à l'égard du Japon. Et aucun homme ne peut avoir une parfaite fidélité pour deux pays, spécialement quand leurs polices sont en conflit.

Et c'est à cause de cela que le dualisme de nationalité des Japonais nés en Amérique a provoqué tant de critiques. Suivant les lois des Etats-Unis (32), « toute personne née aux États-Unis est, de ce fait, citoyen des Etats-Unis ». D'après les lois du Japon, un enfant est Japonais si son père est Japonais (33). Ainsi un enfant né en Amérique, d'un père Japonais, est sujet des Etats-Unis et du Japon. Il a le droit de jouir de tous les privilèges qui sont accordés aux citoyens des Etats-Unis et, cependant, il doit fidélité au Japon. La force de cette fidélité dépendra de l'emprise que le Japon a sur lui, de sa religion, de son

(31) Kawakami, *Asia at the Door*, p. 233.

(32) Voir Appendice I.

(33) Voir Appendice J.

éducation et de l'organisation japonaise en Amérique. Le Japon n'est pas, le moins du monde, le seul pays qui suive le « *jus sanguinis* » et ses sujets ne sont pas les seuls nés Américains qui ont une double nationalité.

Mais ce cas est d'une plus grande importance quand il s'agit du Japon à cause de l'emprise qu'il a sur ses sujets et de l'impossibilité à l'assimilation des Japonais. Nous ne mettons pas en question le droit du Japon d'adopter les lois de nationalité qu'il croit dans son intérêt d'adopter ; nous donnons simplement ceci comme un fait, pour déclarer et affirmer plus fortement que les Japonais sont inassimilables.

Il est vrai que le Japon autorise l'expatriation (34), mais ceci doit être fait avant l'âge de dix-sept ans et la requête est sujette à l'approbation du Ministre des Affaires Intérieures. Si la demande n'a pas été faite avant l'âge de dix-sept ans, ou si la requête a été rejetée, le sujet ne peut être expatrié jusqu'à ce qu'il ait accompli son service militaire et, là encore, seulement si le Ministre y consent. Ainsi la loi d'expatriation ne fonctionne pas aussi facilement que quelques-uns des propagandistes voudraient que nous le croyions. Beaucoup plus important encore est le fait qu'un très petit nombre de pétitions ont été adressées au Ministère des Affaires Intérieures. Ils ne veulent pas être expatriés. Il n'est pas difficile de voir

(34) Voir Appendice K.

d'après cela que l'emprise que le Japon a sur eux et leur volonté à rester sous la tutelle japonaise, rendent les Japonais encore plus difficiles à assimiler.

Un des moyens de maintenir cette fidélité est, par l'intermédiaire de l'éducation, c'est-à-dire par des «Language Schools*» et des écoles du Japon. Les «Language Schools» ont fait l'objet d'un grand nombre de critiques et, en les discutant, on a naturellement des sentiments en conflit. C'est certainement pour le plus grand intérêt du pays que les Américains parlent plus d'une langue. Celui qui demanderait qu'on n'enseignât que l'anglais dans toutes les écoles serait certainement provincial. Mais quand une école, ou le système d'une école, sous prétexte de l'enseignement d'une langue étrangère comme telle, se sert de cette occasion pour enseigner des principes étrangers à ceux des Etats-Unis, alors une telle école doit être supprimée. Quand de tels principes sont enseignés aux enfants dès leur plus tendre enfance, avant qu'ils aient comme base les principes que nous avons adoptés pour nôtres, la question est encore plus sérieuse. Telle a été l'objection faite aux écoles de langues maintenues par les Japonais aux Etats-Unis et à Hawaï. Les Japonais étaient obligés par la loi d'envoyer leurs enfants à l'école publique de 9 heures à 3 heures. Ensuite, ils sont à l'école japonaise où, nous dit-on, on leur enseigne la langue japonaise afin qu'ils puissent parler avec leurs parents, et où les principes de l'Amérique leur sont enseignés. En 1920,

le Comité d'Investigation découvrit que le cas était tout autre et même le docteur Kuno dit (35) :

« Après les heures d'écoles, ils doivent aller à
« l'école japonaise, où ils étudient d'après des textes
« préparés pour l'usage des écoles du Japon. Ainsi
« les enfants, recevant une double dose d'éducation,
« qui est une violation de la loi physique, se voient
« inculqués deux codes de moralité et deux loyau-
« tés. »

Le docteur Gulick, un des propagateurs japonais en Amérique, parlant de la situation à Hawaï dit (36) :

« Il n'est pas à présumer que l'éducation qu'ils
« (les Japonais) reçoivent dans les écoles publiques,
« qu'ils quittent à quatorze ou quinze ans, est adé-
« quate à les préparer au droit de citoyen pendant
« les six ou sept ans après qu'ils échappent à l'in-
« fluence des maîtres américains. La plupart des
« garçons seront isolés des Américains parlant an-
« glais, ils seront principalement associés avec des
« hommes de leur propre race et absorbant, par con-
« séquent, les idées orientales quand ils approchent
« de l'âge adulte... Il faut se rappeler que, pendant
« toute la période scolaire, non seulement ils ont
« vécu dans les intérieurs orientaux, mais les Japo-
« nais de cœur ont été instruits avec diligence dans

(35) Oakland (Cal.) *Tribune*, October 1920. (Dr. Kuno, fils d'un Général dans l'Armée Impériale Japonaise, est professeur à l'Université de Californie. Il est opposé à la police japonaise en Amérique.)

(36) *The American Japanese Problem*.

« des écoles japonaises sous l'influence de maîtres
« japonais, dont beaucoup ont peu de rapport avec,
« et point de sympathie pour une institution améri-
« caine ou une civilisation chrétienne. »

En quittant l'école, un grand nombre de ces enfants partent alors au Japon pour compléter leur éducation. L'Association Japonaise d'Amérique, en 1921, donne le chiffre de ces Japonais nés en Amérique comme étant d'environ 5.000. La Ligue Japonaise Exclusion, cependant, déclare que, de 1919 à 1921, 6.649 de ces enfants furent envoyés au Japon et que, au total, il doit y en avoir de 10 à 15.000 au Japon venant de la Californie seulement. De Hawaï, il en est parti plus encore. Sans souci du nombre exact, qu'il soit cinq mille ou quinze mille, qui font leur éducation dans les écoles du Japon, le fait est qu'un nombre appréciable de nos citoyens, attachés de même par fidélité au Japon, font actuellement l'étude de ses principes au Japon, sous ses maîtres. Et leur éducation sera toujours une influence restrictive de leur assimilation. Exactement comme le Japon veut qu'il en soit.

Le sujet est bien résumé par Iyenaga (37) :

« En tout cas, le Japon ne désire pas que ses sujets
« soient naturalisés, et il ne les encourage pas da-
« vantage à perdre la conscience de leur race et de
« leur nationalité. Il en est de même observable, par
« l'esprit de l'éducation japonaise, qui est fonda-

(37) *Japan and the California Problem*, p. 186.

« mentalement nationaliste. Ceci ajouté à leur entraînement nationaliste et à leur éducation rend l'assimilation des Japonais excessivement difficile. »

Un autre facteur, et non moins important, à l'empêchement à l'assimilation est la solidarité des Japonais par leur organisation. Depuis le « labour gang » jusqu'à l'association nationale, les Japonais en Californie sont le comble d'organisation forte et effective.

Pour l'obtention de conditions de travail égales pour les immigrants, et pour les grouper en communautés de leur propre peuple, les contracteurs de travail jouèrent probablement le plus grand rôle. Avec les difficultés de langue existantes, un immigrant japonais vendant ses services individuellement aurait certainement le désavantage et serait à la merci d'employeurs non scrupuleux. Même les employeurs trouvent un grand avantage à une telle organisation, la Commission d'Immigration allant même jusqu'à dire que le « gang » système est considéré comme essentiel à la continuation de certaines industries (38).

Comme chaque « gang » a son propre territoire, il a été possible d'éliminer la concurrence entre eux. Et, à cause de leur organisation, ils ont pu, dans quelques communautés, éliminer des champs de concurrence d'autres races. Ceci n'a pas été la source de frictions la moins commune entre les Japonais et les autres ouvriers.

Ces ouvriers vivent ensemble et fournissent leur

(38) *Reports of the Immigration Commission*, 24, 18.

propre subsistance, généralement par coopératives. Etant ainsi constamment avec leur propre race, parlant seulement la langue japonaise, et s'ils lisent, lisant seulement les journaux japonais, leurs sympathies sont naturellement toutes pour le Japon. Ils ne connaissent ni l'Amérique ni les Américains et leur seul intérêt dans l'Amérique est dans le désir de gagner de l'argent. Quelle que soit l'élévation de ce sentiment quand il est opposé aux sentiments qu'ils ont pour le Japon, cet intérêt pour l'Amérique n'est pas exactement celui qu'il faut pour conduire à l'assimilation.

Dans les villes, ils ont des associations pour pousser leurs intérêts en jeu dans le travail et dans le commerce. Une forte pression est faite pour inciter les Japonais à se joindre à des associations et, de cette façon, en éliminant la concurrence entre eux, ils ont pu s'unir fortement contre ceux qui se placent sur le chemin de leur avancement.

Mais les organisations qui ont la plus grande influence, probablement la plus importante, certainement du point de vue du Japon, au sujet de rester en contact serré avec ses sujets, sont les associations japonaises (39). Les Japonais sont tous enrôlés dans des associations agricoles de district ou locales, associations groupées et contrôlées par cinq associations centrales situées dans les Ports Consulaires de

(39) *California and the Oriental*, p. 118 ; Steiner, *The Japanese Invasion*, p. 137.

San Francisco, Los Angelès, Portland, Seattle, et Vancouver (Colombie britannique). L'association centrale de San Francisco contrôle trente-neuf de ces organisations locales et, à son tour, elle est sous le strict contrôle du Consul. Leur but déterminé est celui-ci : Elever le caractère des Japonais immigrants, encourager l'association entre Japonais et Américains, encourager le commerce, l'industrie, l'agriculture et favoriser les intérêts japonais. Qu'ils arrivent en partie aux buts proposés, cela est probablement vrai, et aussi qu'ils excitent les intérêts japonais, les intérêts à la fois concernant les Japonais en Amérique et les intérêts du Japon. Le pouvoir qu'elles ont sur les membres est évident d'après le rôle qu'elles jouent. Au temps des « picture brides », un Japonais devait d'abord obtenir un certificat quant à son caractère moral et sa situation financière, de l'organisation locale dont il était membre. Ces associations jouaient un rôle important alors, comme elles le font maintenant pour obtenir des femmes par la nouvelle méthode. Elles ont aussi bien une grande influence par leur capacité à accorder ou à refuser leur aide financière. Le support moral qu'ils reçoivent du Gouvernement du Japon est évident, du fait que tous les rapports de naissances, morts, mariages et mouvements de famille, que le Japon exige de ses sujets, doit être fait par l'intermédiaire de ces associations. Ceci comprend l'enrôlement de chaque Japonais et le paiement d'une cotisation à l'association. Et, de cette façon, le Japon est, par ses Consuls et les associa-

tions sous eux, en contact constant avec ses sujets et exerce sur eux un contrôle non moins constant. Le docteur Kuno, qui désapprouve ces associations, parle de cet « *imperium in imperio*, » en mots qui n'ont rien d'incertain quand il dit (40) :

« Les Japonais ne vivent pas dans cet Etat en
« émigrants. Mon opinion est qu'ils établissent leurs
« propres plantations, introduisant leur civilisation
« particulière et gouvernementale aussi bien qu'édu-
« catrice et leurs institutions en plein milieu de la
« civilisation américaine. Par la reconnaissance gou-
« vernementale du Japon, par l'intermédiaire de
« leurs consulats, ils ont établi une sorte de quasi-
« Gouvernement dans les cités, les villes et districts
« de première importance, partout où le permet le
« nombre de la population japonaise.

« Avec la permission des consulats, ils récoltent
« les cotisations pour tous les services officiels ren-
« dus aux Japonais par ce bureau. Tous les Japonais
« qui vivent aux Etats-Unis, qu'ils soient nés dans
« ce pays, ou qu'ils soient venus du Japon, ont à
« s'occuper d'affaires, en relation avec le Gouverne-
« ment du Japon, parce que tous sont revendiqués
« comme sujets du Gouvernement japonais. Cepen-
« dant, quoique ces questions doivent être traitées
« dans les bureaux du consulat, ce bureau ne veut
« rien avoir à faire avec tout ce qui ne l'atteint pas
« par le canal du quasi-Gouvernement japonais établi

(40) *Oakland Tribune* (Cal.), October, 1920.

« dans les cités ou dans les villes de Californie et
« connus autrement sous le nom d'associations ja-
« ponaises. »

Avec l'existence de telles conditions, les propagandistes parlent encore d'assimilation.

Les obstacles à l'assimilation que nous avons jusqu'ici considérés, sont tous des forces que nous pouvons du moins modifier, sinon entièrement détruire, par la loi. Mais il y a une force et probablement le facteur social le plus important, que les lois, non seulement ne pourraient pas modifier, mais accentueraient, et cela est le préjugé de race. Le préjugé de race a sans doute joué un rôle important dans l'isolement et la réunion de ces Japonais, même dans le réenforcement de leurs organisations, depuis que cela a nécessité une action concertée.

Il ne faut pas mettre tout le blâme de cela sur les Américains. Ils ne sont pas seuls fautifs, seuls à être condamnés. Le Japon, lui-même, depuis le tout commencement de ses relations avec l'Ouest, a eu un préjugé aussi fort, sinon plus, contre les étrangers et tous deux ensemble, ils ont accentué l'incompatibilité des deux races. De plus, les préjugés du Japon ne sont pas seulement limités aux étrangers. Les préjugés inhérents à la race des Shizoku, déclarant être de souche Aryenne et Malaise, et les Heimin, le bas peuple, d'origine Mongole sont évidents. Dit J. F. Abbott, Sometime Instructor de l'Académie Impériale

Japonaise Navale (41) : « Le fossé entre ces classes, quoiqu'il ne soit peut-être pas reconnu officiellement, est certainement reconnu socialement, et la distinction entre les deux, n'est jamais perdue dans l'esprit des Japonais. Au Japon, la langue même tient compte de la différence. Pour un ouvrier ordinaire, s'adresser à un monsieur, avec les mêmes pronoms personnels et les mêmes conjugaisons que ce dernier quand il lui parle, serait le *summum* de l'insulte calculée. »

Est-il surprenant alors que le Californien qui a eu affaire particulièrement avec l'élément japonais inférieur, ne ressente pas lui-même une certaine supériorité ? Ceci n'est pas à loin près le seul sentiment en Californie, mais il est certain que la classe immigrante y a sa part. Cette distinction également est essentielle pour comprendre la différence d'attitude entre l'Est et l'Ouest des Etats-Unis. Dans l'Est, ils ne connaissent que les étudiants qui viennent pour la plupart des classes supérieures, les *Shizoku*, tandis que dans l'Ouest c'est la classe inférieure qui prédomine. Ajouté au fait de l'inégale distribution des immigrants japonais, le fait précédent compte dans une large mesure pour former les diverses opinions des Japonais.

Mais il y a une cause de préjugés encore plus grande que la distinction des classes entre les Japonais. Il y a le préjugé inhérent de race des deux peuples. C'est sous ce rapport que le mariage devient

(41) Abbott, *op. cit.*, p. 12-13.

impossible à concevoir. Iyenaga et Sato (42) croient que l'amalgamation de race n'est pas préalablement nécessaire à l'assimilation, que le mariage est impossible à concevoir s'il doit en résulter la perte de la distinction des races, et qu'il est nécessairement malheureux à cause de la difficulté d'harmoniser leurs sentiments et leurs idéals, à cause des différents antécédents. Que nous soyons absolument d'accord en cela ou non, même si nous admettons que cette amalgamation n'est pas préalablement nécessaire à l'assimilation, chose que beaucoup refuseront de faire, cela a peu d'importance. Le fait important est qu'il existe un préjugé, qui empêche l'assimilation aussi bien que l'amalgamation. Si le préjugé de race est si fort qu'il empêche l'amalgamation, si l'antipathie d'une race envers l'autre est si forte que, même avec l'aide du physique, les deux races ne peuvent pas s'entendre sur un terrain commun, comment peut-on penser les Japonais assimilables ? Et ce fait, préjugé de race de la part des deux peuples, japonais et américain, ainsi que les autres facteurs discutés, a-t-il rendu l'assimilation des Japonais impossible. Ce sentiment doit être rejeté avant que le mariage soit possible, si oui ou non, l'amalgamation doit suivre l'assimilation ; il doit aussi être rejeté avant que l'assimilation n'arrive dans les limites du possible.

Prenons maintenant la question des mariages entre étrangers et voyons quelle est l'attitude actuelle des

(42) *Op. cit.*, p. 155-162.

Japonais et des Américains en face d'une telle union. Le docteur Steiner donne probablement l'étude la plus complète de ce côté du problème (43). En lisant sa discussion, on est frappé par l'existence de l'infranchissable barrière qui entrave de tels mariages. Les deux races sentent que ceux qui ont contracté une telle union, avec des individus de l'autre race, ont, de ce fait, abaissé le niveau de leur situation sociale. Généralement, c'est la femme qui doit en souffrir, quoique au Japon, les hommes aussi éprouvent certaines difficultés. Si une femme japonaise épouse un étranger, elle est regardée comme inférieure par sa famille et rejetée par ses amis. Si, au contraire, la femme est née américaine, non seulement elle est repoussée par ses amis, mais, de plus, on lui assigne une place dans le système familial japonais, encore plus basse que celle d'une femme japonaise. Lawton, dans son « Empires of the Far East », dit (44) :

« Pour quiconque veut se donner la peine d'enquêter, les faits sont probants, sans l'ombre d'un doute, que les mariages mixtes, dans lesquels la femme est de race blanche et l'homme oriental, doivent s'attendre à une misère inéluctable, misère invariablement confinée dans la part malheureuse de la femme. »

Le mari, lui aussi, a été reconnu comme ayant souffert en résultat d'un mariage mixte. Le docteur Stei-

(43) *Op. cit.*, p. 149-174.

(44) Vol. 2 p. 761-763.

ner cite un cas qui montre particulièrement l'attitude des Japonais, cas dans lequel un membre de la noblesse épousa une étrangère. Quand ceci fut connu, il fut dépossédé de son titre de noblesse parce que « son mariage mixte était une injure au prestige de la noblesse japonaise » (45). De telles strictes mesures de la part du Gouvernement Japonais montrent clairement son attitude. Si l'on ajoute à ceci la flétrissure sociale, il ne peut y avoir aucun doute, aussi bien à l'égard de l'homme que de la femme, sur la défaveur d'un tel mariage au Japon.

Le sentiment n'est pas différent en Amérique et, quoique le sentiment à l'égard de tels mariages soit plus amer en Californie qu'en toute autre partie, en général, de telles unions sont désapprouvées. Les difficultés de la vie que les couples mariés doivent regarder en face, avec le fait qu'ils sont de races différentes, tout cela n'est rien en comparaison de la condamnation de l'opinion publique.

Même si le mariage devait suivre l'assimilation comme Kawakami (46) et d'autres le proclament, comment pouvons-nous assimiler jamais une race dont les sentiments à notre égard et les nôtres au leur sont de telle antipathie et de telle supériorité de race ?

Du point de vue américain, il y a une raison pour laquelle le sentiment n'existe pas au Japon. Les Japo-

(45) *Op. cit.*, p. 156-157.

(46) *American-Japanese Relations*, p. 157-158.

nais se sentent supérieurs à toutes les races, même aux Chinois et aux Coréens qui sont de la même couleur. Pour eux, c'est la race de Yamato, qui est la race suprême. Cela est leur point de départ. Cela n'est pas le cas en Amérique. Nous sommes formés de nationalités trop nombreuses pour qu'il en soit ainsi. Notre antipathie est basée en grande partie sur la couleur. Et n'était le fait que les Asiatiques ne peuvent jamais passer inaperçus en Amérique, ce sentiment n'existerait pas à ce degré. Il est vrai que nous sommes attachés par les liens du sang, les coutumes et les traditions, aux immigrants d'Europe, et, naturellement, nous ne voulons jeter aucun discrédit sur ceux avec lesquels nous avons tant de choses en commun. Mais même s'il n'en était pas ainsi, la couleur et les caractéristiques physiques des Japonais, qui les distinguent tellement des Européens, nous inciteraient à jeter le discrédit sur eux. (47) Le docteur Park dit :

« Ce n'est pas parce que les Nègres et les Japonais sont constitués si différemment qu'ils ne sont pas assimilés... Le Japonais n'a pas la bonne couleur. Le fait que le Japonais porte dans son corps une marque de race absolument distinctive, qu'il porte pour ainsi dire un uniforme de race, tout cela le classe. Il ne peut devenir un individu quelconque et non distinguable dans la masse cosmopolite de la population. »

(47) Park, R. E. : *Racial Assimilation in Secondary Groups*. (Amer. Journ. Soc.), 19, 610.

La reconnaissance de cette différence leur enlève naturellement les quelques occasions d'assimilation qu'ils pourraient avoir.

Leur concurrence et leur idéal de vie inférieur, intensifient l'animosité et ils sont forcés de s'isoler. Pourtant, ils ne trouvent pas, pour la plupart, que ce soit trop dur, puisque leurs tendances naturelles dues à la langue, à la religion et aux traditions est de s'unir à part en groupes formés de leur propre peuple. Le Japon, alors, trouve plus facile de les surveiller et de les contrôler, et il est récompensé par leur complète fidélité à lui. Dans ces circonstances et avec l'existence de telles conditions, l'assimilation est impossible.

CHAPITRE III

Conclusion

De notre examen de la situation dans les Etats de l'Ouest, spécialement en Californie, il appert même au très simple observateur, qu'il s'est élevé un sérieux problème, problème qui doit être résolu dans le plus proche avenir. Beaucoup objecteront qu'il n'y a pas de bases réelles pour nécessiter des mesures législatives aussi sévères que celles qui ont été prises, qu'il n'y a pas de « Péril Jaune ». Mais ils ne peuvent nier que ces mesures ont été prises, qu'elles ont déterminé des protestations de la part des Japonais, et qu'elles ont tendu nos relations diplomatiques avec le Japon. Comment faut-il solutionner la question ? Depuis la dernière guerre, il en est peu qui voudraient parler d'une guerre comme moyen de solution. Nous ne pouvons pas davantage songer à une solution arbitraire. La question de l'immigration et celle des droits de propriété des étrangers à l'intérieur d'un pays ne sont pas encore des sujets qu'une nation soumettra à des juges impartiaux. Il nous faut donc

trouver d'autres procédés de solution. Mais, d'abord, quelle va être notre police ?

Que ferons-nous ? Permettrons-nous aux Japonais d'entrer aux Etats-Unis sur le même pied que les Européens, et leur permettrons-nous de devenir des citoyens, comme il a été souvent suggéré ? Permettrons-nous aux Japonais d'immigrer et, alors, imposerons-nous des restrictions à ces immigrants, comme nous le faisons maintenant ? Ou les excluons-nous simplement ?

Cela est un fait certain, nous ne pouvons pas continuer à admettre les Japonais chez nous, et, après leur arrivée, limiter leur champ d'actions. Bien que nous puissions agir ainsi d'après la Constitution, quoique la liberté individuelle soit une excuse valable, il ne semble pas que ce soit le motif le plus élevé à suivre. Nous avons été obligés d'agir ainsi maintenant. Mais continuer à suivre cette même politique, cela est autre chose. Par une telle action, nous ne faisons pas face à ce problème loyalement, mais nous repoussons simplement la question à plus tard. Et ceci ne serait qu'un soulagement temporaire pour la Californie et cela n'apporterait aucune satisfaction au Japon.

Et nous ne pouvons cependant pas non plus ouvrir nos portes aux Japonais, comme nous les avons ouvertes aux Européens. Accroître l'animosité contre les Japonais serait la pire folie, et ce serait juste le pas nécessaire pour que la haine qui existe actuellement se changeât en actes de violences, et les complications

qui en découleraient à l'intérieur et internationalement ne feraient qu'aggraver la situation.

L'une ou l'autre des deux solutions comporte le même problème que celui que nous avons aujourd'hui, établissements en masses et frictions entre deux races en concurrence. A ce sujet, nous pouvons citer Roosevelt que les propagandistes du Japon ont souvent cité, pour montrer qu'il favorisait la naturalisation des Japonais, et qu'il condamnait une trop hâtive législation anti-étrangère des Etats. Il n'est que juste que nous complétions le paragraphe, sinon la phrase qu'ils citent. Parlant d'une telle législation, Roosevelt dit (48) : « Une telle action ne peut, en aucune manière produire d'heureux effets sur le seul sujet qui peut jamais causer du trouble entre le Japon et les Etats-Unis — l'établissement en masse par des individus des deux nations. Une telle immigration est la seule chose qui puisse jamais causer des troubles entre les deux peuples et, si elle est permise, il est absolument certain que les troubles surviendront. » Après avoir spécifié que les classes à qui l'on permettait d'entrer et le traitement qui leur était accordé, devait être fondé sur des bases réciproques, il continue ainsi : « Mais il est indispensable à l'intérêt des deux nations, qu'aucune n'admette les ouvriers d'industrie ou de commerce, ou engagés dans le petit commerce de l'autre, car aucune des deux nations n'est encore prête à admettre un tel établis-

(48) *Fear God and Take Your Own Part*, 299-300.

sement en masse, et rien, sinon un grave tort ne peut résulter d'une telle permission.

C'est dans cette intention, diminuer le nombre de ceux qui s'établissent en masse que, en 1907, les Etats-Unis ont promulgué le « Gentlemen's Agreement ». Le Japon savait que, s'il ne trouvait aucun moyen de sortir de la difficulté, le résultat serait éventuellement une très stricte exclusion. Le moyen d'en sortir fut cet accord. Ainsi que nous l'avons observé depuis, il a observé les termes explicites de cet accord, mais il a bien voulu ignorer l'esprit qui se trouvait derrière — la véritable cause qui nécessitait l'« Agreement » — établissement en masse et les troubles en résultant, exactement comme le prédisait Roosevelt. Maintenant, il voit le même problème, bien en face, l'exclusion. Avec un peu plus de loyauté de sa part, la situation de l'heure actuelle lui aurait été épargnée.

Les propagandistes et, parmi eux, les prédicateurs, les plus grands parmi ceux qui, au monde, causent les troubles, proclamant leur éternel « ne faites pas comme je fais, mais comme je vous dis de faire » demandent, à grands cris, « un peu de justice, un peu de traitement humain, pour nos frères jaunes, luttant contre la faim ». Et, ici encore, je citerai Roosevelt, qui dit (49) : « Je crois au nationalisme comme étant l'absolu précurseur de l'internationalisme. Je crois au patriotisme comme étant l'absolu

(49) *Idem*, 344.

précurseur du plus large Américanisme. Je crois à l'Américanisme parce que, à moins que notre peuple ne soit d'abord de bons Américains, l'Amérique ne peut accomplir que peu ou rien qui vaille d'être accompli pour le bien du monde et de l'humanité. »

Oui, nous croyons à la justice, aussi. Mais, pour être justes, par où devons-nous commencer ? Oublierions-nous nos enfants et les enfants de nos enfants pour veiller sur les couvées d'une race que nous trouvons déjà incompatible avec la nôtre ? Parce qu'ils produisent plus d'enfants que ne peut en nourrir leur pays, devons-nous sacrifier notre avenir à leur surplus ? Ce monde doit-il être un monde de portes ouvertes, en commençant par l'Amérique naturellement, avec une course pour le contrôle par la reproduction de son espèce et à lui le monde qui procrée le premier et le plus ? Est-ce là la justice ? Suivre les demandes de ces « humanitaires » serait chercher et mériter le ridicule et le dédain de toute la postérité. La politique que nous avons prise et que nous sommes déterminés à maintenir n'est pas d'un égoïsme national, mais elle est la conservation de nous-mêmes et quelle que soit l'élévation des motifs qui peuvent nous faire agir, nous ne pouvons perdre cet instinct.

Ei, à l'égard de la justice, est-ce que réellement le Japon demande cela ? Veut-il le privilège pour un principe, pour tous ceux d'Asie, de Chine et de Corée, race qu'elle appelle « éteinte » ou bien est-ce simplement pour lui-même parce qu'il sent sa grandeur en tant que Puissance Mondiale ? A-t-il lui-même ainsi

rendu la justice à ses voisins pour qu'il puisse se dresser et employer ce terme ?

Si cela était la justice, et si nous devions ouvrir toutes grandes nos portes, insoucieux de l'avenir, où cela nous conduirait-il ? A l'heure actuelle, nous avons chaque année plus d'un demi-million d'immigrants. Avec nos barrières abaissées pour admettre les Asiatiques, où cela nous conduirait-il ? Dans quel proche avenir ceux qui sont nés sur notre sol, seraient-ils obligés de se retirer d'une concurrence à laquelle ils ne pourraient plus faire face ? Une telle spéculation est du temps perdu.

Le Congrès (50) a déjà adopté des mesures restrictives et il ne sera pas longtemps avant qu'il limite l'immigration à un minimum, si même il ne l'arrête pas entièrement. Le Congrès fait ses plans pour agir ainsi, et en restreignant l'immigration, il est tout naturel qu'il commence par éliminer ceux des immigrants qui ne peuvent devenir citoyens ou ne peuvent être assimilés. L'exclusion des Japonais est la seule solution, — non à cause d'aucune supériorité de notre part — mais à cause des différences de races, de leur puissance compétitive due à un long héritage de longues luttes et, ultérieurement, pour notre propre conservation.

Mais si nous devons en arriver à l'exclusion et que cela soit fait par un acte du Congrès, comme il l'a été proposé, cela semble bien peu diplomatique. Il ne peut

(50) Voir Appendice M.

être nié que nous ayons le droit de le faire. La réglementation de l'immigration est un des droits fondamentaux d'un souverain et, d'après notre Constitution, c'est le Congrès qui a le pouvoir d'exercer ce droit pour la nation. Le Congrès peut même surpasser un traité sur un tel sujet, comme il le fut prouvé dans le cas de la Chine. Mais c'est autre chose de savoir si nous devons agir de la même manière à l'égard du Japon. Nous avons affaire ici à une forte Puissance, renommée pour son orgueil national, et consciente de sa race, et qui sent que, ici, son honneur est en jeu. Que cette question d'honneur soit ou non exagérée, cela ne nous concerne pas. Les faits seulement nous intéressent. Il faut trouver une solution et le mode de solution qu'elle semble appeler est celui d'un accord réciproque entre les Etats-Unis et le Japon. Nous pourrions arriver au même résultat, l'exclusion, et, en ce qui concerne les Japonais, ce résultat serait atteint d'une façon plus satisfaisante pour lui. Le fait que le Congrès considère actuellement une aussi stricte mesure devrait être d'un grand poids pour négocier et conclure un tel Traité.

Quelles seraient les dispositions que contiendrait un tel Traité? Il devrait stipuler l'exclusion absolue des citoyens d'un pays de l'autre, à l'exception de certaines classes exemptées, à savoir : agents diplomatiques, consuls, officiers d'immigration, étudiants, hommes engagés dans un travail international, et touristes pour leur santé ou par agrément.

Il devrait stipuler aussi que, dans dix ans, la ques-

tion sera de nouveau considérée. Si, à cette époque, ou dans un certain avenir, le Gouvernement des Etats-Unis trouvait que les conditions lui permettent d'agir ainsi, toute la législation affectant les étrangers serait abrogée et le Japon se verrait accordé, pour ses sujets en Amérique, le traitement de la nation la plus favorisée, pour tous les droits civils, sauf pour le droit de naturalisation ; en retour de ce privilège, le Japon accorderait de relever tous les sujets nés en Amérique de parents japonais de leur allégeance au Japon.

Nous ne pouvons parler d'abroger l' « Alien Land Law » aujourd'hui, ni dans un proche avenir. Il semble décidé par la Cour Suprême que le Gouvernement Fédéral puisse le faire par Traité. Il est évident que le Gouvernement Fédéral ne le fera pas ou alors notre examen du sentiment dans l'Ouest a été fait en vain. Un tel pas serait le plus néfaste quant à ses conséquences et le plus injuste quant au peuple affecté par les colonies de Japonais. La situation, aujourd'hui, atteint son point le plus aigu, plus à cause de la ségrégation des Japonais que pour toute autre raison. Si les Japonais sont exclus, la situation existant actuellement, se liquidera sans nul doute d'elle-même. Et il est certain que cette opinion est fondée par le cas des Chinois. W.S. Rossiter dit (51) :

« Quoique, au début, la plupart des Chinois de ce

(51) *Op. cit.*, p. 135.

« pays fussent massés sur les côtes du Pacifique, il y
« eût, de leur part, une tendance constante à étendre
« leur lieu de résidence. Aujourd'hui, il ne réside en
« Californie qu'environ 40 p. 100 du nombre qu'il y
« avait en 1887 et le ressentiment contre eux est prati-
« quement nul. »

Et à ceux qui arguent que les Japonais, à cause de leur ambition, diffèrent des Chinois, nous pouvons répondre que les plus ambitieux émigreraient sans nul doute vers les Etats où la législation leur est le plus favorable, et ceci allégerait la situation. Dans un certain temps, le problème d'aujourd'hui serait oublié, à moins qu'ils ne continuent la même police de colonisation par l'établissement en masse de ses sujets.

En ce qui concerne le droit de naturalisation, ceci devrait être excepté jusqu'à ce que nous soyons prêts à admettre au droit de citoyens tous les Asiatiques. Si le Japon réclame ce privilège comme un droit, il est difficile de maintenir qu'il a plus de droits réels que les autres nations.

Il réclame ce droit comme étant celui d'une Puissance Souveraine, mais, par cela, il veut dire une Puissance forte ou mondiale, car il ne voit aucune raison pour laquelle la Chine, par exemple, se verrait accorder le même privilège. Si nos objections étaient basées sur la force d'un Pouvoir, son argument alors serait valable. Mais ici tous les Asiatiques sont concernés sans distinction de force, et il semble très improbable que nous veuillons les naturaliser

d'ici bien des années. L'opinion et les sentiments en Amérique sont contre toute la race jaune et il faut surmonter ce préjugé de race avant que le Congrès ne puisse entreprendre de mettre une telle mesure en action, avec quelques chances de succès. A la protestation du Japon d'être classé avec les Chinois, les Coréens et même les Nègres, quand on considère le préjugé de race, à cause de son sentiment de supériorité intellectuellement et comme Puissance militaire, nous pouvons dire que, en les mettant tous dans la même classe, nous ne soulevons aucune question d'égalité ou de supériorité, nous parlons d'un préjugé de race comme d'un fait en lui-même, et tant qu'il existe, ils seront tous considérés comme appartenant à la même catégorie.

Il faut que le Japon soit raisonnable, il faut qu'il se rende compte qu'il est lui-même grandement fautif et que, en survenant à la pressante nécessité de trouver une échappatoire à sa surpopulation, il a oublié de rechercher quels seraient les résultats probables.

L'inévitable est arrivé. Le Japon se trouve maintenant en face d'une situation que lui-même a créée, et que lui seul aurait pu empêcher, puisque le « Gentlemen's Agreement » mettait exclusivement entre ses mains le pouvoir de déterminer quels étaient les immigrants qui pouvaient entrer aux Etats-Unis d'après les stipulations de l'« Agreement ». Que le Japon se soit ou non acquitté de cela honorablement, laissons chacun juger par lui-même et d'après les faits.

Si cela n'a pas été, et c'est là la conclusion que nous suggère notre analyse, il ne peut pas se plaindre d'une violation de l'accord, à la fois au point de vue d'un contrat non respecté, et à cause d'un pouvoir réservé dans le « Gentlemen's Agreement », comme le décrit Roosevelt (52). Il dit :

« J'ai obtenu un arrangement avec le Japon par lequel les Japonais eux-mêmes empêchaient toute immigration dans notre pays de leur peuple ouvrier, cela étant distinctement compris que, s'il y avait une telle immigration les Etats-Unis promulgueraient aussitôt une loi d'exclusion. »

Le Japon soutiendra sans doute que ce pouvoir réservé n'existe plus, mais le contrat n'a pas changé, et comme le Japon a nettement violé cet accord, l'exclusion doit être son destin.

Il n'a maintenant que deux portes ouvertes. Il peut conclure un Traité d'exclusion ou se soumettre à cette extrémité par un acte législatif qui lui sera imposé. Par la première méthode, il peut, sans nul doute, obtenir de meilleurs avantages et maintenir son prestige en Asie et son prestige comme Puissance mondiale. Mais s'il veut s'y résoudre, il lui faut agir vite.

Le Japon a déjà fait une première erreur qui lui a peut-être fermé la route à tout accord par Traité,

(52) *Autobiography*, p. 411 et seq. (Il y en a qui disent que ce pouvoir réservé a été sacrifié par le Traité de 1911, et Roosevelt parmi eux.)

Quand le Japon, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Hannihara, son représentant diplomatique à Washington, envoya la note récente, prévenant le Gouvernement Américain que si le « Bill » d'Immigration proposé était promulgué comme loi, de « graves conséquences » pourraient en résulter, ils ne parlaient ni à la Corée d'autrefois, ni à la Chine et, pour le Sénat, qu'une nation quelconque ose tenter de lui dicter des ordres en matière législative, cela est une question de sa propre autorité, et pour les Etats-Unis, une question de son Pouvoir.

Cependant, nous espérons que la question ne se terminera pas d'une façon si brutale, comme résultat d'une action trop précipitée de la part du Japon ou du Congrès et que tous deux verront l'avantage qu'il y a à arriver à l'exclusion — ce qui est, tôt ou tard, inéluctable — par un accord mutuel, ainsi que nous l'avons suggéré, comme étant le seul moyen de résoudre le problème d'une façon définitive.

Mais si, au récent quasi-ultimatum peu diplomatique du Japon, le Sénat américain répondait maintenant par le vote de cette loi d'exclusion, le Japon aurait perdu une belle occasion de faire par Traité ce qu'il sera obligé d'accepter par notre volonté.

Note. — Personne ne peut manquer de remarquer la différence entre l'attitude du Japon vis à vis des Etats-Unis et la Grande-Bretagne, son ancienne alliée, dont les colonies ont des lois affectant le Japon, semblables, sinon plus dures que celles des Etats-Unis.

APPENDICE A

Extraits du Traité de Paix et d'Amitié entre les États-Unis d'Amérique et l'Empire du Japon le 31 Mars 1854 ⁽¹⁾

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Empire du Japon désirant établir entre les deux nations une amitié ferme, durable et sincère, ont résolu de fixer d'une manière claire et positive au moyen d'un traité ou d'une convention générale de paix et d'amitié les règles qui, à l'avenir, devront être mutuellement observées dans les relations entre les deux pays respectifs. Dans ce but très désirable, le Président des Etats-Unis a conféré les pleins pouvoirs à son envoyé M. C. Perry, Ambassadeur spécial des Etats-Unis au Japon, et l'auguste Souverain du Japon a donné pleins pouvoirs similaires à ses envoyés Hayashi, Dat-gakuno-Kami, Ido, Prince de Tsushima, Izauwa, Prince de Mimasaka, et Udonno, membre de la Direction des Revenus, et les envoyés, après avoir échangé lesdits pleins pouvoirs et dûment considéré les prémices, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

ARTICLE I

La paix sera parfaite, durable et universelle, l'a-

(1) Cf. 11 Stat. 597.

mitié sincère et cordiale, entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part, et l'Empire du Japon d'autre part, et entre leurs peuples respectivement, sans exception de personnes ou de lieux.

ARTICLE II

Le port de Shimoda dans la Principauté de Itzu et le port de Hakodate, dans la Principauté de Matsu-maï sont garantis par le Gouvernement Japonais comme ports ouverts aux navires américains, où ils pourront s'approvisionner en bois, eau, provisions de bouche et charbon et tous autres articles que la nécessité peut demander, considérant que les Japonais les possèdent.

ARTICLE VII

Il est entendu que les vaisseaux des Etats-Unis allant dans des ports qui leur sont ouverts auront l'autorisation d'échanger la monnaie, l'or et l'argent et tous articles marchands contre d'autres articles marchands suivant les conditions qui seront établies temporairement par le Gouvernement Japonais à cet effet.

Il est stipulé, d'autre part, que les navires des Etats-Unis auront l'autorisation d'emporter tous les articles qu'ils ne désireront pas échanger.

ARTICLE IX

Il est entendu que si, dans quelque avenir que ce soit, le Gouvernement du Japon donnait à toute autre nation ou nations des privilèges et avantages qui ne sont pas ici inclus accordés aux Etats-Unis et à leurs citoyens, ces mêmes privilèges et avantages seront accordés de même aux Etats-Unis et à ses citoyens, sans consultation et sans délai.

APPENDICE B.

Extraits du Traité de Commerce et de Navigation entre les États-Unis et l'Empire du Japon, le 29 Juillet 1858 (1)

Le Président des Etats-Unis d'Amérique et sa Majesté le Taikum* du Japon, désirant établir sur des bases fermes et durables les relations de paix et d'amitié existant heureusement actuellement entre les deux pays et de sauvegarder les meilleurs intérêts de leurs citoyens et de leurs sujets, en encourageant, facilitant et régularisant leur industrie et leur commerce, ont résolu de conclure un Traité d'Amitié et de Commerce en cette vue, et ils ont, en conséquence, nommé leurs plénipotentiaires, c'est-à-dire :

Le Président des Etats-Unis, son Excellence Monsieur Townsend Harris, Consul Général des Etats-Unis d'Amérique à l'Empire du Japon, et Sa Majesté le Taikum du Japon, Leurs Excellences Inoye, Prince de Sinano, et Iwase, Prince d'Hyogo :

Qui, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les Articles suivants et les ont acceptés.

(1) Cf. 12 Stat. 1051.

ARTICLE I

A dater de ce jour, la paix perpétuelle et l'amitié régneront entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Taikun du Japon et ses successeurs.

Le Président des Etats-Unis peut nommer un agent diplomatique pour résider dans la ville de Yedo, des consuls et des agents consulaires pour résider dans un quelconque des ports ou dans tous ceux du Japon ouverts au commerce américain, suivant ce traité. L'agent diplomatique et le consul général des Etats-Unis auront le droit de voyager librement dans n'importe quel port de l'Empire.

Le Gouvernement du Japon peut nommer un agent diplomatique pour résider à Washington, un consul ou des agents consulaires pour un quelconque ou tous les ports des Etats-Unis. L'agent diplomatique et...

ARTICLE II

Le Président des Etats-Unis, à la requête du Gouvernement Japonais, agira en médiateur ami dans telle question ou différend qui peut s'élever entre le Gouvernement du Japon et les Puissances Européennes.

Les navires de guerre des Etats-Unis rendront librement aide et assistance à tels navires japonais qu'ils sont susceptibles de rencontrer en pleine mer, autant que cela peut se faire sans compromettre la neutra-

lité, et tous les consuls américains résidant dans les ports visités par des navires japonais leur donneront également l'aide amicale permise par les lois des contrées respectives dans lesquelles ils résident.

ARTICLE III

En addition des ports de Shimoda et Hakodate ; les ports et les villes suivants seront ouverts : Kanagawa, Nagasaki, Niigata, Hyogo.

ARTICLE V

Toute monnaie étrangère aura cours au Japon et sera acceptée en échange de sa valeur correspondante en poids de la monnaie japonaise de même espèce. Les pièces de toutes espèces (à l'exception de la monnaie de bronze japonaise) pourront être exportées du Japon ainsi que l'or et l'argent étranger non monnayés.

ARTICLE VI

Les Américains coupables d'offenses contre les Japonais seront jugés par une Cour Consulaire Américaine, et s'ils sont coupables punis suivant les lois américaines. Les Japonais commettant des offenses contre les Américains seront jugés par les autorités japonaises et punis suivant les lois japonaises.

**Règlementations du Commerce Américain
au Japon**

Septième Réglementation

Les droits doivent être payés au Gouvernement Japonais, sur toutes les marchandises entrant dans le pays, d'après les tarifs suivants :

1^{re} CATÉGORIE. — Tous articles de cette catégorie sont exempts de droits, or et argent, monnayé ou non, vêtements en usage, ameublement et livres imprimés ne devant servir à la vente.

2^e CATÉGORIE. — Un droit de (5) cinq pour cent doit être perçu sur les articles suivants :

Tous articles employés dans la construction, réparation, vaisseaux, charbon, timbres, riz.

3^e CATÉGORIE. — Un droit de (35) trente-cinq pour cent sera perçu en toute liqueur, spiritueux.

4^e CATÉGORIE. — Toute marchandise non comprise dans les catégories précédentes paiera un droit de (20) vingt pour cent.

Toute marchandise de production japonaise, exportée comme cargo, paiera un droit de (5) cinq pour cent, à l'exception de l'or et de l'argent, des pièces de bronze et du cuivre en barres. (5) Cinq ans après l'ouverture du port de Kanagawa, les droits d'importation et d'exportation seront soumis à une révision si le Gouvernement Japonais le désire.

APPENDICE C

**Extraits du Traité de Commerce
et de Navigation
entre le Japon et les États-Unis d'Amérique
du 22 Novembre 1894 ⁽¹⁾**

Sa Majesté l'Empereur du Japon et le Président des Etats-Unis d'Amérique étant également désireux de maintenir les relations de bonne entente qui existent heureusement entre eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et étant convaincus que cette fin ne peut être mieux accomplie que par la révision des traités existant déjà entre les deux pays ont résolu de compléter cette révision, basée sur des principes de justice et d'intérêt mutuel et pour cette fin ont nommé comme plénipotentiaires... qui... sont tombés d'accord sur les Articles suivants :

ARTICLE I

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Hautes Parties Contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider dans n'importe quelle partie des territoires de l'autre Partie Contractante, et jouiront d'une complète et parfaite protection pour leurs personnes et pour leurs biens.

En tout ce qui peut concerner les droits de rési-

(1) Cf. 29 Stat. 848.

dence et de voyage, la possession des marchandises et d'effets de toute sorte, à la succession de propriété personnelle par testament ou autre forme, et toute disposition de quelque sorte ou de quelque manière qu'elle soit, qu'ils sont susceptibles d'obtenir légalement, les sujets et les citoyens de chaque Partie Contractante, jouiront dans les territoires de l'autre Partie des mêmes droits et des mêmes libertés et ne seront sujets sous ce rapport à aucun impôt plus élevé ou à aucune charge supérieure à ceux ou celles des indigènes ou citoyens ou sujets citoyens de la nation la plus favorisée.

ARTICLE II

Il doit y avoir liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties Contractantes peuvent faire du commerce dans n'importe quelle partie de l'autre pays, en gros et en détail pour toute espèce de produits, produits fabriqués et marchandises de commerce légal, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agents, seuls ou par compagnies, avec les étrangers, ou les indigènes sujets ou citoyens, et là ils peuvent louer ou posséder, occuper des maisons, des manufactures, des entrepôts, des magasins et les lieux qui peuvent leur être nécessaires et louer par baux la terre qui peut être nécessaire pour leur résidence ou leur commerce,

se conformant aux lois, à la police et aux réglementations de douane du pays, comme les sujets et les citoyens indigènes.

ARTICLE XIV

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que :

En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, la faveur ou l'immunité que chacune des Hautes Parties Contractantes a garanti ou peut garantir, après le présent acte au Gouvernement, vaisseaux, citoyens ou sujets de tout autre Etat, s'étendra aux Gouvernements, vaisseaux, citoyens et sujets de l'autre Haute Partie Contractante, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre Etat a été gratuite, et sur des conditions semblables ou équivalentes, si la concession a été conditionnelle ; leur intention étant que le commerce et la navigation de chaque pays soient placés, sous tous rapports, par l'autre pays sur le pied de la nation la plus favorisée.

APPENDICE D

Le congrès. — Le Président et le " Gentlemen's Agreement "

A la Section 1 de l'Acte d'Immigration, Approuvé le 20 Février 1907, le Congrès a ajouté un Proviso se lisant comme suit : (1)

Quand le Président sera convaincu que des passeports délivrés par un Gouvernement étranger quelconque à ses citoyens, pour aller dans tout autre pays que les Etats-Unis ou à toute autre possession insulaire des Etats-Unis, ou dans le « Canal Zone* », sont employés dans le but de permettre à leur porteur de venir dans les territoires continentaux des Etats-Unis au détriment des conditions des travailleurs du pays, le Président pourra refuser de permettre aux citoyens des pays délivrant de tels passeports d'entrer dans les territoires continentaux des Etats-Unis, venant de tels pays, ou de telles possessions insulaires, ou de la « Canal Zone ».

En exécution du devoir imposé par ce proviso, le Président des Etats-Unis, le 14 mars 1907, a promulgué un ordre exécutif refusant la permission d'entrée dans les territoires continentaux des Etats-Unis, aux travailleurs japonais ou coréens, artisans ou non

(1) Senate Documents, 61st Congress 21: 110.

artisans, à qui ont été délivrés des passeports pour le Mexique, le Canada, Hawaï et qui en viennent.

L'ordre exécutif fut suivi d'un accord général entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Japon, connu sous le nom de « Gentlemen's Agreement ». Ce n'est pas dans la forme d'un traité formel ou d'un « agreement ». (2)

Le terme s'applique simplement à la substance d'un nombre de notes non formelles échangées entre le Département de l'Etat et l'Ambassadeur Japonais de cette époque. Tel est l'« Agreement », brièvement résumé :

I. — De son propre gré, le Japon ne délivrera pas de passeports aux travailleurs japonais désireux d'entrer dans les territoires contigus aux Etats-Unis, tels que le Mexique et le Canada.

II. — Le Japon reconnaît aux Etats-Unis le droit de refuser l'admission aux territoires des Etats-Unis aux Japonais de la classe travailleuse dont les passeports ne portent pas expressément les Etats-Unis continentaux.

III. — Le Japon ne délivrera de passeports pour les Etats-Unis continentaux qu'aux Japonais appartenant à l'une des quatre classes suivantes :

1° Non-travailleurs, tels que voyageurs, hommes d'affaires, financiers, etc. ;

(2) Voir, *Report of the Secretary of Commerce and Labor for year ending, June 30, 1908.*

2° Japonais travailleurs ou non qui ont déjà eu un domicile dans les Etats-Unis continentaux ;

3° Parents, femmes ou enfants des Japonais qui sont déjà domiciliés dans les Etats-Unis continentaux (1) ;

4° Japonais qui ont acquis des intérêts fermiers aux Etats-Unis continentaux et qui désirent y retourner pour effectuer un contrôle actif de ces intérêts.

—

(1) Voir note Partie III, Chapitre I.

APPENDICE E

**Extraits du Traité de Commerce et de Navigation
et du Protocole entre
le Japon et les États-Unis d'Amérique
du 21 Février 1911 (1).**

Sa Majesté l'Empereur du Japon et le Président des Etats-Unis d'Amérique, désireux de réenforcer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre les deux nations et pensant que la fixation, d'une manière claire et positive, des règles qui devront ci-après gouverner les relations commerciales entre leurs pays respectifs, contribueront à atteindre les plus désirables résultats, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation.

ARTICLE I

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes auront la liberté d'entrer, de voyager ou de résider dans les territoires de l'autre Partie, d'y faire du commerce en gros ou en détail, de posséder ou de louer par baux les maisons, manufactures, entrepôts et magasins, et d'employer les agents de leur choix, de louer par baux la terre pour y

(1) Cf. 37 Stat. 1504.

résider ou y faire du commerce et, d'une façon générale, d'y faire tout ce qui incidemment ou par nécessité se rapporte au commerce, sur le même pied que les sujets ou citoyens indigènes, se soumettant aux règles et aux lois y établies.

Ils ne seront, sous aucun prétexte, obligés de payer des charges ou des taxes autres ou supérieures à celles qui doivent ou devront être payées par les sujets ou citoyens indigènes.

Les sujets et les citoyens de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront dans les territoires de l'autre, de la protection la plus constante et de la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges accordés ou qui pourront l'être aux sujets et citoyens indigènes à condition qu'ils se soumettent aux mêmes conditions que celles imposées aux sujets et citoyens indigènes.

ARTICLE IV

Il y aura entre les territoires de chacune des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets ou citoyens de chaque Partie Contractante, également avec les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée auront la liberté de venir librement avec leurs vaisseaux et leurs cargos, dans tous les lieux, ports ou rivières des territoires de l'autre Partie, qui sont ou peuvent être

ouverts au commerce étranger, soumis toujours aux lois du pays dans lequel ils viendront ainsi.

ARTICLE V

Aucune des deux Parties n'imposera des droits ou des charges autres ou plus élevés sur l'exportation de tout article aux territoires de l'autre, que ceux qui sont ou peuvent être payables sur l'exportation du même article à tout autre pays étranger.

De même, il ne sera imposé aucune prohibition par l'un des deux pays, sur l'importation ou l'exportation de tout article de ou aux territoires de l'autre, qui ne sera pas également étendue au même article importé à ou exporté de tout autre pays.

ARTICLE XIV

Sauf dans les cas où il serait autrement et expressément stipulé dans ce traité, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que pour tout ce qui concerne le commerce et la navigation, tout privilège, faveur ou immunité qu'une des deux Parties Contractantes a définitivement garanti, ou peut ci-après garantir, aux sujets ou citoyens; de tout autre Etat, s'étendra aux sujets et citoyens de l'autre Partie Contractante sur des conditions semblables et équivalentes.

DECLARATION

En procédant ce jour à la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et les Etats-Unis, le soussigné, Ambassadeur du Japon à Washington, dûment autorisé par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer que le Gouvernement Impérial Japonais est entièrement préparé à maintenir avec les mêmes résultats effectifs la limitation et le contrôle que, au cours des trois dernières années passées, ils ont exercé dans la réglementation de l'immigration des travailleurs aux Etats-Unis.

Y. UCHIDA.

21 février 1911.

APPENDICE F

“ L'Alien Land Law ” en Californie approuvée le 19 Mai 1913,

Le peuple de l'Etat de Californie vote la loi suivante :

SECTION I. — Tout étranger éligible à la nationalisation sous les lois des Etats-Unis peut acquérir, posséder, jouir de, transmettre et hériter la propriété foncière, ou tout intérêt y compris, dans cet Etat, de la même manière et dans les mêmes limites que les citoyens des Etats-Unis, à moins qu'il ne soit stipulé différemment par les lois de cet Etat.

SECTION II. — Tous les étrangers autres que ceux mentionnés dans la section I de cet acte peuvent acquérir, posséder, jouir de, et transmettre la propriété foncière, ou tout intérêt y compris, dans cet Etat, de la manière et dans la limite et pour les fins prescrites par tout traité maintenant existant entre le Gouvernement des Etats-Unis et la nation ou le pays dont un tel étranger est citoyen ou sujet et non différemment et peut, en plus de cela, louer la terre par baux dans cet Etat pour une fin agricole et pour une période n'excédant pas trois ans.

SECTION III. — Toute compagnie, association ou corporation, organisée sous le régime des lois de ce

ou tout autre Etat, cette ou toute autre nation, dont la majorité des membres sont des étrangers autres que ceux spécifiés dans la section I de cet acte, ou dans lequel une majorité du capital stock émis est possédé par un tel étranger, peut acquérir, posséder, jouir de, et transmettre la propriété foncière ou tout autre intérêt y compris dans cet Etat, de la manière et dans les limites et pour les fins prescrites par tout traité maintenant existant entre le Gouvernement des Etats-Unis et le pays ou la nation dont un tel membre ou un propriétaire de stocks sont citoyens ou sujets, et non autrement, et peut, en plus de cela, louer la terre par baux dans cet Etat dans un but agricole pour une période n'excédant pas trois ans.

SECTION IV. — Toutes les fois qu'il semble à la Cour, dans tout cas testamentaire qu'en raison des provisions de cet acte, tout héritier ou tout légataire ne peut prendre la propriété foncière dans cet Etat qui, seulement pour lesdites provisions dit héritier ou dit légataire, pourrait la prendre comme telle, la Cour au lieu d'ordonner la distribution d'une telle propriété foncière à un tel héritier ou un tel légataire, ordonnera la vente d'une telle propriété foncière, vente faite suivant la manière stipulée par les lois testamentaires des ventes de propriétés foncières et le revenu de telles ventes sera distribué à chaque héritier ou légataire au lieu de la propriété foncière.

SECTION V. — Toute propriété foncière acquise ci-

après, en violation des dispositions de cet acte par tout étranger mentionné dans la section II de cet acte, ou par toute compagnie, association ou corporation mentionnée dans la section III de cet acte, écherra et deviendra et restera la propriété de l'Etat de la Californie. L'Attorney Général instituera un procès pour avoir l'échoit de telle propriété foncière adjudgée et contrainte de la manière stipulée par la section 474 du Code Politique de Procédure Civile. Sur l'entrée en vigueur d'un jugement final de tel procès, le « title » de telle propriété foncière passera à l'Etat de Californie. Les provisions de cette section et des sections II et III de cet acte ne s'appliqueront pas à une propriété foncière acquise ci-après dans l'exécution ou en satisfaction de quelque gage maintenant existant, ou intérêt dans une telle propriété, tant que telle propriété foncière ainsi acquise demeurera la propriété de l'étranger, compagnie, corporation ou association acquérant de même selon cette manière.

SECTION VI. — Tout bail ou tout autre intérêt de propriété foncière moindre que l'intérêt total, acquis ci-après en violation des stipulations de cet acte par tout étranger mentionné dans la section II de cet acte, ou par toute compagnie, association ou corporation mentionnée dans la section III de cet acte, reviendra à l'Etat de Californie. L'Attorney Général intentera des actions pour que un tel échoit(1) soit adjudgé et exé-

(1) Voir, Escheat, Au Glossaire. —

cuté comme stipulé dans la section V de cet acte. D'après ces actions, la Cour déterminera et adjugera la valeur d'un tel bail, ou d'autres intérêts d'une telle propriété et émettra un jugement en faveur de l'Etat pour la somme de ladite propriété avec le coût du procès. Là-dessus, la Cour ordonnera une vente de la propriété foncière couverte par un tel bail, ou tout autre intérêt de la manière stipulée par la section 1271 du Code de Procédure Civile. Du revenu de cette vente, la somme du jugement rendu en faveur de l'Etat sera versée au Trésor de l'Etat et la balance sera déposée à et distribuée par la Cour selon les intérêts des parties concernées.

SECTION VII. — Rien dans cet acte ne sera établi comme limite du pouvoir de l'Etat à promulguer des lois concernant les acquisitions, la rétention ou la disposition par les étrangers de la propriété foncière de cet Etat.

SECTION VIII. — Tous les actes et parties d'actes inconsistants ou en conflit avec les stipulations de cet acte, sont par celui-ci abrogées.

APPENDICE G

"L'Alien Land Law" de Californie Adoptée par Initiative le 2 Novembre 1920

Le peuple de l'Etat de Californie vote la loi suivante :

SECTION I. — Tout étranger éligible à la nationalisation d'après les lois des Etats-Unis peut acquérir, posséder, jouir de, transmettre et hériter une propriété foncière, ou un intérêt ci-inclus, dans cet Etat, de la même manière et dans les mêmes limites que les citoyens des Etats-Unis, excepté s'il en est autrement stipulé par les lois de cet Etat.

SECTION II. — Tous étrangers autres que ceux mentionnés dans la section I de cet acte peuvent acquérir, posséder, jouir de, et transmettre la propriété foncière, ou tout intérêt y compris, dans cet Etat, de la manière et dans les limites et dans les buts prescrits par tout traité maintenant existant entre le Gouvernement des Etats-Unis et la nation ou le pays dont un tel étranger est citoyen ou sujet, et non autrement.

SECTION III. — Toute compagnie, association ou corporation organisée d'après les lois de ce ou tout autre pays, de cette ou toute autre nation, dont une majorité des membres sont des étrangers autres que

ceux spécifiés dans la section I de cet acte, ou dans lequel une majorité du capital stock émis est possédé par de tels étrangers, peut acquérir, posséder, jouir de, transmettre la propriété foncière, ou tout intérêt y compris, dans cet Etat, de la manière et dans les limites et pour les fins prescrites par tout traité maintenant existant entre le Gouvernement des Etats-Unis et la nation ou pays, dont de tels membres ou de tels propriétaires de stocks sont citoyens ou sujets, et non autrement. Après ceci, tous les étrangers autres que ceux spécifiés dans la section I ci-indiquée, peuvent devenir des membres de ou acquérir des parts de stock dans toute compagnie, association ou corporation qui est ou peut être autorisée d'acquérir, posséder, jouir de et transmettre les terres agricoles, de la manière et dans les limites et pour les fins prescrites par tout traité existant maintenant entre le Gouvernement des Etats-Unis et la nation ou le pays dont de tels étrangers sont citoyens ou sujets, et non autrement.

SECTION IV. — Après ceci, aucun étranger mentionné dans la section II de ceci, et aucune compagnie, association ou corporation, mentionnée dans la section III de ceci, ne peut être nommé tuteur d'une portion de la propriété d'un mineur qui consiste en propriété que tel étranger ou telle compagnie, association ou corporation est défendue d'acquérir, posséder, jouir de ou transférer en raison des dispositions de cet acte. L'Administrateur Public du pro-

pre comté ou toute autre personne, association ou corporation compétente, peut être nommée tutrice de la propriété d'un étranger mineur dont les parents sont inéligibles à telles nominations d'après les dispositions de cette section.

Sur telle signification aux tuteurs que la Cour peut exiger, la Cour Suprême peut enlever les droits du tuteur d'une telle propriété toutes les fois que cela paraîtra à la satisfaction de la Cour :

- a) Que le tuteur a failli à déposer le rapport exigé par les dispositions de la section V de ceci ; ou
- b) Quand la propriété du mineur n'a pas été ou n'est pas administrée en due considération de l'intérêt primordial de ce tuteur ; ou
- c) Quand il existe des faits rendant le tuteur inéligible à la nomination dans la première instance ; ou
- d) Quand il existe des faits établissant une toute autre base légale pour son remplacement.

SECTION V. — a) Le terme « trustee », comme il est employé dans cette section signifie toute personne, compagnie, association ou corporation qui, en tant que tuteur, « trustee », attorney en fait ou agent, ou dans toute autre capacité, a le titre, la charge ou le contrôle de la propriété, ou tout intérêt y compris appartenant à tout étranger mentionné dans la section II ci-indiquée, ou à l'enfant mineur d'un tel étranger, si la propriété est d'un tel caractère qu'un tel étranger est interdit d'acquérir, posséder, jouir de, ou transférer ladite propriété.

b) Chaque année, pendant ou avant le trente et unième jour de janvier, tout tel « trustee » doit déposer à l'office du Secrétaire de l'Etat de Californie et à l'office du clerc de chaque comté dans lequel la propriété est située un rapport écrit et vérifié montrant :

1. — La propriété personnelle ou foncière possédée par lui pour ou par moitié avec un étranger ou un mineur.

2. — Un rapport indiquant la date où chaque *item* d'une telle propriété est devenu sa possession ou sous son contrôle.

3. — Un compte détaillé de toutes les dépenses, mises de fonds, loyer, revenus et bénéfices concernant l'administration et le contrôle d'une telle propriété avec référence particulière aux possessions de stocks en corporations et baux, contrats de production et autres arrangements en regard de la terre et de la vente et de la détention des produits ci-indiqués.

c) Toute personne, compagnie, association ou corporation, violant les décisions de cette section est coupable d'un délit et sera punie d'une amende n'excédant pas mille dollars ou d'un emprisonnement dans la Prison du Comté n'excédant pas un an, ou par les deux, amende et emprisonnement.

d) Les décisions de cette section sont cumulatives et n'ont pas l'intention de changer la juridiction ou les réglementations des habitudes de la Cour de Justice.

SECTION VI. — Toutes les fois qu'il paraît à la Cour, dans tout procès testamentaire que, en raison des dispositions de cet acte, tout héritier ou tout légataire ne peut prendre une propriété foncière dans cet Etat, ou le titre de membre, ou parts de stocks dans une compagnie, une association, une corporation qui, seulement pour lesdites provisions, ledit héritier ou ledit légataire en hériteraient comme tels, la Cour, au lieu d'ordonner la distribution de telle propriété à tel héritier ou tel légataire, ordonnera une vente de ladite propriété de la manière décidée par la loi sur les ventes testamentaires des propriétés et les revenus d'une telle vente seront distribués à tel héritier ou légataire à la place de telle propriété.

SECTION VII. — Toute propriété foncière acquise ci-après, en violation des dispositions de cet acte par tout étranger mentionné dans la section II de cet acte, ou par toute compagnie, association ou corporation mentionnée dans la section III de cet acte, écherra à, et deviendra la propriété de, et restera la propriété de l'Etat de Californie. L'Attorney Général ou l'Attorney de District du propre comté instituera un procès pour que l'échoit (1) d'une telle propriété foncière soit adjugé et exécuté de la manière indiquée par la section 474 du Code Politique, titre 8, 3^e partie du Code de Procédure Civile. A l'entrée en vigueur du jugement final de telles dispositions, le « title » de telle propriété foncière passera à l'Etat de Californie. Les

(1) Voir, Escheat, au Glossaire.

provisions de cette section et des sections II et III de cet acte ne s'appliqueront à aucune propriété foncière ci-après acquise en exécution ou en satisfaction d'aucun gage maintenant existant à ce sujet, ou intérêt en telle propriété, tant que telle propriété foncière ainsi acquise demeurera la propriété de l'étranger, compagnie, association ou corporation acquérant la même de telle manière. Aucun étranger, association, compagnie ou corporation mentionné dans la section II ou la section III ci-inclus ne retiendra pour une période de plus de deux ans la possession de terre agricole dans l'exécution ou la satisfaction d'une hypothèque ou tout autre gage fait ci-après ou acquis en bonne foi pour protéger une dette.

SECTION VIII. — Tout intérêt à bail ou autre intérêt de propriété foncière inférieur à l'intérêt total ci-après acquis en violation des provisions de cet acte par tout étranger mentionné dans la section II de cet acte, ou par toute compagnie, association ou corporation mentionnée dans la section III de cet acte, écherra à l'Etat de Californie. L'Attorney Général ou l'Attorney de District du propre comté instituera des procès pour faire un tel échoit adjugé ou exécuté comme stipulé dans la section VII de cet acte. Dans tels procès, la Cour déterminera et adjugera la valeur de tels intérêts à bail ou autres intérêts de telle propriété foncière, et émettra un jugement pour l'Etat pour le montant là-dessus ensemble avec le coût. Là-dessus, la Cour ordonnera une vente de la propriété foncière couverte par un tel intérêt à bail ou autre

intérêt, suivant la manière stipulée par la section 1271 du Code de Procédure Civile. Des revenus provenant de la vente, le montant du jugement rendu pour l'Etat sera versé au Trésor de l'Etat et la balance sera déposée et distribuée par la Cour conformément aux intérêts des parties incluses. Toute part de stock où intérêt de tout membre ou compagnie, association, corporation ci-après acquise en violation des dispositions de la section III de cet acte écherra à l'Etat de Californie.

Un tel échoit sera adjugé et exécuté de la même manière qu'il est stipulé dans cette section pour l'échoit d'un intérêt à bail ou autre intérêt de propriété foncière moindre que l'intérêt total.

SECTION IX. — Tout transfert de propriété foncière ou d'autre intérêt inclus, quoique spécieux en forme sera nul par rapport à l'Etat, et l'intérêt par cela transféré ou essayé d'être transféré écherra à l'Etat si l'intérêt de la propriété y contenu est de tel caractère qu'un étranger mentionné dans la section II de ceci est interdit d'acquérir, posséder, jouir de ou transférer cette propriété et si la transmission est faite avec telle intention d'empêcher, supprimer ou éviter l'échoit comme stipulé ici.

Une présomption (*prima facie*) que le transfert est fait avec telle intention s'élèvera sur la preuve d'un quelconque des groupes de faits suivants :

a) La prise de la propriété au nom d'une personne autre que la personne mentionnée par la section II

de ceci si l'équivalent est payé ou accordé ou compris pour être payé par un étranger mentionné dans la section II de tout ceci ;

b) La prise de la propriété au nom d'une compagnie, association ou corporation, si les membres ou parts de stocks ci-indiqués tenus par les étrangers mentionnés dans la section II de ceci ensemble avec les titres de membre ou parts de stocks tenus par les autres que ceux payés pour ou accordés ou compris comme devant être payés pour, par de tels étrangers, se montait à une majorité des membres ou du capital stock issu d'une telle compagnie, association ou corporation.

c) L'exécution d'une hypothèse en faveur d'un étranger mentionné dans la section II de cet acte, si ledit hypothécaire est donné la possession, le contrôle ou aménagement de la propriété.

L'énumération dans cette section de certaines présomptions ne sera pas ainsi interprétée qu'elle exclura d'autres présomptions ou inférences qui peuvent être raisonnablement faites quant à l'existence de l'intention, d'empêcher, éviter ou supprimer l'échoit comme stipulé ci-indiqué.

SECTION X. — Si deux ou plusieurs personnes conspirent en vue de transférer la propriété foncière, ou un intérêt y compris, en violation des stipulations ci-indiquées, elles sont passibles d'emprisonnement, dans la Prison du Comté ou dans la Maison Péniten-

taire d'Etat, n'excédant pas deux ans, ou d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars, ou les deux.

SECTION XI. — Rien dans cet acte ne sera entendu comme limitation du pouvoir de l'Etat, de voter des lois visant l'acquisition, la détention ou disposition par les étrangers de la propriété foncière dans cet Etat.

SECTION XII. — Tous actes et parties d'acte inconsistent ou en conflit avec les provisions ici faites, sont par ceci abrogés, à condition que :

a) Cet acte n'affecte pas les procès pendants, mais le même peut être poursuivi et défendu avec le même effet que si cet acte n'avait pas été adopté.

b) Aucune cause d'action s'élevant sous n'importe quelle loi de cet Etat ne sera affectée en raison de l'adoption de cet acte, qu'un procès ou une action ait été institué basé sur ceci, à l'époque de l'effet prenant de cet acte ou non et des actions pourront être basées sur tels faits et de la même manière sous les mêmes termes et les mêmes conditions et avec le même effet que si cet acte n'avait pas été adopté.

c) Cet acte, à condition qu'il n'ajoute, ne retranche ou n'altère aucune loi déjà existante, sera entendu comme une continuation de celle-ci.

SECTION XIII. — La législation peut amender cet acte dans l'exécution de ses buts et pour faciliter ses opérations.

SECTION XIV. — Si une section, sous-section, clause ou phrase de cet acte est, pour une raison quelconque, tenue d'être inconstitutionnelle, une telle décision n'affectera pas la validité des portions restantes de cet acte. Le peuple, par ceci, déclare qu'il aurait passé cet acte, et chaque section, sous-section, clause et phrase de ceci, irrespectueuse du fait que une ou plus autre section, sous-section, clause, ou phrase soit déclarée inconstitutionnelle.

APPENDICE H

Les "Alien Land Laws" adoptées par d'autres États

Arizona, 26 février 1921.

Colorado, 4 avril 1921.

Delaware, 7 avril 1921 (Chapitre 91, Code de Delaware amendé).

Nebraska, 15 février 1921.

New Mexico, 20 septembre 1921.

Texas, 9 mars 1921 (General Statutes, chapitre 134).

Washington, 2 mars 1921 (Lois de Washington, chapitre 50).

APPENDICE I

Extraits de la Constitution des États-Unis (1)

Nous, le peuple des Etats-Unis, en vue de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité domestique, de pourvoir à la défense commune, d'accroître le bien-être général et d'assurer à nous-mêmes et à notre postérité les bienfaits de la liberté, ordonnons et établissons la présente Constitution pour les Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE PREMIER

SECTION VIII

Le Congrès aura le pouvoir :

1° D'établir et lever des taxes, droits, impôts et accises, de payer les dettes et pourvoir à la défense commune et au bien-être général des Etats-Unis; mais tous droits, impôts et accises seront uniformes dans toute l'étendue des Etats-Unis.

3° De régler le commerce avec les nations étrangères, les tribus indiennes et d'Etat à Etat.

4° D'établir une règle uniforme de naturalisation

(1) 17 septembre 1787.

et des lois uniformes sur les banqueroutes, dans tous les Etats-Unis.

SECTION X

I. — Aucun des Etats ne pourra conclure de traité, faire d'alliance, ni de confédération, délivrer de lettres de marque et de représailles, frapper monnaie, émettre du papier-monnaie, donner cours légal pour le paiement des dettes à aucune autre valeur que la monnaie d'or, ou d'argent, passer des « bills d'attainder » ni faire de loi rétroactive, ou portant atteinte aux obligations des contrats, ni conférer de titres de noblesse.

ARTICLE II

SECTION I

I. — Le Pouvoir exécutif est conféré à un Président des Etats-Unis d'Amérique. Il restera en fonction pendant une période de quatre années, et sera élu de la manière suivante, en même temps que le Vice-Président, choisi pour la même période.

SECTION II

II. — Il aura le pouvoir de conclure des traités sur et avec l'avis et le consentement du Sénat, pourvu que les deux tiers des Sénateurs présents y consentent ; il nommera également, avec l'avis et le consen-

tement du Sénat, les ambassadeurs et autres ministres publics, les consuls, les juges de la Cour Suprême et tous les autres fonctionnaires des Etats-Unis à la nomination desquels il n'est pas autrement pourvu par la présente loi et dont les emplois seront créés par des lois spéciales. Mais le Congrès pourra, par une loi, attribuer la nomination des employés inférieurs, quels qu'ils soient, soit au Président seul, soit aux Cours de Justice, soit aux chefs de départements.

ARTICLE III

SECTION I

I. — Le pouvoir judiciaire des Etats-Unis sera confié à une Cour Suprême et à telles Cours inférieures que le Congrès jugera nécessaires de créer et d'établir. Les juges de la Cour Suprême et des Cours inférieures conserveront leur poste tant que leur conduite sera bonne et recevront, à des termes fixés, une indemnité qui ne pourra être diminuée pendant la durée de leurs fonctions.

ARTICLE V

I. — Chaque fois que les deux tiers des deux Chambres le jugeront nécessaire, le Congrès proposera des amendements à la présente Constitution, ou sur la demande des Législatures des deux tiers des divers Etats. Il convoquera une convention pour proposer des amendements qui, dans les deux cas, seront

válables et deviendront partie intégrante de la Constitution lorsqu'ils auront été ratifiés par la Législature des trois quarts des divers Etats, ou par les conventions formées dans trois quarts d'entre eux, selon que le Congrès aura proposé tel ou tel mode de ratification, pourvu que nul amendement fait avant l'année 1808 n'affecte en aucune manière la première et la quatrième clause de la neuvième section du premier article, et que nul Etat ne soit, sans son consentement, privé de l'égalité de suffrage dans le Sénat.

ARTICLE VI

II. — La présente Constitution et les lois que les Etats-Unis se donneront en conséquence, ainsi que tous les traités faits ou à faire sous l'autorité des Etats-Unis, seront la loi suprême du pays ; les juges en chaque Etat seront tenus de les observer, nonobstant toute disposition contraire dans la Constitution et les lois particulières à chaque Etat.

Articles additionnels et Amendements à la Constitution des États-Unis d'Amérique

(Proposés par le Congrès et ratifiés par les Législatures des différents Etats conformément à l'Article 5 de la Constitution.)

ARTICLE X (1)

Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux Etats-Unis par la Constitution ni interdits par elle aux Etats, sont réservés aux divers Etats ou au peuple.

ARTICLE XIV (2)

SECTION I. — Toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis et soumise à leur juridiction est, de ce fait, citoyen des Etats-Unis ou de l'Etat où elle réside. Aucun Etat n'aura le droit ni de voter, ni d'appliquer une loi qui limite les privilèges et les droits d'un citoyen des Etats-Unis. Aucun Etat n'aura le droit d'enlever à une personne, la vie, la liberté, ou ses biens, sans « due process of law » ou de la priver de la protection égale des lois.

(1) Les premiers dix amendements paraissent avoir eu force de loi à partir du 3 novembre 1791.

(2) Amendement ratifié en 1868.

APPENDICE J

Nationalité

Etats-Unis d'Amérique, 14^e Amendement, Section I, voir appendice I (Jus. Soli).

Japon, Article 18 de la Constitution : « Les conditions nécessaires pour devenir des sujets japonais doivent être déterminées par la loi. »

Loi de la Nationalité, n° 66 (11 avril 1899), Jus Sanguinis (1).

ARTICLE I

I. — Un enfant est Japonais si son père est Japonais.

II. — Un enfant est Japonais si sa mère est Japonaise, au cas où son père est inconnu ou ne possède aucune nationalité.

III. — Un enfant est Japonais si son père était Japonais quand cet enfant fut conçu.

IV. — Un enfant né au Japon est Japonais, même si ses père et mère sont inconnus.

V. — Un enfant est Japonais, même s'il est né d'un couple qui ne possède aucune nationalité, s'il est né sur le territoire de l'Empire du Japon.

(1) De Becker, *Elements of Japanese Law*, p. 91.

APPENDICE K

Extraits de la Loi d'Expatriation au Japon (1)

ARTICLE XVIII. — Quand une Japonaise en devenant la femme d'un étranger a acquis la nationalité de son mari, alors une telle Japonaise perd sa nationalité japonaise.

ARTICLE XX. — Une personne qui acquiert volontairement une nationalité étrangère perd sa nationalité japonaise. Dans le cas d'un sujet japonais, qui a acquis une nationalité étrangère en raison de sa naissance dans un pays étranger, a habité ce pays, *il ou elle peut être expatriée avec la permission du Ministre de l'Etat des Affaires Intérieures.*

La demande de la permission indiquée au précédent paragraphe doit être faite par le représentant légal si la personne à expatrier a moins de quinze ans d'âge ; si la personne en question est un mineur au-dessus de quinze ans d'âge, ou une personne jugée incompétente, la demande peut être faite avec le consentement de son représentant ou tuteur légal. Un beau-père, une belle-mère, une mère légale, ou un tuteur ne peuvent faire une telle demande ou donner le consentement prescrit au paragraphe précédent

(1) Iyenaga and Sato, *Japan and the California Problem*, p. 221.

sans le consentement du Conseil de famille. Une personne qui a été expatriée perd sa nationalité japonaise.

ARTICLE XXIV. — Néanmoins, d'après les stipulations des articles précédents, *un mâle de dix-sept ans révolus ou plus ne perd pas sa nationalité japonaise à moins qu'il n'ait accompli son service actif dans l'armée, ou la marine ou qu'il ne soit sous aucune obligation d'y entrer.*

Une personne qui occupe un poste officiel, civil ou militaire ne perd pas sa nationalité japonaise en dépit des stipulations des articles précédents.

APPENDICE L (Tableaux Statistiques)

TABLEAU I

Japonais, étrangers admis aux Etats-Unis continentaux

(A)	Années	Nombre de Japonais immigrants	(B)	Années	Nombre de Japonais immigrants
1869	1869	63	1892	1892	1.498
à	1870	48	à	1893	1.380
1891	1871	78	1908	1894	1.931
	1872	17		1895	1.150
	1873	9		1896	1.110
	1874	21		1897	1.526
	1875	3		1898	2.230
	1876	4		1899	3.395
	1877	7		1900	12.626
	1878	2		1901	4.908
	1879	4		1902	5.325
	1880	4		1903	6.990
	1881	11		1904	7.771
	1882	5		1905	4.319
	1883	27		1906	5.178
	1884	20		1907	9.948
	1885	49		1908	9.544
	1886	194			
	1887	229			
	1888	404			
	1889	640			
	1890	691			
	1891	1136			

(C)	Années	Admis	Partis
	1909	2.432	5.004
	1910	2.498	5.024
	1911	4.282	5.869
	1912	5.358	5.337
	1913	6.771	5.647
	1914	8.462	6.300
	1915	9.029	5.967
	1916	9.100	6.922
	1917	9.159	6.581
	1918	11.143	7.691
	1919	11.404	8.228
	1920	12.868	11.662

1869-1891. — Reports of the United States Superintendent of Immigration.

1892-1908. — Immigration Commission Reports, vol. 23, p. 5.

1909-1920. — Reports of the Commissioner General of Immigration of the United States.

TABLEAU 2

Population Japonaise

Années	États-Unis	États-Pacifiques	Californie
1880	108		86
1890	2.039		1.147
1900	24.326	18.269	10.151
1910	77.157	57.703	41.356
1920	111.010	93.490	70.196

RECENSEMENT FÉDÉRAL 1920

Increase of Population in the United States 1920.

(Accroissement de la Population aux Etats-Unis 1920)

WM. S ROSSITER

Gouvernement Printing Office 1922.

Department of Commerce Bureau of Census.

Abstract of the 14 th Census of the United States,
1920.

(Résumé du 14^me Recensement des Etats-Unis 1920).

Government Printing Office 1923.

TABLEAU 3

Occupations des Japonais en Californie.

A. — 1915 (1)

Officiels, Professeurs, Clergé..	120
Etudiants.....	1.000
Fermiers.....	4.500
Ouvriers agriculteurs	20.000
Marchands.....	4.000
Employés par marchands....	6.000
Domestiques	5.000
Employés par chemins de fer.	1.500
Employés par usines.....	500
Employés par marais salants..	300
Autres.....	3.580
Sans-occupation.....	8.500
Total	55.000

(1) Cf. Ichihashi, Y. — *Japanese Immigration*, p. 21.

B. — 1919

	Californie du Sud (1)	Californie du Nord (2)
Professionnels.....	347	455
Marchands.....	1.497	2.772
Fermiers.....	3.199	4.633
Pépinieristes	280	
Laitiers.....	61	
Pêche	543	147
Ouvriers en général.....	1.128	257
Clercs.....	713	
Ouvriers agricoles.....	3.639	10.982
Employés à la pêche.....	724	
Autres travailleurs à l'intérieur	1.065	1.628
— — à l'extérieur	1.432	
Intérieur et extérieur	991	
Etudiants.....	303	395
Femmes et Enfants.....	6.507	21.784
Nés en Amérique.....	7.139	448
Nés au Japon	960	121
	30.528	43.622
		4.704 ⁽¹⁾

(1) Cf. *California and the Oriental*, p. 179.

(2) Cf. Kawakami, *The Real Japanese Question*, p. 260.

Tables compilées par l'Association Japonaise d'Amérique,
1919.

TABLEAU 4

Naissances Japonaises en Californie

(Chiffres Officiels de la Direction Sanitaire de l'Etat)
(Official Figures of the State Board of Health)

Année	Naissances	Pourcentage des nais- sances japonaises aux naissances totales.
—	—	—
1910	719	2.24 %
1911	995	2.86
1912	1,467	3.73
1913	2,215	5.05
1914	2,874	6.25
1915	3,542	6.95
1916	3,721	7.35
1917	4,108	7.87
1918	4,218	7.57
1919	4,458	7.82
1920	4,971	7.75

TABLEAU 5

« *Picture-Brides* »

Compilé par les Associations Japonaises à San-Francisco et Seattle et donné par les rapports des Bureaux d'Immigration de San-Francisco et de Seattle.

Année	San-Francisco	Seattle	Total
1912	879		879
1913	625		625
1914	768		768
1915	823	150	973
1916	486	144	630
1917	504	206	710
1918	520	281	801
1919	668	267	935
1920	697		697
	5.970	1.048	7.018

1921 Nombre total de nouvelles mariées 2.197

TABLEAU 6

Lois Restrictives sur la Pêche Commerciale

Etats-Unis (Alaska)

United States Compiled Statutes 1916, Section 3623.
(Act June 1, 1906.)

Colombie Britannique

Revised Statutes, 1911, Chapter 89, Section 13.

Oregon

Fish and Game Laws, Sections 132 and 134.

Washington

Remington's 1915 *Code*, Section 5150-43; *Laws of*
Washington, 1917, Section 58, p. 798.

APPENDICE M.

Immigration.

Contingent présent, 3 o/o du nombre des personnes nées étrangères de cette nationalité résidant aux États-Unis en 1910.

“ Bill ” proposé, 2 o/o des étrangers nés de cette nationalité résidant aux États-Unis en 1890.

Nord et Ouest de l'Europe

Grande Bretagne.....	77.342
Allemagne.....	67.607
Suède.....	70.042
Norvège.....	12.202
France;.....	5.729
Danemark.....	5.619

Nord et Ouest de l'Europe

62.548
51.277
9.561
6.354
3.941
2.789

Sud et Est de l'Europe

Italie.....	42.057
Russie.....	21.613
Pologne.....	21.076
Tchéko Slovaquie....	14.557
Autriche.....	7.451
Roumanie.....	7.419
Yugo Slovaquie.....	6.476
Grèce.....	5.786
Turquie.....	2.388
Région de la Lithuanie	2.310
Chine (exclusion).....	
Japon (limité seulement par les termes du “ Gentlemen's Agreement ”).	

Sud et Est de l'Europe

3.912
1.992
5.136
2.031
1.103
638
851
880
47
129

(Exclusion de tous les Étrangers inéligibles à la nationalisation).

Actuellement 357.803 plus environ 150.000 du Canada et du Mexique (étrangers non inclus dans le contingent).

TOTAL ENVIRON : 520.000

BILL PROPOSÉ : 168.837 plus les artisans spécialement admis par le Secrétaire du Travail des Etats-Unis, parents et enfants de sujets naturalisés ou un total d'environ 360.000

NOTE. — Le Bill étant actuellement devant le Congrès, la seule source de référence sont les Journaux.

GLOSSAIRE

Acre. — 4.047 mètres carrés.

Mile carré. — 2 km. 588 carrés.

Alien. — Mot ancien qui juridiquement correspond au mot aubain : Etranger.

Alien Land Laws. — Lois promulguées par les divers Etats visant la possession de la propriété foncière des Etrangers et dont le texte du modèle se trouve dans l'Appendice D.

Bill. — *Le Projet de la Loi soumis à la Considération de la Législature en vue de son adoption (Majorité des deux Chambres, Signature du Président, en 10 jours ou Veto et 2/3 de vote pour surpasser le Veto, Article 1, Paragraphe 7 de la Constitution.)*

Canal Zone. — Territoire situé sur l'Isthme du Panama accordé par Panama aux Etats-Unis.

Cases. — La jurisprudence. Décisions des Cours « d'Equity » et de « Common Law. »

Common Law. — Système de Loi ou forme de Science de la Jurisprudence qui a prévalu en Angleterre, et aux Etats-Unis. Principes, usages et règles, qui ne s'appuient pas pour leur autorité sur la déclaration exprimée de la volonté de la Législature. Corps de règles et de remèdes administrés par les Cours de Loi, en tant que distinguées de celles « d'Equity » et de Droit Canonique. (Voir Equity).

Coolies. — Parmi les Européens aux Indes, en Chine et au Japon, un indigène non artisan loué comme tra-

vaillieur. En Amérique, un travailleur bon marché, transporté de l'Est des Indes, de la Chine et du Japon.

Crop. — Produits de la terre.

Cropper. — Celui qui n'a aucun intérêt dans la terre, mais seulement une partie des produits accordés par un contrat de fermage.

Cropping contract. — Contrat de fermage (C. F. le texte).

Daimyo. — Nobles féodaux du Japon sous l'ancien régime. Disparus en 1871.

Due Process of Law. — Expliqué dans le texte.

Equity. — Sens large. Justice naturelle. Les Cours de Justice par et suivant lesquelles le recours est permis dans les cours d'Equity.

Le Tribunal d'Equity seul peut ordonner de faire ou de ne pas faire un acte déterminé. Au « Common Law » on peut avoir seulement dommages et intérêts. 6 Etats ont deux Cours et deux Juges séparés ; dans la majorité le même juge administre à la fois « l'Equity » et le « Common Law » et dans quelques Etats les distinctions entre les formes des actions ont été abolies.

Escheat. — L'échoit du vieux droit français. Le retour accidentel des propriétés aux Seigneurs originels ou à l'Etat.

Forfeit. — Forfait. Perte (de la propriété) à cause d'un méfait. Transmettre à un autre la propriété sans le consentement du propriétaire et du malfaiteur.

Gang. — Groupe ou bande de personnes associées sous la même direction et faisant le même travail.

Gentlemen's Agreement. — Entente ou Accord entre hommes d'honneur. « l'Agreement » est expliqué dans le texte.

Guardianship. — Pouvoir ou autorité protectrice donné par la loi à une personne, pour en protéger une autre trop jeune pour se protéger elle-même.

Habeas Corpus. — Mandat d'amener un prisonnier détenu en prison pour témoigner devant une Cour de Jurisdiction Compétente.

Heimin. — Bas peuple ; anciens vilains.

Injunction. — L'ordre donné par le Tribunal d'Equity au Défendeur de s'abstenir de faire un acte déterminé que si fait causerait un dommage irréparable.

Temporary Injunction. — Temporaire, i. e. en attendant la décision.

Interlocutory Injunction. — Après le début et durant la continuation du Procès.

Interest. — Droit (et non intérêt). Droit et intérêt sont une redondance.

Japanese Exclusion League. — Ligue patriotique en Californie, dont le but est l'exclusion des Japonais.

Language Schools. — Nom donné aux écoles où l'enseignement est en langue étrangère ; en Californie, où l'on enseigne la langue japonaise.

Picker. — Homme récoltant (cueillant) les produits de la terre.

Picture Bride. — Femmes légitimes dont le mariage avait lieu au Japon, le mari étant en Amérique, après un échange de (ou une entrevue par) photographies.

Police Power. — Tous pouvoirs inhérents au Gouvernement comme Souverain sur son territoire.

Quid pro quo. — Latin — Quoi pour quoi. Terme dénotant l'équivalent, la considération d'un contrat.

Revised Statutes. — 1874. Lois promulguées par le Congrès des Etats-Unis, permanentes dans leur nature, en vigueur le 1^{er} Décembre 1873, compilées et publiées en un volume, (publiées en 1875). 2^{ème} Edition des Revised Statutes en 1878.

Samurai. — Sous le régime féodal du Japon, la classe ou un membre de la classe des vassaux militaires des Daimyo constituant la Petite Noblesse ; il possédait le

pouvoir de vie et de mort sur le peuple et portait deux sabres. Droits et privilèges abolis en 1871.

Secretary of Agriculture. — Ministère de l'Agriculture.

Shizoku. — Japonais de naissance noble ou classe moyenne ; autrefois appelés : *Samurai*. (Voir au glossaire).

Shogun. — Titre du Gouverneur Militaire du Japon disputé par les familles rivales et finalement en 1603 usurpé par les Takugawa. Par cette usurpation le Shogun devint le maître virtuel, jusqu'à ce que, par la Révolution de 1867-68 le titre fut aboli et la puissance de l'Empereur restaurée.

Statute. — Loi établie par acte du Pouvoir Législatif.

Status. — Situation légale de Un, en regard du reste de la Communauté. Les droits, devoirs, capacités et incapacités qui déterminent une personne à une classe donnée.

Statutes at Large. — A la fermeture de chaque Congrès toutes les lois qui ont été passées pendant le terme entier, les Traités, les décisions, ou proclamations, sont compilées, des « Pamphlet Laws » (contenues en brochures) et republiées sous forme de livres, et vendus par le Superintendant des Documents Publics. Ces livres sont connus sous le nom de « Statutes at Large » des Etats-Unis.

Stock. — Le Titre représentant la dette ou les fonds dûs par le Gouvernement ou les Corporations (les donnant) aux individus les détenant.

Taikum. — Titre inventé pour les besoins de la cause quand le Shogun signa les Traités de 1854 et 1858 avec les Etats-Unis.

Title. — Toute espèce de droit légal ou équitable à la propriété, et aussi mode d'acquisition (non « titre »).

Trust. — Rapport de droit dans lequel une personne détient la propriété sujette à une obligation d'équité de garder ou d'employer la propriété pour le bénéfice d'un tiers.

Trustee. — Mandataire du trust.

Yedo. — Ancienne ville appelée *Tokyo* depuis 1868.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES.

- ABBOTT, J. F. (Ph. D.) : *Japanese Expansion and American Policies*. (The Macmillan Company, New-York 1916.)
- BAILEY, T. P. : *Race Orthodoxy in the South*. (Neale Publishing Company, New York, 1914.)
- BENNETT, J. E. : *Japan's Message to America : A reply*. (San Francisco, 1914. (pamphlet).
- BIERSTADT, E. H. : *Aspects of Americanisation*. (Stewart Kidd Company, New York, 1922.)
- FLAKESLEE, G. H. : *Japan and Japanese-American Relations*. (G. E. Stechert & Co., New York, 1912.)
- BRINKLEY, F. : *Japan, Its History, Arts, and Literature*. (J. B. Millet Co., Boston, 1901 ; 8 vol.)
- BUTLER, Charles H. : *Treaty. Making Power of the United States*.
- CARY, Otis. : *History of Christianity in Japan*. (Fleming H. Revell Company, New York, 1909 ; 2 vol.)
- CLEMENT, E. W. : *Christianity in Modern Japan*. (American Baptist Publishing Society, Philadelphia, 1905.)

(1) La bibliographie du sujet traité est considérable, et nous ne donnons ici qu'une sélection des publications, celles qui nous semblent les plus importantes.

- COLLIER, Price : *The West in the East*. (Duckworth & Co., London, 1911.)
- COMMONS, J. R. : *Races and Immigrants in America*. (The Macmillan Company, New York, 1907.)
- COOLIDGE, A. C. : *The United States as a World Power*. (The Macmillan Company, New York, 1908.)
- COOLIDGE, Mary R. : *Chinese Immigration*. (Henry Holt and Company, New York, 1909.)
- CORWIN, E. S. : *National Supremacy* (Treaty Power vs. State Power). (Henry Holt & Co., New York, 1913.)
- COURISH, N. H. : *The Standard of Living*. (The Macmillan Company, New York, 1923.)
- DAVIS, F. H. : *The Nation's Histories*. Japan (T. C. & E. C. Jack Ltd., London, 1916.)
- DE BECKER, J. E. : *Elements of Japanese Law*. (Boston Book Co., 1916.)
- FAIRCHILD, H. P. : *Immigration, a World Movement, and Its Significance*. (The Macmillan Company, New York, 1913.)
- FOSTER JOHN W. : *American Diplomacy in the Orient*. (Houghton Mifflin Company, Boston, 1903.)
- GATES, W. A. : *Oriental Immigration on the Pacific Coast*. (New York, 1909.) (pamphlet).
- GIBBONS, H. A. : *Introduction to World Politics*. (Century Co., New York, 1923.)
- GRIFFIS, W. E., Townsend Harris : *First American Envoy to Japan*. (Boston, 1895.)
- GUBBINS, J. H. : *The Progress of Japan, 1853-1871*. (Oxford, 1911.)

- GULICK, S. L. : *Evolution of the Japanese; Social and Psychic*. (Fleming H., Revell, Company, New-York, 1903.) — *The American Japanese Problem*. (Charles Scribner' Sons, New York, 1914.) — *The White Peril in the Far East*. (Fleming H. Revell Company, New York, 1905.)
- HADLEY, A. T. : *Economic Problems of Democracy*, (The Macmillan Company, 1923.)
- HARADA, T. : *The Faith of Japan*. (The Macmillan Co., New-York, 1914.)
- HAWKS, F. L. : *Narrative of the Expedition of Perry to Japan*. (D. Appelton and Company, New York, 1856.)
- HEARN, LAFCADIO : *Japan : An Attempt at Interpretation*. (The Macmillan Company, New York, 1904.)
- HICHBORN, F. : *Story of the California Legislature for 1913*. (James H. Barry Company, San Francisco, 1913.)
- HILL, D. J. : *Present Problems in Foreign Policy*, (D. Appleton, and Co., New York, 1919.)
- HORNBECK, S. K. : *Contemporary Politics in the Far East*. (D. Appleton and Company, New York, 1916.)
- ICHIHASHI, J. : *Japanese Immigration*. (Marshall Press, San Francisco, 1915.)
- IYENAGA & SATO : *Japan and the California Problem*. (Putnam's Sons, New York, 1921.)
- JENKS, E. : *History of the Australian Colonies*. (Cambridge University Press, 1912.)
- JENKS, J. W., and Lauck, W. J. *The Immigration Problem*. (Funk and Wagnalls Company, New York, 1913.)
- Kawakami, K. K. : *American-Japanese Relations*. (Fleming H. Revell Company, New York, 1912.) — *Asia at the Door*. (Fleming H. Revel Company, New York,

1914.) — *Japan in World Politics*. (The Macmillan Company, New York, 1917.) — *Japan and World Peace*. (The Macmillan Company, New York, 1919.) — *The Real Japanese Question*. (The Macmillan Company, New York, 1921.)

LANMAN, C. : *The Japanese in America*. (New York, 1872.)

LAWTON, L. : *The Empires of the Far East*. (Small, Maynard and Company, Boston, 2 vol.)

LOWELL, PERCIVAL : *The Soul of the Far East*. (Houghton Mifflin Company, Boston, 1888.)

McLAREN, W. W. (Ph. D.) : *A Political History of Japan during the Meiji Era, 1867-1912*. (George Allen and Unwin Ltd., London, 1916.)

MARKINO, Y : *When I Was a Child*. (London, 1913.)

MECKLIN, J.M. : *Democracy and Race Friction : A Study in Social Ethics*. (The Macmillan Company, New York, 1914.)

MILLARD, T. F. : *The Far Eastern Question*. (T. F. Unwin, London, 1911.) — *The New Far East*. (Charles Scribner's Sons, New York, 1906.)

MILLES, H. A. : *The Japanese Problem in the United States*. (The Macmillan Company, New York, 1915.)

MITFORD, E. B. : *Japan's Inheritance*. (Dodd, Mead & Company, New York, 1914.)

MURDOCK, J. : *A History of Japan during Century of Early Foreign Intercourse*. (Kobe, Japan, 1903.)

NITOBE, I. : *The Intercourse between the United States and Japan*. (The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1891.) — *The Japanese Nation*. (G. P. Putman's Sons, New York, 1912.)

- NUTTALL, Z. : *Earliest Historical Relations between Mexico and Japan. University of California Publications of Archaeology and Ethnology*, 1906 ; vol. 4, n° 1.
- OKUMA, COUNT. : *Fifty Years of New Japan*. (Smith, Elder & Co., London, 1910, 2 vol.)
- PARK, Robt. E. : *The Immigrant Press and its Control*. (Harper Brothers Publishers, New York, 1922.)
- PITKIN, Walter E. : *Must we Fight Japan ?* (The Century Co., New York, 1921.)
- POOLEY, A. M. : *Secret Memoirs of Count Tadasu Hayashi*, (G. P. Putnam's Sons, New York, 1915.)
- PORTER, R. P. : *The Full Recognition of Japan*. (Henry Froude, London, 1911. — *The Rise of a Modern Power*. (Oxford, 1918.)
- POWERS, H. H. : *America among the Nations*. (The Macmillan Compagny, New York, 1916.)
- ROBERTS, P. : *The New Immigration*. (The Macmillan Company, New York, 1912.)
- ROYCE, J. : *Race Questions, Provincialism, and Other American Problems*. (The Macmillan Co., New York, 1908.)
- RUSSELL, L., Ed. : *America to Japan*. (G. P. Putnam's Sons, New York, 1915.)
- ROOSEVELT, Theodore : *Fear God and Take your Own Part*. (George Doran Compagny, New York, 1916.)
- SCHERER, James, A. B. : *The Japanese Crisis*. (Frederick A. Stokes Company, 1916.)
- SCHOFIELD, H. : *Constitutional Law & Equity*. (Chipman Law Publishing Co., Boston, 1921.)

SOYEDA, J. : *A Survey of the Japanese Question in California*. (San Francisco, 1913.) (pamphlet).

SPILLER, G. : *Inter-Racial Problems*. (King & Sons, London, 1916.)

STEINER, J. F. : *The Japanese Invasion*. (A. C. McClurg & Co., Chicago, 1917.)

STEPHENSON, G. T. : *Race Distinctions in American Law*. (D. Appleton and Company, New York, 1910.)

STONE, A. H. : *Studies in the American Race Problem*. (Doubleday, Page & Company, Garden City, 1908.)

TUCKER, HENRY St. Geo. : *Limitations on the Treaty-Making Power under the Constitution of the United States*. (Little, Brown and Co., Boston, 1915.)

TOKUTOMI, I. : *Japanese American Relations*. (The Macmillan Company, New York, 1922.)

WEALE, B. L. P. : *The Conflict of Colour*. (Macmillan & Company, London, 1910.)

II. — PUBLICATIONS OFFICIELLES

Bureau of Labor Statistics. California. (Report on the Japanese in California.)

California and the Oriental. (Report of State Board of Control.) California State Printing Office, Sacramento 1920.

Department of Commerce, Bureau of Census. — Chinese and Japanese in the United States Bulletin 127, Government Printing Office, Washington, 1914. — Abstract of the 14th Census of the United States, 1920, Government Printing Office, 1923.

IMMIGRATION. — Reports of the Commissioner General of Immigration ; Reports of the Immigration Commission. — Increase of Population in the United States, 1920. Government Printing Office, 1922. — W. E. Rositer.

NATURALIZATION. — Laws of the United States ; Revised Statutes ; U. S. Statutes at Large ; Decisions. Treaties, Conventions, and Agreements between the United States of America and other Powers. W. M. Malloy. Government Printing Office.

III. — BROCHURES

California Farmer's Co-operative Association : *Japanese Immigration and the Japanese in California*, 1919.

Gulick, S. L. : « *How shall Immigration be regulated?* », 1920. — « *Japan and the Gentlemen's Agreement.* », 1920.

McClatchy, V. S. (Numerous pamphlets obtainable from Congress.)

Tyndall, Philip : « Proposed Initiative measure to be presented by the Legislature », 1921. Seattle, Wash.,

Williams, B. H. : « *The Case Against the Japanese.* »

IV. — « CASES* »

(Partie II, Chapitre I.)

Ah Yup, in re, 5 Sawy, 155.

Balsara, U.S. v. - 180 Fed. 694 ;
In re Saito, 62 Fed 126 ; In re Buntaro Kumagai ,163
Fed 922 ; Bessho v. U.S. 178 Fed 245 ; In re Young, 198

Fed 715 ; Ex parte Shahid, 205 Fed 812 ; In re Yamas-
hita, 30 Wash. 234 ; 90 Pac. 482.

Billings, Zartarian v. - 204 U.S. 170.

Boyd v. Nebraska - 123 U.S. 135.

✓ Dartmouth College v. Woodward. - 9 Wheat. 518.

In re Ah Yup, 5 Sawy, 155.

In re Young. - 198 Fed 245.

Nebraska, Boyd V. - 123, U.S., 135.

Ozawa v. U.S. - 260 U.S. 178.

Sansford, Scott v. - 19 How 393.

Scott, v. Sansford - 19 How. 393.

U.S. v. Balsara - 180 Fed 694.

U.S., Ozawa v. - 260 U.S. 178.

U.S. v. Wong Kim Ark. - 169 U.S. 649.

Wong Kim Ark, U. S. v. - 169 U.S. 649.

Woodward, Dartmouth College, v. - 9 Wheat 518.

Young, in re, 198 Fed 715.

Zartarian v. Billings - 204 U.S. 170.

STATUTS*

1. 1 Stat. 103 ch. III (1790).

2. 18 Stat. 316.

3. 22 Stat. 58 ch. 126, Sec. 4.

4. 34 Stat. 596.

5. Sec. 2169 - Title XXX, Revised Statutes.

IV. — « CASES »

(Partie II, Chapitre II)

Alabama, Pace v. - 106 U.S. 583.

Barbier v. Connolly. 113 U.S. 27.

Bell's Gap. R. R. Co. v. Penna. 134 U.S. 232 ; Walston v. Nevin, 128 U.S. 578 ; Mo. Pac. R. R. Co. v. Mackey, 127 U.S. 205 ; Home Ins. Co. v. New York State, 134 U.S. 594 ; Gulf etc. R. R. Co. v. Ellis, 165 U.S. 150 ; Clark v. Kansas City 176 U.S. 114 ; St. John v. N. Y. ; 201 U.S. 633 ; Soon Hing v Crowley, 113 U.S. 703.

Blythe v. Hinkle. - 180 U.S. 333.

Connolly, Barbier v. - 113 U.S. 27.

Corrigan, Terrace v. - 257 U.S. 312.

Ex parte Virginia - 100 U.S. 339.

Frick & Satow v. Webb & Brady. Adv. Sheets, Oct. Term 1923 (U.S.S.Ct.)

Green, Southern Ry. Co. v. 216 U.S. 400.

Hauenstein v. Lynham - 100 U.S. 483.

Heim v. McCall - 239 U.S. 175.

Hinkle, Blythe v. - 180 U.S. 333.

Hopkins, Yick Wo v. - 118 U.S. 365.

In re Estate & Guardianship of Yano - Adv. Sheets, May 5, 1922 (Cal.)

In re Okahara - Adv. Sheets, June 28, 1923 (Cal.)

Kidd, Sullivan, v. - 254 U.S. 433.

Lau Ow Ben v. U.S. 144 U.S. 47.

Lem Moon Sing v. U.S. - 158 U.S. 538.

- Lewis, Missouri, v. - 101 U.S. 22.
Lynham, Hauenstein, v. - 100 U.S. 483.
Meyers v. Shields - 61 Fed 713.
Missouri, Lewis, v. - 101 U.S. 22.
McCall, Heim v. - 239 U.S. 175.
New Jersey, Twining, v. 211 U.S. 78.
O'Brien & Inoye, Webb, v. - Adv. Sheets, Oct. Term 1923
(U.S.S.Ct.)
Okahara, in re - Adv. Sheets, June 28, 1923 (Cal.).
Pace v. Alabama - 106 U.S. 583.
Pac. R. R. Co., Santa Clara County v. - 118 U.S. 394.
Patsone v. Penna. - 232 U.S. 138.
Pembina Mining Co. v. Penna. - 125 U.S. 181.
Penna, Patsone, v. - 232 U.S. 138.
Penna, Pambina Mining Co. v. - 125 U.S. 181.
Porterfield v. Webb. Adv. Sheets. Oct. Term
1923, (U.S.S.Ct.)
Santa Clara County v. Pac. R. R. Co. 118 U.S. 394.
Shields, Meyers v. - 61 Fed. 713.
Southern Ry. Co. v. Green - 216 U.S. 400.
Sullivan v. Kidd - 254 U.S. 433.
Twining v. New Jersey - 211 U.S. 78.
Terrace v. Corrigan 257 U.S. 312.
Terrace v. Thompson - 274 Fed. 841.
Idem. Adv. Sheets, Oct. Term 1923 (U.S.S.Ct.)
Thompson, Terrace v. 274 Fed 841.

Idem. Adv. Sheets, Oct. Term 1923 (U.S.S. Ct.)

Toop v. Ulysses Land Co. 237 U.S. 580.

Ulysses Land Co., v. Toop v. 237 U.S. 580.

U.S., Lau Ow Ben v. - 144 U.S. 47.

U.S., Lem Moon Sing v. - 158 U.S. 538.

Virginia, Exparte - 100 U.S. 339.

Webb & Brady, Frick & Satow v. - Adv. Sheets, Oct. Term 1923, (U.S.S. Ct)

Webb v. O'Brien & Inoye - Adv. Sheets, Oct. Term. 1923 U.S.S. Ct

Webb, Porterfield v. - Adv. Sheets, Oct. Term 1923 U.S.S. Ct

Yano, in re Estate & Guardianship of Adv. Sheets, May 5, 1922, Cal.

Yick Wo v. Hopkins - 118 U.S. 365.

STATUTS

17 Stat. 845.

IV. — « CASES »

(Partie II, Chapitre III).

Bank, Carneal v. 10 Wheat. 181.

Blythe v. Hinckley - 127 Cal. 431, 180 U.S. 333.

Chirac v. Chirac - 2 Wheat 259.

Connecticut, Geer v, 161 U.S. 519.

Corneal v. Bank - 10 Wheat 181.

- Cornet v. Winton - 2 Yerger 143 (Tenn).
Crowley, Soon Hing v. - 113 U.S. 703.
Edwards, Hughes v. Wheat 489
Fairfax v. Hunter. - 7 Cranch 627.
(Fort Leavenworth R. R. Co. v. Lowe - 114 U.S. 525).
Foster v. Neilson - 2 Peters 253.
Geer v. Connecticut - 161 U.S. 519.
Geoffrey v. Riggs - 133 U.S. 258
Gerke & Clarke, People v. 5 Cal. 381.
Hinckley, Blythe v. - 127 Cal. 431, 180 U.S. 333.
Hodgson, Orr v. 4 Wheat 453.
Holland, Missouri v. - 252 U.S. 416.
Hunter, Fairfaaix v. 7 Cranch 627.
Hughes v. Edwards - 9 Wheat 489.
Hylton, Ware v. - 3 Dall. 199.
Ingersoll, Maiden v. - 6 Mich. 373.
In re Turner's Estate - 196 Pac. 807.
Iuong Woo, U.S. v. - 7 Sawy. 526.
(Lowe, Fort Leavenworht R. R. Co., v. 144 U.S. 525).
Maiden v. Ingersoll - 6 Mich. 373.
Missouri v. Holland - 252 U.S. 416.
McCullagh, U.S., v. 221 Fed. 288.
New Haven, Soc. for Propagation of the Gospel v. 8 Wheat,
465.
Neilson, Foster v. - 2 Peter's 253.
Orr. v. Hodgson - 4 Wheat 453.

Parrott's Chinese Case - 6 Sawy 349.

People v. Gerke & Clarke - 5 Cal. 381.

Riggs, Geoffrey v. 133 U.S. 258.

Shauver, U.S. v. 214 Fed. 154.

Soc. for Propagation of the Gospel v. New Haven - 5
Wheat 465.

Soon Hing v. Crowley - 113 U.S. 703.

The Cherokee Tobacco - 11 Wallace 616.

U. S. v. Iuong Woo - 7 Sawy 526.

U. S. v. McCullagh - 221 Fed 288.

U.S. v. Shauver, 214 Fed 154.

Winton, Cornet v. 2 Yerger 143 (Tenn.)

Wunderle v. Wunderle - 144 Ill. 40.

STATUTES

8 Stat. 410.

37 Stat. 847.

39 Stat. 1702.

39 Stat. 1792.

40 Stat. 755 Ch. 128.

V. — ARTICLES

AOKI, S. : « Japanese Immigration. » (The World's Work),
15: 10041, 1908.

QUESTION JAPONAISE 16.

- ATKINSON, J. L. : « Treaty Relations of Japan With America. » (Our Day), 9 : 273, 1892.
- BALDWIN, S. E. : « Schooling Rights With Japan. » (Columbia Law Review), Feb., 1907, 85.
- BENNETT, J. E. : « The Japanese on the Pacific Coast. » (The Chautauquan), 26 : 186, 1897.
- BEVAN, E. : « The East, the West, and Human Progress. » (The Nineteenth Century), 70 : 351, 1911.
- BRAMHALL, J. T. : « The Orient in California. » (The World Today), 20 : 464, 1911.
- BURNETT, A. G. : « Misunderstanding of Eastern and Western States regarding Oriental Immigration. » (Ann. Amer. Acad., 34 : 257, 1909.
- CHENEY, A. E. « Japan and Her Relations to Foreign Powers. » (The Arena), 8 : 455, 1893.
- CLEMENT, E. W. : « The United States and Japan. » (Magazine of Amer. Hist.), 28 : 129, 1892.
- COLLINS, C. W. : « Will the California Aien Land Law Stand the Test of the Fourteenth Amendment ? » (Yale Law Journal), 23 : 330, 1914.
- CORYN, S. G. P. : « Japanese Problem in California. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 262, 1909.
- CREWDSON, W. : « Japanese Emigrants. » (The Nineteenth Century), 56 : 813, 1909.
- DAVIS, H. : « Japanese Wrecks in American Waters. » (The Overland Monthly), 9 : 353, 1872.
- DILLA, H. M. : « Constitutional Background of the Recent Anti-alien Land Bill Controversy. » (Michigan Law Review), 12 : 573, 1914.
- DILLON, E. J. : « The Asiatic Problem. » (The Contemporary Review), 93 : 243, 1908.

- EDWARDS, P. L. : « Industrial Side of Alien Land Law Problem. » (The Overland Monthly), n. s. 62 : 196, 1913.
- ELIOT, E. C. : « The Treaty-Making Power with Reference to the Reserved Power of the States. » (Case and Comment), 20 : 77, 1913.
- FOORD, E. A. : « East and West. » (The Contemporary Review), 97 : 202, 1910.
- FRASER, M. C. : « Our Relations with Japan. » (The World's Work), 14 : 8919, 1907.
- FRENCH, Willard : « Japan and Tomorrow. » (North America Review), 184 : 825, 1907.
- FULTON, C. W. : « American Schools and Japanese Pupils. » (North American Review), 183 : 1225, 1906.
- GILMAN, D. C. : « The Japanese Indemnity Fund. » (The Overland Monthly), 10 : 184, 1873.
- GOWEN, H. H. : « The Problem of Oriental Immigration in the State of Washington. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 329, 1909.
- GREENSBRE, S. : « America's Responsibility on the Pacific » (N. Amer. Review), 212 : 71-9 July 1920.
- GRIFFIS, W. E. : « Treaties of the United States with Japan. » (The Andover Review), 9 : 605, 1888.
« Relations Between the United States and Japan. » (The Mag. of Amer. Hist.), 27 : 449, 1892.
« American Relations with the Far East. » (New England Mag.), 11 : 257, 1894.
« Are the Japanese Mongolian ? » (North American Review), 197 : 721, 1913.
« Our Honor and Shame with Japan. » (North American Review), 200 : 566, 1914.
- GRIFFITHS, A. F. : « The Japanese Race Question in Hawaii. » (Journ. Race Development), 6 : 422, 1916.

- GULICK, S. L. : « Higher Education and Our Oriental Problem. » (Religious Education), 9 : 480, 1914.
« When East is West. » (Outlook), 125 : 12-14 April 3, 1920.
- HALE, E. E. : « Perry's Expédition to Japan. » (North American Review), 83 : 233, 1856.
- HAMMOND, J. H. : « The Menace of Japan's Success. » (The World's Work), 10 : 6273, 1905.
- HART, J. A. : « The Oriental Problem as the Coast Sees It. » (The World's Work), 13 : 86-90, 1907.
- HARWOOD, W. S. : « Americanizing the Japanese. » (The World Today), 9 : 1286, 1905.
- HASHIGUCHI, J. : « The Rise of Modern Japan. » (The World's Work), 7 : 4626, 1904.
- HEARN, LAFCADIO : « Genius of Japanese Civilization. » (The Atlantic Monthly), 76 : 449, 1895.
- HENSCHEN, S. : « What is Behind the Japanese Peril? » (The Forum), 56 : 63, 1916.
- HIROKICHI, M. : « A Japanese View of Certain Japanese-American Relations. » (The Overland Monthly), n. s. 32 : 406, 1898.
- HOLT, H. : « Straining an Historic Friendship. » (The Independent), 74 : 975, 1913.
- HOUSE, E. H. : « Japan. » (The Atlantic Monthly), 5 : 721, 1860.
« The Martyrdom of an Empire. » (The Atlantic Monthly), 47 : 610, 1881.
« The Thralldom of Japan. » (The Atlantic Monthly), 60 : 721, 1887.
- HOWES, O. : « What Japanese Exclusion Would Mean. » (North American Review), 184 : 29, 1907.

- HURD, A. : « Racial War in the Pacific. » (The Fortnightly Review), 99 : 1031, 1913.
- HUTCHINSON, W. : « The Mongolian as a Workman. » (The World's Work), 14 : 9372, 1907.
- ICHIHASHI, Y. : « Japanese Liked and Disliked. » (Japanese American, San Francisco, Translated in New York Japan Review, August), 1913, 109.
« Japanese Students in America. » (The Outlook), 87 : 295, 1907.
- IRISH, J. P. : « Reasons for Encouraging Japanese Immigration. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 94, 1909.
- IRWIN, E. P. : « The Japanese Peril in Hawaii. » (The World Today), 17 : 1038, 1909.
- IYENAGA, T. : « Japan's Mission in the Far East. » (The Forum), 33 : 459, 1902.
« The Relations of the United States with China and Japan. » (Ann. Amer. Acad.), 54 : 254, 1914.
« Japan and the Japanese California Problem. » (Current History), 13 : 1-7, 1920.
- JOHNSTON, H. : « Racial Problems and the Congress of Races. » (The Contemporary Review), 100 : 149, 1911.
- JORDAN, D. S. : « Japanese Exclusion. » (The Independent), 61 : 1425, 1906.
« Relations of Japan and the United States. » (Pop. Sci. Monthly), 80 : 151, 1912.
- KAHN, J. : « Japanese Question from Californians' Standpoint, » (The Independent), 62 : 26, 1907.
- KANEKO, K. : « The Yellow Peril is the Golden Opportunity for Japan. » (North American Review), 179 : 641, 1904.
« Japan's Position in the Far East. » (Ann. Amer. Acad.), 26 : 77, 1905.

« Japan and the United States-Partners. » (North American Review), 184 : 631, 1907.

« For a Better Understanding between East and West » (The Independent), 63 : 249, 1907.

« The Effect of American Residence upon Japanese. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 338, 1909.

« The Japanese Character in Transition. » (New York Japan Review), July, 1914, p. 13.

KASAI, J. : « The Relations between Japan and the United States. » (Ann. Amer. Acad.), 54 : 260, 1914.

KAWAKAMI, K. : « Japanese on American Farms. » (The Independent), 59 : 961, 1905.

« Japanese in California. » (The Independent), 61 : 1260, 1906.

« Naturalization of Japanese. » (North American Review), 185 : 394, 1907.

« The Japanese on Our Farms. » (The Forum), 50 : 82, 1913.

« How California Treats the Japanese. » (The Independent), 74 : 1019, 1913.

« California and the Japanese. » (Nation), 112 : 173-4, Feb. 2, 1921.

KELLOG, F. B. : « The Treaty Making Power. » (New-York Japan Review), Oct., Nov., Dec., 1913.

KENNAN, George : « Which is the Civilized Power ? » (The Outlook), 78 : 515, 1904.

« Japanese in San Francisco Schools. » (The Outlook), 86 : 246, 1907.

« Can we Understand the Japanese ? » (The Outlook), 101 : 815, 1912.

« Are the Japanese Honest ? » (The Outlook), 101 : 1011, 1912.

« Are the Japanese Moral ? » (The Outlook), 102 : 79, 1912.

« How Japan Lost Her Chance in the Pacific. » (The Outlook), 107 : 488, 1914.

- KIKUCHI, Baron : « The Introduction of Western Learning into Japan. » (Japan Advertiser), March 4-5, 1915.
- KINNOSUKE, A. : « The Attitude of Japan Toward the United States. » (The Independent), 62 : 1457, 1907.
- KNAPP, A. M. : « Japanese Ambition. » (The Atlantic Monthly), 105 : 68, 1910.
« Who are the Japanese ? » (The Atlantic Monthly), 110 : 333, 1912.
- KOMATSU : « Japan and the United State. » (The World's Work), 3 : 1388, 1901.
- LADD, G. T. : « Mental Characteristics of the Japanese. » (Scribner's Magazine), 17 : 79, 1895.
- IEA, Homer : « The Legacy of Commodore Perry. » (North American Review), 197 : 741, 1913.
- LONGFORD, J. H. : « A Great Economic Power » (Nineteenth Century), 523 : 526-39. September 1920.
- LUSK, H. H. : « The Real Yellow Peril. » (North American Review), 186 : 375, 1907.
- MAC ARTHUR, W. : « Opposition to Oriental Immigration. » (Ann. Amer. Acad.), 34, 239, 1909.
- MAC CLINTOCK, S. : « Anti-Japanese Legislation. » (The World Today), 16 : 269, 1909.
- MAC FARLANE, P. C. : « Japan in California. » (Collier's) 51 : 5, 1913.
- MACGOWAN : « Japanese Foreign Relations. » (The Continental Monthly), 4 : 333, 1863.
- MAHON, J. : « The Japan Question. » (Amer. Law Review), Sept.-Oct., 1914, 698.
- MAKINO, N. : « Alien Land Legislation in California. » (New York, Japan Review), Feb. 1914, 71.

- MALCOLM, R. : « Anti-Japanese Legislation in California »
(The Historical Society of Southern California), 9 :
97, 1912-1913.
- MARQUIS, N. : « Inter-Racial Amity in California. »
(The Independent), 75 : 138, 1913.
- MATSUYAMA, M. : « Japan and the Western Powers. »
(North American Review), 127 : 412, 1878.
- McLAUGHLIN, A. : « Chinese and Japanese Immigration. »
(Pop. Sci. Monthly), 66 : 117, 1904.
- MILLARD, T. F. : « Japanese Immigration in Korea. »
(Ann. Amer. Acad.), 34 : 403, 1909.
« The Japanese Menace. » (The Century), 91 : 673, 1916.
- MILLES, H. A. : « California and the Japanese. » (Survey)
30 : 332, 1913.
« Some of the Economic aspects of Japanese Immigration. » (Amer. Econ. Rev.), 5 : 787, 1915.
- MILLS, W. H. : « Influence of Japan upon the Industries
of America. » (The Overland Monthly), n. s. 27 : 587,
1896.
- MIYAKAWA, M. : « Rights of Aliens in America. » (New
York, Japan Review), Aug., 1913, 91.
- NEWLANDS, F. G. : « Western View of the Race Question. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 269, 1909.
- NOGUCHI, Y. : « Pacific Ocean Associations. » (The Nation), 93 : 141, 1911.
« Naturalization of the Japanese. » (The Nation), 96 :
616, 1913.
« The Downfall of Western Civilization. » (The Nation), 99 : 432, 1914.
- OZAKI, Y. : « Misunderstood Japan. » (North American
Review), 171 : 566, 1900.

- PERKINS, G. C. : « The Pacific Coast and the Orient. » (The Independent), 62 : 429, 1907.
- PHELAN, J. D. : « The Japanese Question from a Californian Standpoint. » (The Independent), 74 : 1439, 1913.
- REID, G. : « Japanese Diplomatic Tactics. » (Journ. Race Development), 6 : 270, 1916.
- ROOSEVELT, T. : « The Japanese Question. » (The Outlook), 92 : 61, 1909.
- ROSS, E. A. : « The Causes of Race Superiority. » (Ann. Amer. Acad.), 18 : 67, 1901.
- ROWELL, C. H. : « A Comparison of Chinese and Japanese Immigrants. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 223, 1909.
« The Japanese in California. » (The World's Work), 26 : 195, 1913.
- RYDER, R. W. : « Japanese and the Pacific Coast. » (North Amer. Review), 213, 1 : 1-15 January 1921.
- SATOH, H. : « The Past and Present of Japanese Emigration Policy. » (The Overland Monthly), n. s. 55 : 108.
- SAVAGE-LANDOR, A. : « Burning Questions of Japan. » (The Living Age), 203 : 812, 1894.
- SAWYER, E. A. : « Japanese Mission Work in New York » (New York, Japan Review), May, 1914, 181.
- SCANLAND, J. : « The Japanese Invasion. » (The World Today), 9 : 899, 1905.
- SEITZ, D. G. : « The Japanese (Overload). » (North American Review), 197 : 733, 1913.
- SIMONS, S. E. : « Social Assimilation. » (Amer. Journ. Soc.), 7 : 386, 1901.
- SINGH, S. N. : « The Asiatic View of Japan's World Menace. » (The Overland Monthly), n. s. 53^e: 327, 1909.

- SMITH, J. A. : « Relation of Oriental Immigration to the General Immigration Problem. » (Bull. Amer. Econ. Ass'n), 1 : 237, 1911.
- STODDARD, L. : « Japan Challenges us to control California. » (World's Work), 40 : 48-85,
- STORY, R. M. : « Oriental Immigration into the Phillippines. » (Ann. Amer. Acad.), 34^e : 388, 1909.
- THOMAS, W. I. : « The Psychology of Race Prejudice. » (Amer. Journ. Soc.), 9 : 593, 1904.
« The Significance of the Orient for the Occident. » (Amer. Journ. Soc.), 13 : 729, 1908.
- THOMPSON, W. H. : « San Francisco and the Japanese. » (The World Today), 11 : 1310, 1906.
- THWING, C. F. : « Japanese and Chinese Students in America. » (Scribner's Magazine), 20 : 450, 1880.
- TRENT, P. J. : « Japanese in America. » (Review of Reviews), 61 : 76-78, June 1920.
- UTSUKAWA, N. : « Status of Japanese Students in America. » (Education), 33 : 144, 1912.
- VANDERLIP, F. A. : « Some Aspects of the So-called Japanese Problem. » (Outlook), 125 : 380-4, 1921.
- VEBLEN, T. : « The Opportunity of Japan. » (Journ. Race Developement), 6 : 23, 1915.
- VINCENT, G. E. : « The Rivalry of Social Groups. » (Amer. Journ. Soc.), 16 : 469, 1911.
- WAINWRIGHT, S. H. : « America and the Japanese Relations. » (Outlook), 124 : 392, March 1920.
- WEATHERLY, W. G. : « Race and Marriage. » (Amer. Journ. Soc.), 15 : 433, 1910.
- WELLS, D. A. : « Japanese Experience of Our Civil Service. » (The Nation), 15 : 212, 1872.

- WIGMORE, J. H. : « The Reaction in Japan. » (The Nation), 52 : 237, 1891.
« Foreign Jurisdiction in Japan. » (The Nation), 56 : 26, 1893.
« American Naturalization of Japanese. » (American Law Review), 28 : 818, 1894.
- WOEHLKE, W. V. : « White and Yellow in California. » (The Outlook), 104 : 61, 1912.
« Two Aspects of the Japanese Problem. » (The Outlook), 105 : 479, 1913.
- WOOLSEY, Theo, S. : « California Japanese Question. » (American Journal of International Law), 15, 1 : 24-26 January 1921.
- YOELL, A. E. : « Oriental Versus American Labor. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 247, 1909.
- YOSHIDA, Y. : « Sources and Causes of Japanese Emigration. » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 377, 1909.
- YOUNG, J. P. : « Support of the Anti-Oriental Movement » (Ann. Amer. Acad.), 34 : 231, 1909.
- YOUNG, R. : « Foreign Residents in Japan. » (The Nineteenth Century), 42 : 305, 1897.
- ZUMOTO, N. : « Relations of the East to the West. » (Ann. Amer. Acad.), 36 : 17, supplement 1910.

VI. — ARTICLES EDITORIAUX ET ANONYMES

- « Anti-American Outbreaks in Japanese Diet. » (Current Opinion), 56 : 99, 1914.
- « Attacks on Japanese in San Francisco. » (The Outlook), 86 : 460, 1907.
- « The Backbone of Japanese Public Opinion on Japanese-American Relations. » (New York Japan Review), Sept. 1913, p. 159.

- « California and the Japanese. » (The Outlook), 105 : 477, 1913.
- « Can We Assimilate the Japanese ? » (Literary Digest), 47 : 165, 1913.
- « The Confession of a Japanese Servant. » (The Independent), 59, 661, 1905.
- « The Diabolical Japanese. » (The Independent), 86 : 125, 1916.
- « Diplomatic Communications with Japan. » (The Outlook), 107 : 578, 1914.
- « The Ethnological Basis of the Japanese Claim to be a White Race. » (Current Opinion), 55 : 38, 1913.
- « Freaks of Race Prejudice. » (The Nation), 88 : 54, 1909.
- « How Foreigners Are Treated in Japan. » (Harper's Weekly), 51 : 1083, 1907.
- « How the San Francisco Japanese School Case Was Settled. » (New York Japan Review), 129. Sept., 1913.
- « Immigration from Japan. » (Bradstreet's), 268 : Oct. 25, 1884.
- « Is the United States a World Power ? — Japanese in California. » (North American Review), 183 : 1107, 1906.
- « Japan. » (The Atlantic Monthly), 5 : 721, 1860.
- « Japan's View of the White Peril. » (Literary Digest), 46 : 1326, 1913.
- « The Japanese Embassy in America. » (Frank Leslie's Illustrated Newspaper), May 26, June 2, 9, 23, 30, July 7, 1860.
- « The Japanese Embassy in America. » (Harper's Weekly's), May, 26, June 23, 30, 1860.
- « Japanese in New York. » (The Independent), June 21, 1860.

- « The Japanese Embassy in Chicago. » (The Chicago Times), Feb. 27-28, 1872.
- « Japanese Treaty Revision. » (The Nation), 46 : 254, 1888.
- « Japanese Conceit. » (Literary Digest), 9 : 595, 1894.
- « Japanese Immigration. » (The Outlook), 97 : 151, 1911.
- « Japanese Schools in America. » (Literary Digest), 44 : 585, 1912.
- « Japanese Population Land Ownership in California. » (New-York, Japan Review, July, 1913, 7.
- « Japanese Law Relating to Foreigner's Right of Ownership in Land. » (Law Quaterly Review), 30 : 91, 1914.
- « Japanese Rights in America. » (Literary Digest), 49 : 48, 1914.
- « Oriental Immigration. » (The Outlook), 87 : 99, 1907.
- « The Race Issue in the Japanese Problem. » (Literary Digest, 46 : 1209, 1913.
- « Superhuman Japanese. » (The Nation), 86 : 51, 1908.
- « Traffic in Japanese Girls. » (Literary Digest), 9 : 384, 1894.
- « Treaties with Japan. » (The Living Age), 48 : 661, 1856.
- « Typical Anti-American Article. » (New-York, Japan Review), Aug., 1913, 100.
- « Who May Be Naturalized. » (Law Notes), 13 : 202, 1910.

Vu : Le Doyen
M. BERTHELEMY

Vu : Le Président de la thèse
A. de LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris :
Pour le Recteur : l'Inspecteur de l'Académie ;
MAURELET

IMPRIMERIE-RELIURE VERTONGEN

50, RUE SAINT-LAZARE

PARIS.

